



JUILLET
AOÛT
2021
#24

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

ISLAM ET COMMUNISME

p. 8 GRAND ENTRETIEN

La décision des communistes : relever le défi des jours heureux !

p. 52 CONTROVERSE

Un ménage à trois : l'État, LREM et les consultants

p. 65 HISTOIRE

Les secrétaires régionaux du PCF (1934-1939)

p. 44 MILITER

Militer en été 2021

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Couvrez ces archives que l'on ne saurait voir

6 POÉSIES

Victor Blanc Li Bai

7 REGARD

Wilson Tarbox Napoléon : la longue marche de l'apologie vers l'histoire

8 LE GRAND ENTRETIEN

Marie-Jeanne Gobert La décision des communistes : relever le défi des jours heureux !

12 LE DOSSIER

ISLAM ET COMMUNISME

Baptiste Giron, Florian Gulli Au-delà de la fascination de l'islam

Maxime Rodinson Le choc, la conciliation idéologique et la coexistence pacifique

Aurélien Fiorel Islamo-gauchisme : renoncer au terme pour mieux soulever certaines interrogations

Florian Gulli Avec les islamistes parfois ?

Xavier Hallez Bolcheviks et islam

Julien Thorez L'islam après l'URSS en Asie centrale : de l'athéisme à la religion nationale

Rémy Madinier Islam et communisme, frères ennemis du nationalisme indonésien

Jacques Fontaine L'échec des nationalismes arabes et l'essor de l'islamisme

Alain Ruscio Les communistes algériens face à la religion musulmane à l'ère coloniale

Nedjib Sidi Moussa Le souvenir de la guerre civile algérienne façonne les controverses françaises sur la question musulmane

43 RÉACTIONS

Un numéro à prolonger

44 MILITER

Delphine Miquel Militer en été 2021

48 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Europe : pas d'aménagements, mais une autre construction européenne !

50 PARLEMENT-ÉLUS

André Chassaigne Protéger la rémunération des agriculteurs

52 CONTROVERSE

Gérard Streiff Un ménage à trois : l'État, LREM et les consultants

54 CRITIQUE DES MÉDIAS

ACRIMED Tribune des généraux : LCI et la construction sondagière de « l'opinion publique »

58 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Jean-Michel Galano La parole dit-elle toujours le vrai ?

62 PHILOSOPHIQUES

Jean-Michel Galano La parole dit-elle toujours le vrai ?

65 HISTOIRE

Dimitri Manassis Les secrétaires régionaux du PCF, du tournant antifasciste à l'interdiction du parti (1934-1939)

69 SCIENCES

Cécile Mourer-Chauviré Les oiseaux géants disparus

72 DROIT

Droit et justice dans le monde **Roland Weyl**

74 SONDAGE

Gérard Streiff Inégalités de genre

75 STATISTIQUES

Michaël Orand Niveau de vie : la grande stagnation

76 HORS CADRE

Jean Querbes D'une abolition à une émancipation

78 LIRE

Alexandre Courban In memoriam Joseph Ponthus (1978 – 2021)

81 CRITIQUES

Fabien Tillon Charles Tillon. *Le chef des FTP trahi par les siens*

Nathalie Quintane *Un hamster à l'école*

Benjamin Carle, David Lopez *Sortie d'usine Les GM&S, la désindustrialisation et moi*

Olivier Cyran *Sur les dents*

84 EN DÉBAT

Thomas Bompied Lecture critique de *Sortir de notre impuissance politique*, un essai de Geoffroy de Lagasnerie

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Boulet, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Boussedra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Ségolène Mathieu, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Michaël Orand, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : juillet-août 2021 - N°24 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Couvrez ces archives que l'on ne saurait voir

Il y a un quart de siècle, quelques mois après que la France venait de connaître sur son sol l'horreur de la mort par attentats terroristes, un rapport était remis au premier ministre Alain Juppé, frais successeur d'Édouard Balladur à Matignon. (C'est ce dernier qui avait commandé ledit rapport mais le temps que ce travail soit mené à bien, le chef du gouvernement était redevenu « simple député » après sa défaite à l'élection présidentielle ; c'est ainsi Alain Juppé qui en fut le destinataire effectif.) Rappelons, outre ce contexte d'atteintes cruelles à la sécurité nationale, le nom de quelques ministres de ces deux gouvernements : à l'Intérieur, c'est d'abord Charles Pasqua (Balladur) puis Jean-Louis Debré (Juppé) ; à la Défense, c'est François Léotard (Balladur) puis Charles Millon (Juppé)... Autrement dit, un univers qui n'était pas tout de tendresse candide.

« Tous les documents classés « secret défense » à l'époque ou jugés aujourd'hui, rétrospectivement, comme relevant de ce secret ne sont plus, de droit, accessibles aux citoyens, aux historiens, aux chercheurs, qu'ils datent de 1960 ou de 1934 ! »

Pourtant, dans ce rapport rédigé par Guy Braibant, alors président de section honoraire du Conseil d'État, voici ce qu'on pouvait lire à propos des archives. « Le sentiment est général qu'une libéralisation est souhaitable. Nombre d'acteurs s'accordent à reconnaître que le dispositif actuel est, au moins dans certains cas, trop restrictif. » Plus loin : « Les délais spéciaux doivent être réduits et voir leur champ d'application précisé. » En effet, afin de garantir la « sûreté de l'État », la loi prévoyait de rendre incommunicables les documents datant de moins de 60 ans. Mais Guy Braibant de commenter : « La durée de 60 ans apparaît dans l'immense majorité des cas excessive au regard des atteintes qui pourraient être portées aux intérêts publics en cause. Il est difficile de soutenir que la divulgation des plans de défense ou des correspondances diplomatiques du gouvernement du Front populaire pourrait, en 1996, menacer un quelconque intérêt public. » Et de proposer en conséquence que « le délai spécial d'accès aux archives dont la communication serait susceptible de porter atteinte à un intérêt public protégé p[uisse] être abaissé à 50 ans. » C'est d'ailleurs, entre autres choses, ce qui devint réalité à l'occasion de la loi sur les archives finalement votée en 2008. Cette fois, nous étions après le 11 Septembre, après les attentats de Madrid (2004), ceux de Londres (2005)... Nicolas Sarkozy était président, François Fillon premier ministre, le gouvernement comptait un ministre de l'immigration et de l'identité nationale (Brice Hortefeux) et Michèle Alliot-Marie était à l'Intérieur. Là encore, guère de tendresse candide qui pousserait à donner un accès inconsidéré à des documents sensibles.

Il fallut donc attendre Emmanuel Macron pour mesurer enfin l'exceptionnel danger que faisait courir à la République le libre accès aux documents des années 1930, 1940, 1950... ►►

► Soyons juste : dès 2011, l'affaire commençait à prendre mauvaise tournure avec une fâcheuse instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale (IGI-1300) mais c'est bien en 2020 qu'un arrêté devait enclencher résolument la marche arrière. Fini, le principe du délai de 50 ans. Tous les documents classés « secret défense » à l'époque ou jugés aujourd'hui, rétrospectivement, comme relevant de ce secret ne sont plus, de droit, accessibles aux citoyens, aux historiens, aux chercheurs, qu'ils datent de 1960 ou de 1934 ! Historiens et archivistes – on pense en particulier au très large et très actif collectif constitué par l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur, l'Association des archivistes français et l'Association Josette et Maurice Audin – ont souligné le mauvais gag : des archives reproduites et publiées il y a bien des années dans des revues et livres sont devenues inaccessibles ; des informations aussi sensibles que les menus du maréchal Pétain sont désormais soustraites aux yeux indiscrets... Finis les délais ! Aux administrations productrices de juger du caractère communicable ou non des archives jusqu'en 1934 ! (Par quoi juste réponse est enfin apportée au propos de Guy Braibant sur les plans de défense de 36...)

Les amateurs de Kafka ou de Maïakovski y verront sans doute l'actualité des écrits antibureaucratiques de ces auteurs mais le problème va plus loin par temps d'austérité. Croit-on un seul instant que les services des archives, ceux de l'Intérieur ou de la Défense aient les moyens d'examiner les documents qui, naguère librement communicables, requièrent désormais leur approbation ? Pensez aux thésards, aux étudiants qui ne disposent que d'une période limitée pour rendre un travail : cela revient, dans les faits, à leur fermer au nez la porte d'une documentation foisonnante.

Mais revenons à Braibant. Alors que les lois giscardiennes de 1978-1979 consacrées aux archives ont plutôt une bonne cote, le juriste n'en rappelait pas moins en 1996 :

« La mise en place d'un délai de 60 ans a constitué, en 1979, une régression par rapport au régime antérieur de communicabilité, qui s'explique largement par le souci de reporter toujours plus loin la date d'ouverture des archives les plus sensibles de la période de l'Occupation. La loi du 3 janvier 1979 a permis de refuser l'accès aux documents diplomatiques, militaires et policiers de l'entre-deux-guerres, alors que l'ensemble des fonds antérieurs au 10 juillet 1940 étaient accessibles sous le régime du décret du 19 novembre 1970. [...] Il n'est pas sain que les règles générales applicables aux archives continuent d'être déterminées par la prise en compte de ces circonstances historiques. »

« Le 13 juillet, emmenée par la ministre
Marlène Schiappa et le rapporteur Loïc Kervran,
la majorité passait en force, éteignant la lumière
sur près d'un siècle d'archives publiques... »

(Il est vrai qu'à l'époque de ces lois, Maurice Papon était un ministre important dans le gouvernement de Raymond Barre...) Dans le fond, au-delà des enjeux bureaucratiques, comment ne pas voir que le rideau se trouve ainsi tiré sur les archives de la Seconde Guerre mondiale, de la Guerre froide et des guerres coloniales ? Autant de moments qui font problème et débat et pour lesquels il n'est que temps d'apporter tous les éclairages documentaires possibles. Pour résumer, ce qui est ici en question, c'est bien sûr le problème de fond : *qui* juge de ce qui est communicable ou non ? Doit-ce vraiment être l'armée ou la police d'aujourd'hui, ou bien le peuple lui-même, *a minima* par le biais de la représentation nationale ? C'est encore le problème que pose concrètement l'austérité : en *combien de temps* peut-on désormais avoir accès à un document hier offert à tous les yeux mais qu'il s'agit à présent de « déclassifier » (sans que des embauches aient été prévues pour ces tâches supplémentaires...) avant de

pouvoir le consulter ? Plus encore, c'est le *rapport* que notre peuple peut (ou non) construire avec son histoire, avec les lourdes décennies passées et en particulier ce dense quart de siècle (1938-1962) qui pèse encore si lourd sur les cerveaux de nos contemporains.

Le Conseil d'État a d'ailleurs fini par annuler purement et simplement cet article de l'IGI et cet arrêté de 2020 – désavouant au passage Jean Castex et son gouvernement qui la soutenaient –, mais, preuve nette que l'affaire ne relevait pas que d'obscurs bureaucrates paranoïaques, le pouvoir macroniste a décidé de faire entrer ce recul historique *dans la loi* – par le biais de l'article 19 d'une assez tentaculaire « loi relative à la prévention des actes de terrorisme et au renseignement ».

Archivistes et historiens – jusqu'aux plus macronistes d'entre eux – n'ont pas manqué de se mobiliser – recevant le concours de juristes mais aussi de parlementaires, notamment communistes –, mais rien n'y fit. Le 13 juillet, emmenée par la ministre Marlène Schiappa et le rapporteur Loïc Kervran, la majorité passait en force, éteignant la lumière sur près d'un siècle d'archives publiques... On excuserait presque le député du Cher, plus familier de la banque HSBC que des centres d'archives – on notera au passage, triste clin d'œil, que l'homme qui plonge dans l'obscurité de vastes et douloureux pans de notre histoire est élu dans la circonscription de Maurice Papon... Mais Marlène Schiappa, fille de l'historien de la Révolution Jean-Marc Schiappa... Non contente de piloter cette grave régression, elle la vante, la présentant comme un loi d'ouverture et de progrès. On pense à l'ambitieux Fouquet et à sa devise *Quo non ascendet* ? (Où ne montera-t-il pas ?) qu'on mettrait bien la tête en bas pour l'appliquer à la ministre présente : *Quo non descendet* ? (Où ne descendra-t-elle pas ?)

« La Révolution avait consacré le libre accès des archives aux citoyens et le pouvoir actuel prend le contrepied de ce chemin de liberté. »

Mais pourquoi épargner Jupiter lui-même ? On ne fera croire à personne qu'il subit cette loi sans y consentir explicitement. C'est aux plus lamentables et hypocrites des « en même temps » auxquels nous assistons. Côté pile : les déclarations de mars. Pour faire suite au rapport Stora demandant un large et libre accès aux archives relatives à la Guerre d'indépendance algérienne, on lisait ces mots sur le site de l'Élysée (puis partout dans la presse) : « Décidé à favoriser le respect de la vérité historique, le président de la République a entendu les demandes de la communauté universitaire pour que soit facilité l'accès aux archives classifiées ». Côté face : en juin, Jean Castex soutenait mordicus arrêté et IGI ; en juillet, la restriction d'accès était votée par le parlement.

Depuis les grands élans lyriques du premier confinement, on trouverait sans peine une copieuse série de grands écarts entre les mots et les actes du président mais ce n'est pas le lieu d'en décrire le menu (dans cent ans, peut-être, si on consent à déclassifier tout cela...). Contentons-nous de noter que la Révolution avait consacré le libre accès des archives aux citoyens et que le pouvoir actuel prend le contrepied de ce chemin de liberté, mais il est vrai que la loi majeure en la matière date de l'An II, celui de la Convention et de Robespierre. Or Emmanuel Macron nous l'a bien dit à la veille de son élection : « Il y a chez Robespierre un rapport de brutalité de l'État et de la chose publique dans le rapport à l'individu dans lequel je ne me reconnais pas. Il y a la vertu comme une promesse intenable. » À la lumière de cette histoire et de quelques autres, on reconnaîtra au président la sagesse de n'avoir pas formulé pareille promesse. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

LI BAI

Li Bai (701-762) est sans doute, avec son successeur Du Fu, le poète le plus éclatant de la dynastie des Tang (618-907), période où la Chine connut un épanouissement culturel et poétique exceptionnel, regardée depuis lors comme l'âge d'or de la culture chinoise classique. Si les circonstances de la vie du poète sont relativement bien connues, une foule de légendes l'entoure pourtant : il aurait, par la seule puissance de ses mots, mis en fuite toute une armée de « barbares » venus envahir la Chine. On raconte également quantité d'histoires sur son ivresse proverbiale que l'empereur lui-même tolérait, par égard pour le génie du poète. Notamment une, sur sa mort : un jour qu'il était, de nuit, sur un bateau, ivre, il se pencha sur la rivière pour essayer de saisir dans ses mains le reflet de la lune et se noya. Ces histoires, ces contes qui entourent le poète contribuent à faire de son personnage l'archétype chinois du poète génial aux sens déréglés, inspiré par le vin, volontairement en dehors de toute étiquette ou hiérarchie sociale. Cet « Immortel banni buvant seul sous la lune », comme il est en Chine surnommé, est devenu l'incarnation d'un détachement vis-à-vis de l'État et de la politique, d'un certain mode de vie « anarchisant », faute d'un autre mot, idéal de la pensée taoïste, d'autant plus caractéristique d'une période où les lettrés s'estimaient souvent frustrés par les carrières mandarinales et le jeu des faveurs de la cour. ●

Victor Blanc

UN JOUR DE PRINTEMPS, LE POÈTE EXPRIME SES SENTIMENTS

Si la vie est comme un grand songe,
À quoi bon tourmenter son existence !
Pour moi je m'enivre tout le jour,
Et quand je viens à chanceler, je m'endors au pied
des premières colonnes.
Au réveil je contemple le jardin devant moi ;
Un oiseau chante au milieu des fleurs ;
Je lui demande à quelle époque de l'année nous sommes,
Il me répond : Celle où le souffle du printemps fait
chanter le loriot.
Je me sens ému et prêt à soupirer,
Mais je me verse encore à boire ;
Je chante à haute voix jusqu'à ce que la lune brille,
Et à l'heure où finissent mes chants, je suis serein.

NUIT DE LUNE SUR LE FLEUVE

Doucement la brise sur le fleuve se lève,
Tristement les arbres près du lac frissonnent.
Je monte sur la proue par la belle nuit calme.
On étale les nattes et la barque légère s'élançe.
La lune suit la fuite des monts sombres,
L'eau s'écoule avec le ciel bleu,
Aussi profond qu'inversement le Fleuve céleste.
Rien n'est visible, sinon l'ombre mêlée de l'arbre
et du nuage.
La route du retour est longue, longue ;
L'immensité du fleuve est triste, triste.
Je suis seul, les fleurs d'orchidée s'effacent,
Le chant du pêcheur rappelle ma tristesse.
Le détour escarpé dérobe le rivage en arrière,
Le sable clair signale un écueil par devant.
Je pense à vous, Seigneur, que ma vue n'atteint plus
Et le regard perdu au loin, médite mon regret.

Napoléon : la longue marche de l'apologie vers l'histoire



Vue de l'exposition *Napoléon* à La Villette [14]. Sculpture de Vincenzo Vela, *Les Derniers Moments de Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène*, 1866. © RMN – Grand Palais, 2021. © Photo Didier Plowy.

Il y a deux cents ans Napoléon s'éteint à Saint-Hélène. Aujourd'hui, la Réunion des musées nationaux (RMN) célèbre le bicentenaire de sa mort avec une immense exposition à la grande halle de La Villette. Ici tout est à échelle impériale, à commencer par l'entrée où les bannières noires au nom de « Napoléon » en lettres jaunes fluorescentes font plus penser à l'avant-première d'un défilé de mode qu'à une exposition d'art et d'histoire. À l'intérieur, l'esthétique est moins moderne mais tout aussi pompeuse : blason napoléonien, tapis rouges, dorures, etc.

Grâce aux vidéos qui scandent le parcours, l'exposition réussit à être didactique sans inonder le visiteur d'information textuelle. Elles servent à expliquer l'iconographie de certains tableaux, comme *Le Sacre de Napoléon* (1805-1807) par Jacques-Louis David, et à démêler un contexte historique parfois dense et compliqué.

À titre d'exemple, le sujet épineux de l'esclavage bénéficie de deux écrans juxtaposés aux documents

originaux du décret-loi du 20 mai 1802 et l'arrêté consulaire du 16 juillet 1802. Ces derniers, signés par Napoléon Bonaparte, ont effacé les effets du décret d'abolition de l'esclavage du 4 février 1794. Un documentaire à ce propos, réalisé par Mathieu Glissant avec la participation de l'écrivain Patrick Chamoiseau et de l'historien Frédéric Régent, s'affiche sur l'un des écrans. Sur l'autre, proposé par la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME), l'historien Marcel Dorigny et la professeure Marlene Daut décryptent les enjeux de la politique coloniale de Bonaparte et de ses conséquences dans les colonies et en métropole. La participation de la FME pour la première fois dans un événement destiné au grand public marque ainsi une étape nouvelle dans la muséologie napoléonienne, prenant en considération un récit historique plus équilibré. ●

Wilson Tarbox



La décision des communistes : relever le défi des jours heureux !

Marie-Jeanne Gobert, membre du comité exécutif national, responsable de l'organisation de la conférence nationale revient sur le déroulement de celle-ci et sur le vote. Elle analyse ces deux moments forts pour les communistes et fait le point sur les prochaines étapes du processus démarré en mars dernier.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **SÉGOLÈNE MATHIEU** —

© **Les 10 et 11 avril le PCF a réussi, malgré la situation sanitaire, à réunir plus de mille délégués, hommes et femmes, pour une conférence nationale en visioconférence.**

Que représente cette prouesse technique et démocratique ?

Dans les conditions de restrictions drastiques imposées par la situation sanitaire, derrière la prouesse technique, qui n'est pas mineure, la réussite, reconvenue par toutes et tous, de la conférence est le résultat d'une volonté des communistes, cadres et adhérents. Il ne s'agissait pas seulement de réunir mille participants, ce qui est déjà remarquable. Il s'agissait de créer les conditions d'une vraie discussion. Cet engagement s'est construit dans un débat de plusieurs semaines, lui aussi surmontant

les contraintes matérielles. La réussite technique de cet exercice démocratique sans équivalent, avec une telle participation, témoigne non seulement de la détermination des adhérentes et adhérents du PCF à être partie prenante d'un débat exigeant et complexe mais est aussi un élément de confiance.

© **Pouvez-vous présenter les traits saillants des débats, et les situer par rapport à la conférence nationale de 2016 ?**

L'état d'esprit n'est plus le même. Ni chez les communistes, ni surtout dans le pays. La situation politique a changé. Si seulement cinq années nous séparent du choix de 2016, déjà très discuté à l'époque, beaucoup de transformations se sont opérées depuis. Des transformations qui révèlent la puissance et les

dangers de l'offensive du capital ainsi que la profondeur du rejet et du besoin de changement qui travaille le pays ! Ainsi, pour une très large majorité de communistes, cela implique d'investir pleinement les échéances nationales, présidentielle et législatives, de 2022. Il y a en quelque sorte une « politisation » de la question de la candidature. Pas seulement pour les communistes, mais en général. Si lors du congrès de 2018, la pression pour une candidature communiste répondait à la conviction que son absence à cette élection nationale majeure depuis une quinzaine d'années, s'était traduite par l'effacement du PCF, l'élection de Macron, l'effondrement du PS et de la droite, la montée en puissance de l'extrême droite, sa dédramatisation marquent une nouvelle période. Arrive la covid-19. Tout est bou-

« Dans son discours au soir des résultats, Fabien Roussel a donné à voir l'ambition qu'il proposait pour cette campagne : un moment de luttes et de propositions pour relever le défi des jours heureux. »

leversé. Une crise d'une profondeur inouïe, après celle de 2008, n'en est qu'à ses débuts sur le plan économique et social si rien ne change. Des idées identifient la gauche, et nous particulièrement, comme le rôle de la puissance publique, de l'État, mais aussi des services publics, le sens du travail des salariés en première ligne dans la lutte contre la pandémie, la lutte contre les inégalités. La mise en cause des dogmes libéraux appelle des réponses crédibles et indispensables. La participation à l'élection présidentielle ne se pose plus essentiellement en tant que présence dans la compétition, mais comme le moyen de mener le combat politique. Battre Macron et faire reculer Le Pen sont au centre des enjeux, de même que la mise en chantier d'une politique nouvelle. Dans l'état d'esprit



de la conférence il y a l'envie des militants d'en découdre et d'être visibles dans une telle bataille nationale, ce qui explique le résultat.

En simplifiant, je dirais que pour penser 2022, les communistes ont été amenés à approfondir le choix du congrès, à penser la candidature comme un moyen d'intervention non seulement dans le débat d'idées, mais pour être acteurs de la bataille politique. Et par rapport à 2016, il y a les leçons tirées des suites de 2017, notamment pour les législatives, avec la discussion d'un contrat inscrit

dans une stratégie de refondation de la gauche sans partenaire privilégié *a priori*, au regard des débats qui la traversent. Créer aujourd'hui les conditions d'une majorité de gauche en 2022, avec, pour les communistes, l'objectif d'un groupe parlementaire communiste renforcé. J'ajouterais une impression personnelle. Le 100^e anniversaire du Parti communiste français, la commémoration de la Commune de Paris ont donné une certaine actualité au communisme, pas seulement comme idée, mais en tant qu'héritage avec son originalité française. ►►

« La réussite technique de cet exercice démocratique sans équivalent, avec une telle participation, témoigne non seulement de la détermination des adhérentes et adhérents du PCF à être partie prenante d'un débat exigeant et complexe, mais est aussi un élément de confiance. »

« Le 100^e anniversaire du Parti communiste français, la commémoration de la Commune de Paris ont donné une certaine actualité au communisme, pas seulement comme idée, mais en tant qu'héritage avec son originalité française. »

► **© Les 7, 8 et 9 mai les communistes se sont exprimés en grande majorité pour porter la candidature de Fabien Roussel à la présidentielle de 2022, comment analysez-vous ce vote ?**

Les motivations sont sans doute diverses. Et le résultat est net. C'est très important, d'autant que cela vient comme on l'a vu au terme d'un débat où plusieurs options étaient en discussion. Il y a nécessairement une dimension collective, avec la volonté que les propositions, le projet du parti soit au mis au cœur du débat public pour faire grandir des idées et des avancées sociales et démocratiques indispensables à toute alternative politique de gauche. Et il y a probablement également une dimension personnelle, un bon accueil aux passages médiatiques de Fabien Roussel. Bon accueil qui tient à la personne et sans doute à l'accord entre le « personnage » et le message. Une campagne implique que l'incarnation des idées corresponde le mieux aux messages. Ça vaut pour toutes les élections. Plus encore pour la présidentielle. D'autres responsables de cette génération ont ces qualités, à l'évidence. L'excellente campagne des européennes de Ian Brossat l'a démontré, même si la nature de l'échéance et le temps ont joué contre nous pour obtenir un meilleur résultat. Choisir le secrétaire national dans le moment présent, c'est sans doute pour l'ensemble des militants la façon la plus nette d'identifier le candidat à l'ambition de l'intervention

dans la campagne. J'ajoute que cela confère à cette candidature une dimension rassembleuse. C'est un message clair pour le pays et pour les communistes.

© Comment rassembler l'ensemble des militants pour désormais mettre en œuvre ce choix ?

Le rassemblement a déjà commencé à se construire dans l'élaboration commune par la discussion, la confrontation, la décision démocratique, et il va se poursuivre par un travail permettant à chacune et chacun de trouver sa place dans la campagne, dans l'action, ce que tu appelles la mise en œuvre. Il faut partir du principe et de la réalité, que tous les communistes, militants et dirigeants sont animés par la même volonté de réussite du parti, de regagner en influence, pas principalement pour nous-mêmes mais pour une politique nouvelle, utile à nos concitoyens, aux

travailleurs. Les chantiers ne manquent pas. La direction a une responsabilité, elle doit créer les conditions de ce rassemblement, en faisant confiance à l'intelligence collective, en libérant les énergies. Ce qui est déterminant, nous le savons d'expérience, c'est l'engagement commun dans l'action, au plus près des réalités du pays, des femmes et des hommes. C'est en travaillant au rassemblement populaire que se construit l'unité des communistes. C'est là que se trouve le centre de gravité du rassemblement.

© À la suite de ce vote, quelle va être la feuille de route des communistes pour les prochains mois ?

Je dirai de façon lapidaire que 2022 se joue maintenant. Comme « l'après-covid » se joue dans la manière dont on traite la pandémie aujourd'hui, concrètement, au plus près des urgences, et en faisant de ces réponses immédiates un socle et une force pour une politique nouvelle. Dans son discours au soir des résultats, Fabien Roussel a donné à voir l'ambition qu'il proposait pour cette campagne : un moment de luttes et de propositions pour relever le défi des jours heureux.

Il s'agit de faire grandir le projet d'une nouvelle République sociale, démocratique, écologiste, féministe, antiraciste, projet lié à un pacte pour sortir la santé des mains des logiques marchandes et des laboratoires pharmaceutiques, un

« La mise en cause des dogmes libéraux appelle des réponses crédibles et indispensables. La participation à l'élection présidentielle ne se pose plus essentiellement en tant que présence dans la compétition, mais comme le moyen de mener le combat politique. »



« C'est en travaillant au rassemblement populaire que se construit l'unité des communistes. »

pacte qui nous libère du poids de la finance et fasse jouer un autre rôle aux banques et aux assurances, pour créer des emplois, un pacte qui ouvre enfin l'espoir pour chacun d'avoir un emploi stable, correctement rémunéré, un pacte qui donne les moyens à notre pays, à notre jeunesse de reprendre la

main sur nos moyens de production, sur nos outils de travail, pour nous engager pleinement dans une véritable transition écologique.

© Quelles sont les raisons qui ont amené à repousser le congrès à l'automne 2022 ?

Une première consultation a été lancée par le conseil national le 7 novembre 2020 afin de recueillir l'avis des secrétaires fédéraux pour décider de notre calendrier en 2021. À l'issue de celle-ci, le conseil national du 12 décembre a pris la décision de convoquer une conférence nationale en avril avec à l'ordre du jour la présidentielle et les législatives et de repousser le congrès à l'automne.

En inversant le calendrier, le débat sur les échéances de 2022 a pu se mener en profondeur. Le choix d'une candidature à la présidentielle et du travail pour un

pacte d'engagements communs pour les élections législatives constitue une décision marquante de l'histoire de notre parti. Il place les directions devant un défi considérable, celui pour le parti d'être présent dès maintenant dans le débat des échéances 2022 avec l'ambition de regagner l'engagement, le vote de millions de femmes et d'hommes en faveur d'un projet en rupture avec les logiques du capitalisme, cœur du projet communiste et condition indispensable pour battre la politique du pouvoir actuel et les idées du Rassemblement national. Au-delà de ce défi, les directions nationale et fédérales ont la responsabilité de conduire les élections départementales et régionales dont le calendrier a été bousculé. Celles-ci doivent être l'occasion d'agir en faveur de rassemblements à même de faire reculer la droite, de mettre en débat nos propositions, de conquérir de nouveaux élus et de renforcer l'influence du PCF.

Ces chantiers majeurs ne permettent pas d'envisager tout le travail préparatoire d'un congrès tant sur les questions nationales qu'internationales et l'ensemble des questions liées à la vie de notre parti. En outre, à l'issue de la séquence électorale de 2022, nous serons nécessairement dans une nouvelle situation politique qui nécessitera une appréciation et des propositions largement débattues par les communistes, ce que permettra la tenue du congrès dans la foulée. ●



ISLAM ET COMMUNISME

Au-delà de la fascination de l'islam

PAR **BAPTISTE GIRON ET FLORIAN GULLI***

Islam et communisme. La mise en regard de ces deux termes pourrait étonner. Et pourtant, ils n'en finissent pas de se croiser, hier comme aujourd'hui. Hier, de la Révolution russe jusqu'à la disparition de l'URSS en passant par la guerre froide, la question n'a cessé de se poser : dans les marches du vieil empire tsariste en révolution puis dans les pays de tradition musulmane où virent le jour de nombreux partis et mouvements communistes. Cette histoire révèle la complexité des relations, la multiplicité des modèles et des processus historiques. Maxime Rodinson (1915-2004), historien marxiste, spécialiste du Proche-orient et de l'islam avait tenté d'établir la typologie de ces relations au début des années 1960. Il dessinait les contours de trois grandes relations : la lutte, la conciliation et la coexistence pacifique.

COEXISTENCE PACIFIQUE ET CONCILIATION

La coexistence pacifique était, aux yeux de Rodinson, « la solution préférée en principe par les communistes et aussi sans doute par les croyants

musulmans ». Ce modèle, mis en œuvre après 1945, et irriguant le socialisme arabe, faisait en partie écho au moment du Front populaire en France. Maurice Thorez, le 17 avril 1936 à la radio, avait déclaré : « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère. » La coexistence pacifique, qui n'exclut pas la concurrence entre communisme et religion, consiste à faire passer au second plan les questions métaphysiques afin de s'entendre sur des objectifs communs, ici, la lutte contre le grand capital et ses soutiens fascistes.

La conciliation va beaucoup plus loin que la coexistence pacifique. Il s'agit de montrer que communisme et islam peuvent, dans une certaine mesure, fusionner. Il ne s'agit plus seulement de penser des alliances politiques sur tel ou tel objectif concret, mais de mettre en lumière des proximités fondamentales. Soit que l'on considère que l'islam est la vérité du communisme, soit que certaines traditions religieuses musulmanes peuvent être pensées comme des anticipations anciennes du communisme contemporain.

Mais la relation des deux termes a aussi sa part d'hostilité, de conflit et de violence. Lutte du communisme contre l'islam, d'une part, au nom d'un athéisme d'État militant, lutte contrecarrée dans la jeune URSS par des tendances plus conciliatrices. Lutte de l'islam contre le communisme d'autre part, menée au nom de la morale reli-

« Ne pas s'emparer de ces instrumentalisations politiques, au motif que ce serait faire le jeu de l'extrême droite, est une faute politique. »

gieuse contre l'athéisme, jugé responsable de tous les maux de ce monde.

La typologie proposée par Rodinson date de 1961. Elle n'embrasse pas la période qui court des années 1970 aux années 1990, qui voit s'exacerber, dans le cadre de la guerre froide, la lutte de certains courants de l'islam contre le communisme, lutte soutenue, encouragée et organisée en partie par la CIA depuis les années 1950, mais dont le point culminant fut la réaction à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. Edward Saïd résume cette stratégie dans la préface à un ouvrage du journaliste américain John K. Cooley intitulé *CIA et Jihad 1950-2001. Contre l'URSS, une désastreuse alliance*. « John K. Cooley, estime Edward Saïd, montre que, pendant la seconde moitié de la guerre froide, les États-Unis cherchèrent et trouvèrent des alliés bien disposés, parmi les puissances du Moyen-Orient (Égypte, Pakistan, Maroc, Arabie Saoudite, Jordanie et quelques autres) qui étaient, eux aussi, au nom de la lutte contre le communisme et de la stabilité dans la région, prêts à financer, à organiser, former et déployer des brigades de moudjahidin anticommunistes, de plus en plus grandes et de plus en plus actives. Ces guerriers pouvaient être envoyés comme intermédiaires pour combattre les forces communistes quand elles faisaient peser une menace de désordre et d'instabilité dans des zones stratégiques, telles que les régions riches en pétrole du Moyen-Orient. »

L'INSTRUMENTALISATION DROITIÈRE

Mais qu'en est-il aujourd'hui en France ? La guerre froide n'est plus depuis longtemps, même si nous continuons de subir les conséquences de la « désastreuse alliance ». L'idée aujourd'hui est de lutter contre l'extrême droite qui, de façon obsessionnelle et compulsive, ne cesse de politiser la question de l'islam comme un repoussoir absolu, comme le spectre d'une menace mortelle. Et l'on sait que cette hantise va bien au-delà des formations politiques d'extrême droite. Les communistes s'opposent fermement à cette mise au pilori. Car la critique de l'islam, venue de ce camp-là, n'est qu'une haine déguisée des musul-

mans, qui n'a rien de commun avec la nécessaire critique anticléricale d'hier, celle d'une religion catholique liée au pouvoir d'État en France. L'objectif d'une telle critique de l'islam est d'imposer l'idée qu'il n'est pas possible d'être français et musulman.

Ce procès contre un courant religieux est d'autant plus pernicieux qu'il tient essentiellement dans la confusion entre « l'islam » et « l'Islam ». Si le premier nomme simplement un mouvement religieux, le second désigne le *dâr al-islâm*, « la demeure de l'islam », c'est-à-dire l'ensemble des territoires où s'applique la loi édictée par Muhammad. Sur cet amalgame, les médiocres polémistes médiatiques fondent leur sophisme haineux. N'entendons-nous pas régulièrement que « l'islam est une religion politique » ? Une lecture simpliste et malveillante de la littérature religieuse musulmane donne l'illusion de l'unité communautaire des musulmans, l'*umma* : tous les croyants obéiraient aux mêmes règles et aspireraient au même projet et à une même eschatologie. Or l'histoire d'une religion comme l'islam ne doit pas être analysée sous le simple prisme théologique, mais comme un ensemble de communautés humaines disparates dont la diversité est l'expression de conditions sociales différentes. Comme Marx l'écrivait : « La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur,

comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu ». Si l'unité de l'*umma* est proclamée dans les textes sacrés, elle n'a jamais socialement existé. Les oppositions multiples entre les dizaines de courants du sunnisme et du chiisme, les guerres entre les califats omeyyade, abbasside et fatimide au X^e siècle, les luttes au début du XX^e siècle entre le mouvement de la Nahda, qui défendait l'identité arabe, et les Jeunes-Turcs qui souhaitaient le maintien de la domination turque dans le cadre du califat ottoman, tous ces éléments sont bien l'expression d'une histoire complexe où les antagonismes sociaux sont un facteur prépondérant. Une complexité que l'extrême droite cherche à cacher dans l'unique but de désigner un adversaire organique et de faire symboliquement dis- ►►

« L'histoire d'une religion comme l'islam ne doit pas être analysée sous le simple prisme théologique, mais comme un ensemble de communautés humaines disparates dont la diversité est l'expression de conditions sociales différentes. »

- paraître la lutte des classes qui se déroule chez nous aussi.

L'« EXTRÊME DROITE MUSULMANE »

Mais si la question de l'islam revient sans cesse, ce n'est pas seulement du fait de ces droitières instrumentalisations. L'islam est malheureusement aussi l'étendard brandi par certains de ceux qui perpétuent des attentats terroristes en France, en Europe et dans de nombreux pays musulmans. Il est la cause d'un président turc qui entend bien apparaître comme son représentant autorisé au Proche-Orient. Il est évidemment au cœur de la prédication salafiste en France, au cœur aussi du lobbying de plusieurs États comme l'Arabie Saoudite et le Qatar. C'est pourquoi ne pas s'emparer de ces instrumentalisation politiques, au motif que ce serait faire le jeu de l'extrême droite, est une faute politique. Il s'agit ainsi d'appréhender la question sous l'ensemble de ses facettes, en se gardant bien des réflexes mécaniques du type : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Si la perspective communiste exclut radicalement tout discours

qu'on renonce à les énumérer. « Islamisme » ? Soit, mais il est si proche du terme neutre « islamique » qu'il pourrait produire de regrettables confusions. Et pourtant il faut bien nommer l'adversaire pour pouvoir s'y opposer. Proposer des mots qui produisent moins de confusions que d'autres, qui montrent des parentés entre les différentes extrêmes-droites présentes sur notre sol et qui se retrouvent parfois (lors de la *Manif pour tous*, notamment). L'expression permet enfin de définir le combat en termes politiques plutôt que strictement religieux ou civilisationnels, terrains idéologiques de prédilection des extrêmes droites nationalistes.

La perspective communiste implique de se battre sur deux fronts en même temps : contre la haine des musulmans et contre les visées théologico-politiques ultra-conservatrices, contre le racisme et contre l'« extrême droite musulmane ». La tâche est rude tant le débat est clivé. Toute prise de position sur un front sera immédiatement condamnée depuis l'autre front. Vous combattez les discours et agissements antimusulmans ? On vous califiera d'« islamo-gauchiste ». Vous nommerez le problème d'un renouveau théologico-politique musulman. On vous accusera de faire le jeu du Rassemblement national.

Le dossier se veut modeste. Il voudrait d'abord redonner quelque densité au terme « islam », afin de faire apparaître la diversité interne, non pas de sa doctrine, mais de ses interventions politiques des plus progressistes aux plus réactionnaires. Il entend montrer aussi un aperçu de l'histoire complexe qui unit « islam » et « communisme », histoire faite de rapprochements parfois, de guerre ouverte aussi, de tension toujours. Plutôt que de rester rivé à l'actualité hexagonale, les textes du dossier envisagent la question sur la longue durée. Ils l'envisagent aussi dans des espaces différents : de l'Indonésie à l'Algérie en passant par l'Iran.

Si Marx, face aux philosophes idéalistes de son temps, qui ne cessaient de se demander : *qu'est-ce que l'Homme ?*, a opéré une rupture avec l'ancienne métaphysique consistant à questionner *comment les Hommes vivent*, de notre côté, nous ne nous obséderons pas à dire *en quoi croit l'islam ?*, mais plutôt à mettre en lumière les conjonctures politiques et sociales dont les débats sur l'islam sont l'expression. ■

*Baptiste Giron et Florian Gulli sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

« La perspective communiste implique de se battre sur deux fronts en même temps : contre la haine des musulmans et contre les visées théologico-politiques ultra-conservatrices, contre le racisme et contre l'« extrême droite musulmane ». »

et tout acte visant des personnes parce qu'elles seraient musulmanes, si elle implique de combattre résolument ces discours et ces actes, elle ne saurait nous rapprocher de ce que nous nous proposons d'appeler « l'extrême droite musulmane », cette nébuleuse de courants théologico-politiques. Nous savons la difficulté inhérente au fait de désigner adéquatement. Quantité d'expressions ont été proposées et âprement discutées. « Fondamentalisme » ou « intégrisme » ? Mais chacun de ses termes renvoie d'abord à des courants chrétiens au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, protestants dans le premier cas, catholiques dans le second. Il sera toujours possible de pointer de nombreuses différences. « Fascisme » ? Peut-être y a-t-il des points communs, mais là encore, les différences sont si nombreuses

Le choc, la conciliation idéologique et la coexistence pacifique

Ce texte est tiré d'un article de 1961 : « Problématique de l'étude des rapports entre islam et communisme », reproduit in *Marxisme et monde musulman* (Seuil, 1972). L'auteur essaie de dresser une sorte de typologie des différentes relations qu'ont pu nouer islam et communisme au cours de l'histoire. Loin des caricatures simplificatrices, Maxime Rodinson explore cette multiplicité faite de combats, de conciliations et de coexistence pacifique.

PAR **MAXIME RODINSON***

C'est strictement à l'aspect idéologique des rapports que nous nous limiterons ici [...].

LE CHOC

Le choc est un effet propre à cette fameuse incompatibilité doctrinale des idéologies dont parle tant la littérature, et qui est d'ailleurs indéniable. Il est la première réaction, normale, naturelle, avant toute connaissance approfondie de l'autre, un cas particulier de la propagande générale, normale des organisations idéologiques des deux bords. Il se présente sous deux aspects. Il y a d'abord la lutte du communisme contre l'islam. C'est là un simple cas particulier de la lutte antireligieuse du communisme en général. Les organisations communistes se croient tenues, de par leur doctrine, à une lutte constante contre toutes les religions. La religion en tant qu'idéologie fausse au service des classes dirigeantes endort ou mystifie la conscience révolutionnaire potentielle des classes opprimées. [...] Mais la doctrine peut aussi fournir une autre thèse dont les conséquences pratiques peuvent être diamétralement opposées. La religion n'est qu'une

idéologie, un phénomène superstructurel. Elle dépend par conséquent de l'infrastructure. Dès lors, lutter contre elle sur le terrain idéologique (ou même administratif) serait une méthode idéaliste, digne des petits bourgeois rationalistes, fondamentalement non marxiste. La seule méthode valable consiste à détruire les bases infrastructurelles de la religion en démolissant la société de classes. Ce n'est qu'ensuite que la propagande et les autres méthodes superstructurelles, n'ayant plus qu'à s'attaquer à des survivances, peuvent avoir quelque chance d'être efficaces [...]. Ces deux positions, mettant en relief ou au contraire à l'arrière-plan la lutte antireligieuse, peuvent également s'appuyer sur des textes classiques [...].

Dans l'autre sens, il y a eu aussi lutte de l'islam contre le communisme. Là aussi, c'était la première réaction avant toute connaissance approfondie. C'est la poursuite tout à fait normale de la lutte séculaire des cadres religieux musulmans contre les hérésies médiévales, l'irrégion, le « libertinage », la *zandaqa* [terme médiéval utilisé pour désigner les hérétiques], puis contre l'indifférentisme religieux et le laïcisme diffusé par l'Europe. Le passé de l'islam fournit une masse de précédents justifiant un combat à mort contre une idéologie de ce type. Certains esprits voient clairement la continuité malgré les imperfections de leur vision historique. Ainsi en août 1953, le cheikh Hasanayn Makhloûf, grand mufti d'Égypte, déposant devant un tribunal où comparaissaient des communistes, y expose que la ►►

Maxime Rodinson a été membre du PCF pendant vingt ans, de 1937 à 1958, année de son exclusion. On lui doit entre autres ouvrages : *Mahomet* (1961), *Islam et capitalisme* (1966), *Marxisme et monde musulman* (1972), *La Fascination de l'islam* (1980) et *Peuple juif ou problème juif ?* (1981).

► doctrine communiste ne fait que continuer les idées de l'ismâ'ilisme médiéval, elles-mêmes tirées « du prétendu philosophe grec Platon, partisan de la mise en commun des femmes ». De même, dans sa thèse de Sorbonne, le cheikh 'Abdar-rahmân Tâj (Tâj) dénonce dans l'hérésie bâbiste [mouvement réformateur et millénariste fondé en Iran en 1844] un précurseur déplorable du communisme, essayant « sous le couvert d'un mouvement prétendu religieux d'atteindre des buts purement matériels : [...] l'établissement d'un état de choses anarchique, aussi bien dans la morale et les mœurs que dans le domaine de la propriété des biens ». [...] L'argumentation développée est l'argumentation théorique classique des religions [...]. L'athéisme est une thèse qui sert de justification à une conduite débâchée, qui permet de se dégager de toute contrainte morale [...].

LA CONCILIATION IDÉOLOGIQUE

L'incompatibilité doctrinale incontestable des idéologies le cède à divers procédés de conciliation quand les considérations de stratégie internationale et intérieure font pencher vers une attitude amicale entre les deux mouvements, et même quelquefois en dehors de ce cas. Il y a emprunt d'idées à l'idéologie communiste par les musulmans quand ces idées correspondent à ce que réclame leur idéologie implicite, même en dehors de cette attitude amicale. Un exemple célèbre est celui de l'idée d'impérialisme-colonialisme (*isti'mâr*) acceptée avec ses connotations léninistes par des milieux souvent très éloignés du communisme. La théorie léniniste, exposée dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, est en effet la seule à fournir actuel-

« Un exemple célèbre est celui de l'idée d'impérialisme-colonialisme (*isti'mâr*) acceptée avec ses connotations léninistes par des milieux souvent très éloignés du communisme. »

lement aux peuples anciennement colonisés par l'Europe une explication cohérente du problème principal auquel ils sont confrontés. Quand on va plus loin il y a normalement réinterprétation des notions, des idées, des symboles musulmans par les musulmans comme équivalents d'idées ou de thèmes communistes qui veulent pousser à l'alliance. Quand l'effort de réinterprétation est particulièrement forcé, on obtient ce qu'on a appelé du concordisme [...]. Des éléments religieux musulmans, sympathisants soit du système social communiste, soit de la politique étrangère des États communistes, ont fait du concordisme islamo-communiste, réinterprétant des idées classiques de l'islam comme équivalents de thèmes de propagande communiste. Il y a eu ainsi un certain nombre de déclarations de cheikhs syriens, irakiens, égyptiens, etc. L'islam veut le bien du peuple, ne tolère pas les monopoles, condamne le prêt à intérêt, donc le capitalisme, etc. Mais ce sont surtout les thèmes de politique extérieure mis en avant par les États communistes qui éveillent le plus d'échos. L'islam est pour la paix, contre les expériences atomiques, les bases étrangères, le racisme, le colonialisme, etc. Il s'agit en somme de montrer que l'islam n'est pas hostile aux valeurs défendues par les communistes, qui justement évoquent le plus de sympathie dans le monde musulman comme répondant le mieux à son idéologie implicite. Les musulmans qui développent de telles réinterprétations sont en général des esprits religieux, souvent fervents, qui n'entendent nullement adhérer à l'athéisme de principe des communistes. La façon dont ils considèrent cet athéisme et dont ils l'excusent varie suivant les cas. Ils peuvent n'y pas croire vraiment ou y voir (comme souvent les chrétiens) une apparence cachant une adhésion profonde aux desseins de Dieu, une appréhension déformée, mais profonde du divin.

« Il s'agit, pour les communistes des pays musulmans (et pour les musulmans de l'URSS ralliés au communisme), de se trouver une tradition en l'islam, pour d'autres de montrer que l'islam n'est pas réfractaire par essence à une pensée de nature analogue à la pensée communiste. »

« Des éléments religieux musulmans, sympathisants soit du système social communiste, soit de la politique étrangère des États communistes, ont fait du concordisme islamo-communiste, réinterprétant des idées classiques de l'Islam comme équivalents de thèmes de propagande communiste. »

Les communistes eux aussi se livrent à un effort de concordisme dans le même sens, quoique sur des thèmes légèrement différents. Il s'agit, pour les communistes des pays musulmans (et pour les musulmans de l'URSS ralliés au communisme), de se trouver une tradition en l'islam, pour d'autres de montrer que l'islam n'est pas réfractaire par essence à une pensée de nature analogue à la pensée communiste ou encore de défendre les peuples musulmans contre les accusations de la droite (et parfois de la gauche) idéologique européenne : l'islam immobiliste, fataliste, réfractaire au progrès, etc. Un procédé habituel est d'exalter des grands hommes musulmans du passé.

LA COEXISTENCE PACIFIQUE

C'est la solution préférée en principe par les communistes et aussi sans doute par les croyants musulmans. Les idéologies restent intangibles,

on n'essaie aucun syncrétisme, il y a entre elles coexistence et concurrence pacifiques. Les organisations, sans soulever la question de la valeur intrinsèque de leurs idées et de leurs principes, s'allient pour réaliser des objectifs communs. C'est la solution particulièrement prônée par les communistes français au moment du Front populaire, puis sous la Résistance et les gouvernements tripartites de la Libération, théorisée par eux (Thorez, Garaudy) sous le nom de « politique de la main tendue » et chantée en beaux vers français par Aragon (« Celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas... »).

Cette solution naturellement suppose un certain nombre d'objectifs communs, au moins négatifs : lutte contre le fascisme, la domination étrangère, le colonialisme, etc. Malgré toutes les précautions de principe, chez certains adhérents au moins, une fois la politique d'alliance acceptée, la tentation est grande d'en augmenter le nombre au moyen du concordisme [...].

La concurrence pacifique des idéologies demanderait en principe que les deux concurrents soient placés sur un pied d'égalité, disposant des mêmes moyens de propagande [...] Mais il est clair qu'il y a là [...] une impossibilité pratique, même avec la meilleure volonté des deux côtés (ce qui est loin d'être toujours le cas). L'une trouve toujours plus de militants, de propagandistes que l'autre, est favorisée par la situation historique et sociologique. ■

*Maxime Rodinson (1915-2004) était un spécialiste de l'islam et du monde arabe. Il était professeur à l'Ecole pratique des hautes études.

Ce texte est reproduit avec l'aimable autorisation des éditions du Seuil.



« Islamo-gauchisme » : renoncer au terme pour mieux soulever certaines interrogations

Alors que l'« islamogauchisme » est, pour Jean-Michel Blanquer, un « fait social indubitable », le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) considère qu'il s'agit d'un « slogan politique utilisé dans le débat public » qui « ne correspond à aucune réalité scientifique ». L'islamogauchisme est-il un « fait social » ou un « slogan politique » ? Faut-il abandonner le terme ou chercher à le redéfinir ? Contribue-t-il à nommer les problèmes ou à les occulter ?

PAR AURÉLIE FIOREL*

En 2002, dans *La Nouvelle Judéophobie* (Fayard), Pierre-André Taguieff évoque au détour d'une phrase la « mouvance islamogauchiste ». Comme il s'en expliquera encore dans une tribune parue en 2020 dans *Libération*, le politologue prétendait décrire « l'alliance militante de fait entre des milieux islamistes et des milieux d'extrême gauche, au nom de la cause palestinienne, érigée en nouvelle cause universelle ». Alors proche de Jean-Pierre Chevènement, l'inventeur de ce néologisme voyait dans cette alliance contre-nature entre une « idéologie athée » et un « fondamentalisme religieux » le lieu où se développait un nouvel antisémitisme sur fond d'antisionisme. Si l'on rapproche souvent la formation de l'expression « islamogauchiste » du terme « judéo-bolchevisme » qui

apparaît dans les discours d'extrême droite des années 1920 pour qualifier « l'ennemi de l'intérieur » et le « traître à la nation », il faut reconnaître que l'analogie est totalement bancal. Fort probablement, l'expression était initialement davantage pour son auteur un (bon) mot qu'un concept. En effet, outre le fait que la situation des juifs au début du XX^e siècle est incomparable avec celle des musulmans du XXI^e siècle et que les bolcheviks de la jeune URSS n'ont rien à voir avec des groupuscules gauchistes, le terme « judéo-bolchevisme » identifiait les bolcheviks aux juifs alors que l'islamogauchisme désigne une alliance considérée comme contre-nature entre deux mouvements bien distincts.

UNE ALLIANCE HISTORIQUEMENT ATTESTÉE ?

Au-delà de l'expression elle-même, l'alliance entre « l'extrême gauche » et les « milieux islamistes » est-elle historiquement attestée ? L'origine de l'« islamogauchisme » sera recherchée dans la brochure *Le Prophète et le prolétariat* du dirigeant trotskiste Chris Harman. D'autres la font remonter à Lénine et au congrès de Bakou en 1920 (de quoi n'accuse-t-on pas Lénine ces derniers temps !) où se serait scellée l'alliance de la gauche laïque et de l'islam selon Maroun Eddé. Remarquons d'ailleurs que cette recherche

« Dans le discours d'extrême droite, l'« islamogauchisme » ne désigne plus l'« islamisme » comme idéologie politique radicale mais les musulmans en général. »

« Refuser de mobiliser un slogan politique, venu de la gauche chevènementiste puis étendu outre mesure par l'extrême droite, ne doit pas conduire à occulter certaines difficultés auxquelles la gauche est confrontée. »

en paternité historique se traduit par une extension de plus en plus démesurée de l'expression. En effet, si un trotskiste comme Harman peut être qualifié de « gauchiste », ce n'est pas le cas pour les bolcheviks de 1920 et le qualificatif « islamiste », avec ses connotations actuelles, ne peut être appliqué aux musulmans présents à Bakou. Dans *La Nouvelle Judéophobie*, l'expression désignait des personnalités bien identifiées. Or, vingt ans plus tard, force est de constater que le sens du terme s'est incroyablement dilaté au point que l'on peut légitimement douter de sa pertinence. Isabelle Kersimon en souligne l'emploi frénétique sur les réseaux sociaux « pour dénoncer une collusion entre « la gauche Kouachi » et les « terroristes djihadistes ». Lorsque Blanquer parle de puissants courants « islamo-gauchistes » dans l'enseignement supérieur, des universitaires corroborent le propos du ministre en fustigeant « les idéologies indigéniste, racialisiste et “décoloniale” [...] nourrissant une haine des “blancs” et de la France », le « militantisme parfois violent [qui] s'en prend à ceux qui osent encore braver la doxa anti-occidentale et le prêchi-prêcha multiculturaliste » ou encore Houria Bouteldja qui « a ainsi pu se féliciter début octobre que son parti décolonial, le Parti des indigènes de la République (dont elle est la porte-parole) “rayonne dans toutes les universités” ». Dans cette

« L'arbre de l'islamo-gauchisme cache la forêt de l'islamo-droitisme. »

réponse des universitaires censée dénoncer l'« islamo-gauchisme », il est question pêle-mêle d'« idéologies », d'un « parti », de courants des sciences sociales que l'on peut certes légitimement critiquer ; sous d'autres plumes, il désignera des personnalités comme Edwy Plenel qui écrit *Pour les musulmans* ou Jean-Luc Mélenchon qui se rend à la manifestation du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Si l'expression initiale inventée par Taguieff « décrivait » un phénomène ponctuel mais réel dans le paysage politique français, il est devenu avec le temps un véritable fourre-tout.

UN CONCEPT AMBIGU, QU'IL CONVIENT D'ABANDONNER

De l'aveu même de son inventeur, l'expression d'« islamo-gauchisme » est mise à « toutes les sauces » et Taguieff insiste sur le « risque d'extension illimitée du concept d'islamo-gauchisme ». Aux yeux du politologue, il faudrait le redéfinir. À mon avis, il serait plus pertinent de l'abandonner pour les raisons qui suivent. D'abord, il masque l'« islamo-droitisme ». Si « islamo-gauchisme » vise à pointer la responsabilité de certains intellectuels de gauche dans la montée du fanatisme, c'est un moyen d'exonérer à peu de frais la responsabilité gigantesque des politiques libérales et impérialistes qui ont armé les djihadistes, déstabilisé la Syrie et qui

commercent avec la très rétrograde Arabie Saoudite. L'arbre de l'islamo-gauchisme cache la forêt de l'« islamo-droitisme » : « La droite anticommuniste a fait, dans les années 1980, un éloge sans réserve de la lutte afghane contre l'URSS. Cet éloge n'allait pas seulement au commandant Massoud, assassiné par Al Qaïda : il allait aussi à ceux qui deviendraient les ennemis de celui-ci, les talibans » (Isabelle Kersimon « Islamo-gauchisme, islamo-droitisme », inrer.org). Ensuite, il est bien trop ambigu. Il n'y a de « gauchisme » que pour la « vraie » gauche : lorsque Lénine désigne le « gauchisme », il qualifie une « maladie infantile du communisme » par opposition à la politique des bolcheviks. Rappelons d'ailleurs que le terme vient de la gauche chevènementiste et Taguieff renvoie clairement à une certaine partie de la

« Islamo-gauchisme, islamo-droitisme », inrer.org). Ensuite, il est bien trop ambigu. Il n'y a de « gauchisme » que pour la « vraie » gauche : lorsque Lénine désigne le « gauchisme », il qualifie une « maladie infantile du communisme » par opposition à la politique des bolcheviks. Rappelons d'ailleurs que le terme vient de la gauche chevènementiste et Taguieff renvoie clairement à une certaine partie de la ▶▶

► gauche. Or, quand la droite parle de « gauchisme » elle parle en fait de la « gauche » tout court. De la même manière, dans le discours d'extrême-droite, l'« islamo- » d'« islamo-gauchisme » ne désigne plus l'« islamisme » comme idéologie politique radicale mais les musulmans en général. Ainsi, le terme d'« islamo-gauchisme » finit progressivement par servir à ostraciser toute la gauche et même une partie de la droite qui serait trop tolérante à l'égard de l'islam : dans son extension maximale, il qualifie même tous ceux qui ne rejettent pas l'islam en bloc, tel Alain Juppé rebaptisé Ali Juppé lors de la primaire de la droite!

DE VRAIS PROBLÈMES, QU'IL FAUT RÉUSSIR À FORMULER

S'il faut renoncer à l'expression d'« islamo-gauchiste » pour les raisons évoquées, il faut toutefois reconnaître qu'elle pointe en partie des vrais problèmes qu'il faut réussir à formuler à défaut de les nommer. Refuser de mobiliser un slogan politique, venu de la gauche chevènementiste puis étendu outre mesure par l'extrême droite, ne doit pas conduire à occulter certaines difficultés auxquelles la gauche est confrontée. Comme le souligne Nedjib Sidi Moussa, « l'alliance entre des segments de la gauche (radicale) occidentale et de la droite (extrême) musulmane repose sur un malentendu fondamental et [...] elle a déjà eu des conséquences désastreuses ». En cela, il est légitime de soulever trois interrogations quant aux alliances contre nature que le terme d'« islamo-gauchisme » identifie maladroitement. D'abord, le rapport acritique à l'islam de certains militants de gauche. Pour des raisons multiples, la critique de la religion qui a été formulée de diverses manières dans les courants d'inspiration marxiste s'est atténuée jusqu'à ce que se constitue une « gauche théocompatible », selon la formule d'Yves Coleman. S'il n'est bien sûr pas question de mener une campagne antireligieuse, il n'en reste pas moins légitime d'interroger l'islam au même titre que toutes les autres religions. Il faut reconnaître qu'une certaine gauche s'y refuse, de peur de s'aliéner les musulmans, même lorsque cer-

taines lectures du Coran mériteraient d'être examinées de manière critique. Ensuite, la vision trop binaire des conflits sociaux véhiculée par une certaine gauche pour laquelle il y a, d'un côté, les oppresseurs éternellement oppresseurs et, de l'autre, les opprimés éternellement opprimés. Cette vision binaire empêche de comprendre qu'un opprimé peut être en même temps un oppresseur. Que les violences antisémites et les violences faites aux femmes dans certains quartiers ne soient pas le fait de l'immense majorité des musulmans est une évidence : faire cet amalgame serait une bêtise. Que cette violence ne soit pas propre aux quartiers populaires est une autre évidence. En revanche, ne pas voir le lien qui unit en partie cette forme spécifique de violence avec la prédication islamiste pose problème. Enfin, l'ambiguïté de certains positionnements face aux attentats terroristes. Au moment de l'affaire Merah, qui abat sept personnes dont trois enfants juifs dans une école, certaines condamnations ont été prononcées du bout des lèvres, embrayant trop vite sur le risque de la montée du racisme antimusulman et de la stigmatisation des musulmans. Il est évident que la gauche a toujours condamné le terrorisme islamiste. Tout le problème est de savoir comment une petite partie de la gauche l'a condamné en semblant être

« Si l'expression initiale inventée par Taguieff "décrivait" un phénomène ponctuel mais réel dans le paysage politique français, il est devenu avec le temps un véritable fourre-tout. »

indifférente à la souffrance causée par ces actes et aveugle quant à l'idéologie précise qui les justifie aux yeux de leurs auteurs.

Si le terme d'islamo-gauchisme n'est pas pertinent pour poser les problèmes qu'il prétend identifier, la gauche doit toutefois être en mesure de soulever les interrogations évoquées précédemment et la critique de l'usage intempérant de l'expression de Taguieff ne doit pas servir à occulter les conséquences désastreuses de l'alliance entre la gauche et des mouvances dont les discours seraient immédiatement identifiés comme relevant de l'extrême droite s'ils étaient formulés par des catholiques. ■

*Aurélié Fiorel est agrégée de philosophie.

« Avec les islamistes parfois » ?

L'ouvrage de Chris Harman, *Le Prophète et le prolétariat*, est un des rares ouvrages à théoriser explicitement la possibilité d'une alliance entre le socialisme révolutionnaire et l'islamisme. Si l'analyse de Harman est moins caricaturale que ce que l'on en dit souvent, elle s'appuie néanmoins sur un diagnostic contestable et débouche sur des prises de position inquiétantes.

PAR **FLORIAN GULLI***

A force de polémique, l'opuscule de Chris Harman, *Le Prophète et le prolétariat* a fini par acquérir une certaine notoriété. Rédigé en 1994 par un militant trotskiste du Socialist Worker Party (SWP), un tout petit parti politique britannique qui n'a jamais dépassé les trois mille membres, ce livre est devenu, aux yeux de certains, la preuve ou le symbole, comme on voudra, des accointances de la gauche radicale avec l'islamisme. Le texte est pourtant loin des caricatures qu'on en fait. Il se livre à une analyse fouillée de l'islamisme, il s'appuie notamment sur les travaux de Gilles Kepel et Olivier Roy. Le détail de la brochure propose des analyses précises de l'islamisme en Égypte, en Algérie, en Iran, au Soudan, il l'envisage sans l'angle de l'idéologie, de sa composition de classe, etc. De tout cela, le débat médiatique ne retient rien. Le texte est réduit à une seule ligne : « Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : "avec les islamistes parfois, avec l'État jamais" ». Cette ligne vient à la toute fin de l'exposé de Harman, fin dont la nature est difficile à appréhender. *Le Prophète et le prolétariat* est consacré à l'islamisme dans les pays

musulmans, mais dans les derniers paragraphes du texte, Harman se met subitement à parler de la Grande-Bretagne et de la France ; c'est alors qu'apparaît le fameux slogan. Dans une brochure de vingt-huit mille mots, seulement quatre cents mots (1,5 % de l'ensemble) sont consacrés à la situation des deux pays, cette fois sans note de bas de page ni références académiques à propos de l'islamisme en Europe.

UNE ANALYSE LUCIDE DE L'ISLAMISME

La première partie de la brochure est un effort pour définir l'islamisme. L'on n'y retrouve pas la supposée complaisance du militant pour l'islamisme. Les mouvements islamistes, écrit Harman, ne sont pas « des mouvements "progressistes" et "anti-impérialistes" de défense des opprimés ».

Progressistes ? Non. Harman écrit : ils « luttent [...] contre la laïcité, les femmes qui refusent de se plier à la notion islamique de "pudeur", contre la gauche et, dans certains cas très importants, contre les minorités ethniques ou religieuses. Les islamistes algériens établirent leur emprise sur les universités à la fin des années 1970 et au début des années 1980 en organisant, avec la complicité de la police, des "expéditions punitives" contre la gauche. La première personne qu'ils assassinèrent n'était pas un représentant de l'État mais un militant trotskiste ». Plus loin : « De même, en Égypte, les groupes islamistes [...] encouragent les musulmans à la haine communautaire [...]. En Iran, entre 1979 et 1981, l'aile khomeyniste de l'islamisme exécuta quelque cent personnes pour "crimes sexuels" comme l'homosexualité et l'adultère ». ▶▶

« Cette stratégie problématique, au mieux, s'abîme dans un électoralisme identitaire sans perspective, au pire, renforce des organisations à l'idéologie rétrograde. »

« Les mouvements islamistes évitent toute lutte réelle contre l'impérialisme pour s'en tenir à une lutte purement idéologique contre ses effets culturels. »

Chris Harman

►► Anti-impérialistes ? Pas davantage, malgré les apparences. « Ils évitent toute lutte réelle contre l'impérialisme pour s'en tenir à une lutte purement idéologique contre ses effets culturels. » Ils s'inscrivent dans une vision du monde anti-occidentale, image inversée de celle de Huntington et du « choc des civilisations ».

Mais les islamistes ne sont pas pour autant fascistes, estime Harman. Pourquoi ? Islamisme et fascisme ont certes la même base sociale, la petite bourgeoisie, mais l'islamisme ne la transforme pas « en bandes de brutes prêtes à servir le capital dans son entreprise de destruction des organisations ouvrières ». Par ailleurs, « ils sont souvent impliqués dans des confrontations armées directes avec les forces de l'État, ce qui a rarement été le cas des partis fascistes ».

C'est le point important qui va déterminer les orientations stratégiques de la fin de la brochure. Si l'islamisme n'est pas un fascisme, alors il faut rompre avec la stratégie habituelle des gauches arabes et des syndicats d'alliance avec la bourgeoisie libérale pour faire barrage à tout prix à l'islamisme. Si « les islamistes ne sont pas nos alliés, dit Harman, les socialistes révolutionnaires ne peuvent apporter leur soutien à l'État contre les islamistes ». Quelle sera la nouvelle perspective stratégique ? « Cela ne veut pas dire que nous pouvons pour autant prendre une position abstentionniste, indifférente à l'égard des islamistes. [...] Leurs sentiments de révolte pourraient être canalisés vers des objectifs progressistes, si une direction leur était offerte par une montée des luttes ouvrières. » Stratégie que vient résumer la formule célèbre : « Là où les islamistes sont

dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : "avec les islamistes parfois, avec l'État jamais". »

Le raisonnement de Harman peut se résumer ainsi : 1) les islamistes ne sont ni progressistes ni fascistes et 2) puisqu'ils ne sont pas des fascistes, alors quelque chose de commun avec eux devient possible.

L'ISLAMISME : NI PROGRESSISME, NI FASCISME ?

Harman a raison de souligner les différences entre les fascismes historiques et l'islamisme. Il propose deux différences : les islamistes a) ne sont pas le bras armé du capital pour détruire les organisations ouvrières et b) « sont souvent impliqués dans des confrontations armées directes avec les forces de l'État, ce qui a rarement été le cas des partis fascistes ». Néanmoins, ces deux critères sont peu convaincants. a) S'ils ne sont pas armés par la bourgeoisie capitaliste, les islamistes n'hésitent pas à exécuter les militants des syndicats et des partis de gauche. b)

Dans le rapport à l'État, la proximité entre islamisme et fascisme est plus grande que ne le suggère Harman. On pourrait souligner, en effet, que la lutte contre la République de Weimar par tous les moyens, du coup d'État au processus électoral, fut dans l'ADN du nazisme.

Alors, faut-il poser une équation du type « islamisme = fascisme » ? Maxime Rodinson, dans *Le Monde* du 7 décembre 1978 utilisait l'expression pour caractériser les Frères musulmans : la tendance qui domine l'organisation serait, à ses yeux, « une sorte de fascisme archaïsant. Entendons la volonté d'établir un État autoritaire et totalitaire dont la police politique maintiendrait féroce l'ordre moral et social. Il imposerait en même temps la conformité aux

normes de la tradition religieuse, interprétée dans le sens le plus conservateur ».

On pourrait insister à l'inverse sur la différence des contextes. D'une certaine manière, en effet, aucun phénomène historique n'est jamais la pure et simple réplique d'un autre. Mais la question que Harman ne pose pas, en disant que l'is-

« Si RESPECT avait profité de cette situation pour gagner des musulmans ainsi que d'autres sections de la classe ouvrière au véritable socialisme, cela aurait été louable. Mais au lieu de cela, ils ont fait appel aux musulmans en tant que bloc dans l'espoir d'obtenir des gains électoraux à court terme. »
Parti socialiste de lutte

l'islamisme n'est ni progressiste ni fasciste, est la suivante : duquel de ces deux mouvements l'islamisme est-il le plus proche ? Dans l'article « La gauche et l'islamisme » (*À babord*), Mabrouk Rabahi soulève la question et tranche : l'islamisme n'est pas un fascisme, mais « les ressemblances l'emportent sur les différences [...] : le programme réactionnaire moyenâgeux, anti-démocratique, misogyne, anti-homosexuel, raciste envers les minorités ethniques et confessionnelles, appliqué non pas à la lettre mais à la hache ».

Alors si le mot « fascisme » est inadéquat, il n'en reste pas moins qu'il y a un air de famille. Autrement dit, si l'islamisme n'est pas un fascisme à strictement parler, il est beaucoup plus proche du fascisme que du « progressisme ». Si tel est le cas, l'idée d'une alliance devient complètement saugrenue.

DU FRONT UNIQUE À LA COALITION RESPECT ?

La formule « avec les islamistes parfois, avec l'État jamais » n'est pas sans faire écho à une autre formule avancée en 1924 par l'Internationale communiste : « Front unique par en haut seulement, jamais ; par en haut et par en bas, quelquefois ; par en bas, toujours ». Chris Harman est un fin connaisseur de l'histoire du mouvement ouvrier, il a écrit un livre sur la révolution allemande où il discute et approuve la stratégie du front unique. Cette stratégie demande aux communistes « d'appeler tous les ouvriers à l'action commune contre la bourgeoisie et les forces politiques conservatrices » (Serge Wolikow, *L'Internationale communiste, 1919-1943*, L'Atelier, 2010). Renonçant au sectarisme, il s'agit de s'adresser aux autres organisations ouvrières, notamment les partis sociaux-démocrates. Cette stratégie est censée produire deux effets. D'une part, faire reculer la bourgeoisie et ses alliés et, d'autre part, renforcer les partis communistes. Trotski écrit : « C'est justement dans l'action que les grandes masses doivent se convaincre que nous luttons mieux que d'autres, que nous voyons plus clair, que nous sommes plus courageux et plus décidés. »

Chris Harman pense la stratégie du SWP dans les années 1990 avec, en tête, ce précédent des années 1920. Mais la comparaison n'est pas convaincante : la stratégie du Front unique de la III^e Internationale visait à rapprocher dans l'action des partis communistes et socialistes,

« L'action commune a pu signifier aussi alliance électorale : le SWP en 2004, aux élections locales et européennes, intègre une coalition nommée RESPECT aux côtés de la Muslim Association of Britain qui se décrit elle-même comme proche des Frères musulmans. »

qui s'affrontaient durement certes, mais qui partageaient *grosso modo* une même conception du monde. Il ne semble pas que ce soit le cas ici, de l'avis même de Harman. Quoiqu'il en soit, le SWP s'est proposé d'adopter une stratégie de front unique avec des organisations islamistes en visant deux objectifs : faire reculer les forces pro-impérialistes en Grande-Bretagne et renforcer le SWP. Le texte de Harman est imprécis quant aux modalités de cette action commune. Néanmoins, elle a pu prendre deux formes.

L'unité d'action d'abord, décrite par exemple dans un dossier de 2004 de la revue *Socialisme international* éditée par une tendance de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « En tant que révolutionnaires, nous sommes évidemment entièrement opposés à l'idéologie et aux tactiques des différents mouvements islamistes (y compris bien sûr la tactique du terrorisme individuel). Nous ne pouvons les considérer comme des alliés. Mais nous voyons dans la brutalité du capitalisme et des puissances impérialistes l'ennemi principal. Puisque les mouvements islamistes ont surgi comme une réponse à cette domination impérialiste, nous pouvons nous trouver dans les mêmes luttes aux côtés de certains de ces mouvements, sans faire des concessions politiques. Dans ces luttes, il peut être possible de convaincre de jeunes islamistes que les idées révolutionnaires répondent infiniment mieux à leur besoin de lutter contre l'impérialisme. »

L'action commune a pu signifier aussi alliance électorale : le SWP en 2004, aux élections locales et européennes, intègre une coalition nommée RESPECT aux côtés de la Muslim Association of ►►

► Britain qui se décrit elle-même comme proche des Frères musulmans. Dans un texte de 2014, le Parti socialiste de lutte, un petit parti belge, fait le bilan de l'action de cette coalition : « Si RESPECT avait profité de cette situation pour gagner des musulmans ainsi que d'autres sections de la classe ouvrière au véritable socialisme, cela aurait été louable. Mais au lieu de cela, ils ont fait appel aux musulmans en tant que bloc dans l'espoir d'obtenir des gains électoraux à court terme. [...]. Lors des récentes élections au Sud de Leicester, RESPECT a obtenu un résultat électoral non négligeable. Sa candidate était Yvonne Ridley, la journaliste qui s'est convertie à l'islam après avoir été capturée par les talibans en Afghanistan. Encore une fois, RESPECT a fait appel à la communauté musulmane sur une base purement religieuse. Le tract spécial qu'elle a destiné à la communauté musulmane faisait référence à un dirigeant local de la communauté qui a dit que Ridley était "la seule candidate MUSULMANE" et que "les musulmans vont jouer un rôle clé lors de l'élection". Le tract n'indiquait pas d'autres raisons de voter pour RESPECT. » En d'autres termes, la perspective socialiste semble avoir totalement été effacée au profit d'une sorte d'assignation identitaire mêlée d'électorisme.

Par ailleurs, ajoute le texte, la coalition « ne fait pas qu'échouer à élever la conscience de classe parmi les musulmans. Si elle continue sur cette voie, la coalition peut entretenir des divisions dangereuses parmi la classe ouvrière entre les musulmans et les autres communautés. Si RESPECT a des succès en étant vu comme un parti

« L'islamisme n'est pas un fascisme, mais "les ressemblances l'emportent sur les différences [...] : le programme réactionnaire moyenâgeux, antidémocratique, misogyne, antihomosexuel, raciste envers les minorités ethniques et confessionnelles, appliqué non pas à la lettre mais à la hache". »
Mabrouk Rabahi

musulman qui ne s'adresse pas aux autres sections de la classe ouvrière, il peut éloigner les autres sections [...] et renforcer les idées racistes ». La brochure d'Harman est injustement réduite à une seule de ses lignes, alors qu'elle propose une étude sérieuse et sans naïveté de l'islamisme. La brochure s'achève sur une option stratégique qui ne manque pas d'étonner lorsqu'on lit le compte rendu par Harman des forfaits dont se sont rendus coupables les islamistes. Cette stratégie problématique, au mieux, s'abîme dans un électoralisme identitaire sans perspective, au pire, renforce des organisations à l'idéologie rétrograde. ■

***Florian Gulli** est agrégé de philosophie.



Bolcheviks et islam

Après la révolution d'Octobre 1917 et leur prise du pouvoir en Russie, les bolcheviks furent confrontés à de nombreux défis. L'un de ceux-ci fut de définir une politique vis-à-vis des musulmans qui constituaient environ 10 % de la population totale de l'ancien empire et dont la principale revendication était celle d'une autonomie politique au sein d'une république russe fédérative.

PAR **XAVIER HALLEZ***

S'ADRESSER AUX MUSULMANS DE RUSSIE ET D'ORIENT

La radicalisation des esprits en Russie au cours de l'année 1917, renforcée par l'incapacité du gouvernement provisoire russe à répondre aux principales revendications de la population, se manifesta aussi parmi les musulmans. Un rapprochement s'opéra à la fin de 1917 entre des groupes minoritaires au sein des populations musulmanes et les soviets et le parti bolchevique. Ces relations restèrent toutefois tendues, car les bolcheviks et les divers socialistes russes, actifs dans les soviets locaux, refusaient d'accorder une place à ces musulmans. Ils considéraient que ces populations n'avaient pas de prolétariat et que leurs convictions révolutionnaires n'étaient pas sincères. Ils étaient en ce sens sur la position qui avait prédominé avant 1917.

À l'inverse, le pouvoir central soviétique, principalement Lénine, jugeait que le ralliement de ces populations était essentiel aussi bien pour

la victoire de la révolution en Russie que pour le futur de la révolution mondiale. En témoigne la déclaration adressée aux musulmans de Russie et d'Orient le 20 novembre 1917, dans laquelle était proclamé le respect par le pouvoir soviétique du droit à l'autodétermination des musulmans. La résonance fut très grande dans ces populations. Dans les jours qui suivirent, le parti kazakh « Uch zhuz » (les trois hordes), d'obédience musulmane et socialiste, notait dans son journal : « Aucun gouvernement ni russe ni européen n'avait parlé cette langue avec les musulmans. [...] La lutte contre l'impérialisme, proclamée par la démocratie russe [le gouvernement soviétique], apportera la libération des pays musulmans de l'exploitation du capital européen et les libérera du danger de morcellement constant. »

LE CONTEXTE MILITAIRE

La déclaration rédigée par Lénine avait été motivée par une position anticoloniale et révolutionnaire, mais aussi par le contexte politique et militaire. Ce dernier élément prit une importance grandissante avec le développement de la guerre civile entre « rouges » (le pouvoir soviétique) et « blancs » (coalition hétéroclite des opposants à la révolution d'octobre). La majorité des organisations musulmanes était opposée au pouvoir des soviets, dont les musulmans étaient quasiment absents, et hésitait à s'engager aux côtés des blancs. L'enjeu pour les bolcheviks était d'autant plus important qu'il s'agissait d'obtenir le soutien de bataillons composés de Tatars et de Bachkirs musulmans, réputés pour ►►

« Si les droits des populations musulmanes furent pris en compte par la création de républiques nationales soviétiques, la politique à l'égard de l'islam fut plus ambiguë. »

« La présence de musulmans dans les institutions soviétiques et les organes du parti devint une réalité, malgré l'opposition de nombreux bolcheviks localement et à Moscou. »

►► leur combativité. Le rôle de Mullanur Vahitov (1885-1918) et de Mirsaid Sultan-Galiev (1892-1940), Tatars proches des bolcheviks, fut crucial : ils mirent en œuvre le ralliement aux rouges de plusieurs bataillons musulmans et ils pilotèrent la création des principales organisations musulmanes soviétiques centrales en 1918. Au travers de celles-ci, ils cherchèrent à imposer leur projet de créer un pôle révolutionnaire musulman autonome (parti communiste des musulmans, armée rouge musulmane). La présence de musulmans dans les institutions soviétiques et les organes du parti devint une réalité, malgré l'opposition de nombreux bolcheviks localement et à Moscou. Tant que la guerre civile fit rage, Moscou ne s'opposa pas frontalement à leur action, mais dès la fin de l'année 1919 il devint évident que leur projet était voué à l'échec : les organisations centrales musulmanes furent progressivement démantelées et aucun commandement unifié ne fut accordé aux unités musulmanes combattantes. Néanmoins, leurs efforts aboutirent à la proclamation de républiques nationales autonomes pour plusieurs populations musulmanes entre 1919 et 1921 (Bachkirie, Tatarstan et Tatars de Crimée) : cette option avait été soutenue par Lénine et fut finalement imposée au parti bolchevique en 1920.

UNE FORCE POLITIQUE MUSULMANE AUTONOME ?

Ces organisations centrales musulmanes dirigées par des Tatars et des Bachkirs, présents dans les villes de Russie et concentrés autour de Kazan et d'Oufa, ne parvinrent pas à étendre leur autorité sur les autres régions. Leur exemple fut toutefois essentiel pour les bolcheviks musulmans du Turkestan, région à près de 90% musulmane : le pouvoir soviétique local avait prolongé la politique coloniale tsariste, se fermant à toute représentation des populations centrasiatiques entre 1917 et 1918. Un groupe centrasiatique autour de Turar Ryskulov (1894-1938), communiste

kazakh, s'inspira du travail des organisations musulmanes centrales et s'appuya sur leur reconnaissance par le parti bolchevique pour imposer la création d'un bureau musulman du parti communiste turkestanais au début 1919. Ce bureau dut batailler contre les bolcheviks russes locaux pendant toute l'année 1919 et il finit par investir les organes soviétiques et communistes du Turkestan grâce au soutien de Moscou. Mais dès que la présence de représentants musulmans fut assurée, le pouvoir central s'inquiéta de l'existence d'une force politique musulmane autonome et s'efforça de limiter son expression, comme cela avait été réalisé avec l'initiative de Sultan-Galiev.

« Dès la fin de 1919, le terme de musulman, qui était compris comme une définition "nationale" de populations partageant des intérêts et une communauté politique, commença à être critiqué pour son acception religieuse. »

Dès la fin de 1919, le terme de musulman, qui était compris comme une définition « nationale » de populations partageant des intérêts et une communauté politique, commença à être critiqué pour son acception religieuse. La méfiance à l'égard des communistes musulmans et l'ignorance du monde musulman parmi les leaders bolcheviks avaient persisté et restèrent présents tout au long des années 1920. Les organisations centrales musulmanes furent renommées sous la terminologie de « peuples d'Orient » et le bureau musulman du Turkestan tenta d'imaginer une identité turke avant d'être dissout au début de 1920. Lénine privilégia alors la réorganisation de l'Asie centrale en républiques nationales distinctes, ce qui fut réalisé en 1924.

« La proclamation de républiques nationales autonomes pour plusieurs populations musulmanes entre 1919 et 1921 (Bachkirie, Tatarstan et Tatars de Crimée) fut finalement imposée au parti bolchevique en 1920. »

LE TOURNANT DE 1920

1920 marque le tournant principal qui modela la politique soviétique à l'égard des musulmans et leur place aussi bien à l'intérieur de la future URSS que dans le projet internationaliste de révolution mondiale. Lors du X^e congrès du parti communiste en mars, le principe des républiques nationales fut entériné et aboutit à la construction de l'URSS autour de républiques statutaires ou autonomes définies par une nationalité éponyme. Ce choix pensé comme temporaire s'avéra constitutif de l'identité soviétique. Au travers de cette orientation nationale, les projets portés par Sultan-Galiev et Ryskulov furent rejetés. Lors

du II^e congrès de l'Internationale communiste, Lénine affirma le rôle directeur du Parti communiste russe et de la Russie soviétique dans la révolution mondiale et écarta les musulmans de Russie de l'action du Komintern.

Si les droits des populations musulmanes furent pris en compte par la création de républiques nationales soviétiques, la politique à l'égard de l'islam fut plus ambiguë. Dans un premier temps, il fut question de tolérance et d'une approche différenciée selon les populations sur une position défendue notamment par Sultan-Galiev. Puis des campagnes antireligieuses successives (campagne contre le voile des femmes...) vont être élaborées à partir de la deuxième moitié des années 1920. L'offensive sera finalement lancée dans les années 1928-1930 avec la fermeture des mosquées et la répression contre les mollahs. Un nouveau changement est inauguré après la Seconde Guerre mondiale pour des questions de propagande internationale. Un islam officiel est organisé en Union soviétique et les relations avec les pays musulmans se développent autour de rencontres et d'échanges. ■

*Xavier Hallez est historien. Il est docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).



L'islam après l'URSS en Asie centrale : de l'athéisme à la religion nationale

Les pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) occupent une place singulière dans le monde musulman, en raison de leur histoire récente, marquée par l'expérience soviétique. Depuis leur indépendance en 1991, leur politique religieuse allie une plus grande tolérance vis-à-vis des pratiques rituelles à une volonté renouvelée de régulation et de contrôle de la communauté musulmane et à une répression de l'islam politique.

PAR **JULIEN THOREZ***

DES POPULATIONS MAJORITAIREMENT SUNNITES

La majorité de la population centrasiatique se réclame d'un islam sunnite de rite hanéfite. Présent en Asie centrale depuis le VIII^e siècle, l'islam est porteur d'une histoire longue et riche, incarnée par des figures reconnues dans l'ensemble du monde musulman, comme Mouhammad Al-Boukhari (810-870), auteur de l'un des principaux recueils de hadiths, Ahmet Yasawi (1093-1166) et Bahauddin Naqchband (1318-1389), respectivement fondateur et maître d'importantes confréries soufies. Les populations musulmanes voisinent avec quelques populations juives orientales et avec des populations chrétiennes, essentiellement orthodoxes, arrivées dans la région pendant les périodes tsariste et soviétique. Cette diversité ne nourrit pas d'hostilité confessionnelle, sauf exception.

« Depuis les indépendances, la religion occupe une place grandissante dans des sociétés centrasiatiques qui ont enduré dans les années 1990 une crise économique et sociale de grande ampleur. »

ÉTATS LAÏQUES, ISLAM OFFICIEL ET ISLAM NATIONAL

Les pays d'Asie centrale ont réaffirmé à leur indépendance leur statut d'États laïques, reprenant le principe déjà présent dans la dernière Constitution soviétique de séparation de la religion et de l'État. De même, leurs Constitutions, qui n'établissent aucune distinction entre les religions, garantissent la liberté de croyance et de culte. Ils reconnaissent néanmoins un statut officiel à l'islam.

Dans chaque pays existe une direction spirituelle des musulmans, qui est héritière de la direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale (SADUM), créée en 1943 par Staline. Dirigées par un mufti, elles encadrent la communauté musulmane et contrôlent le clergé, à travers la gestion des mosquées et des médressés, la nomination des imams, l'émission de fatwas ou la publication de textes religieux, en lien étroit avec le pouvoir politique. Leur rôle est donc essentiel, même si leur autorité n'a jamais été acceptée par tous.

Engagées dans la consolidation des États-nations, les autorités centrasiatiques s'appuient aujourd'hui sur ces institutions pour promouvoir un islam national, qu'elles considèrent comme un des fondements de la tradition et de l'identité. Elles honorent ainsi des figures musulmanes locales, de même qu'elles encouragent les pratiques religieuses jugées singulières (culte des saints, etc.). La majorité de la population adhère

« Après avoir assuré la pérennité des États indépendants, les autorités centrasiatiques doivent répondre au défi du développement pour offrir des perspectives à une jeunesse nombreuse, jusqu'alors souvent contrainte de migrer et quelquefois sensible à la radicalité islamiste. »

à cette conception d'un islam patrimonialisé pensé comme vecteur de sagesse et de tolérance. Cette promotion de l'islam national diffère nettement de la politique conduite par l'État soviétique qui, dans les années 1920 et 1930, a fermé des centaines de mosquées et d'écoles coraniques, réprimé les savants musulmans, interdit l'aumône légale, condamné la polygamie ou limité les manifestations publiques de la foi. Le pouvoir bolchevique avait également lancé en 1927 une campagne de lutte contre les « archaïsmes » religieux et sociaux, connue sous le nom de *Hujum*, qui condamnait notamment le port du voile islamique, en même temps qu'il favorisait l'accès des femmes au travail salarié et celui des filles aux écoles publiques, l'instruction devenant obligatoire au début des années 1930. À partir de la période brejnévienne, la politique religieuse s'est montrée plus tolérante, notamment face à la transmission des savoirs religieux, tâche qui revenait à des hommes d'autorité mais aussi à des femmes prédicatrices, les *otin*. Dans les campagnes, ce contexte moins répressif a vu la sphère religieuse s'imbriquer dans les structures économiques, ouvrant la voie à un renforcement de l'islam.

UN « RETOUR » DE L'ISLAM ?

Depuis les indépendances, la religion occupe une place grandissante dans des sociétés centrasiatiques qui ont enduré dans les années 1990 une crise économique et sociale de grande ampleur. L'abandon de la doctrine athéiste, l'ouverture de nombreuses mosquées, la banali-

sation des pratiques et rituels musulmans dans un contexte de mise en valeur des traditions (jeûne du ramadan, récitation des prières, fête de circoncision, port du voile, pèlerinage, développement des certifications halal, etc.) concourent à faire de l'islam une réalité quotidienne dans la sphère privée mais aussi dans le domaine public. Ceci conduit souvent à considérer que la disparition de l'URSS coïncide avec un retour de l'islam et, plus largement, du religieux. Les croyances et les pratiques musulmanes étaient pourtant restées centrales dans la majorité des familles durant la période soviétique. La quasi-totalité des funérailles se déroulaient ainsi selon le rite musulman.

Le redéploiement de l'islam masque un spectre de pratiques religieuses très large, nourri aussi bien par les traditions nationales, le passé russo-soviétique que les normes de l'islam globalisé. Parmi ceux qui se déclarent musulmans, on compte ainsi des personnes qui combinent foi, vêtements courts et consommation d'alcool, comme des personnes qui se conforment à une lecture du dogme islamique inspirée des courants salafistes.

UNE INSERTION NOUVELLE DANS LE MONDE MUSULMAN

Depuis 1991, les pays d'Asie centrale, qui ont adhéré à l'Organisation de la coopération islamique, ont tissé des relations politiques, économiques, culturelles et religieuses avec le monde musulman, après en avoir été largement isolés pendant la période soviétique. Dans ce contexte, ils s'insèrent dans les réseaux de l'islam globalisé, à travers le financement d'institutions religieuses par des intérêts saoudiens, qataris,

émiratis ou turcs ; la circulation de différentes littératures et pensées islamiques et islamistes ; le développement du tourisme religieux sur les hauts lieux de l'islam centrasiatique ; la mobilité des Centrasiatiques vers des lieux centraux du monde musulman, qu'ils soient des lieux de formation (université Al-Azhar), de pèlerinage (hadj) ou d'engagement armé au nom de l'islam ; l'implantation en Asie centrale de nouveaux mouvements religieux, souvent islamistes. À côté de courants apparentés à l'islam turc ou arabe, ►►

« Face à l'influence croissante des courants fondamentalistes, les États centrasiatiques affichent leur opposition à l'islam politique et, quand ils en ont les moyens, répriment ses militants. »

- tels le Hizb-ut Tahrir, le mouvement islamiste Jama'at al Tabligh, né dans les années 1920 en Inde, déploie ainsi son activité au Kirghizstan.

DES AUTORITÉS EN LUTTE CONTRE L'ISLAM POLITIQUE

Face à l'influence croissante des courants fondamentalistes, les États centrasiatiques affichent leur opposition à l'islam politique et, quand ils en ont les moyens, répriment ses militants. Aucun parti islamiste n'a ainsi d'existence légale dans la région depuis que le Parti de la renaissance islamique (PRI) a été interdit au Tadjikistan en 2015.

« Les pays d'Asie centrale ont réaffirmé à leur indépendance leur statut d'États laïques, reprenant le principe déjà présent dans la dernière Constitution soviétique de séparation de la religion et de l'État. »

Depuis leur indépendance, tous les pays d'Asie centrale ont été confrontés à l'activité de groupes islamistes, y compris armés. Le Tadjikistan fut, de 1992 à 1997, le théâtre d'une guerre civile entre des forces « néocommunistes » et des forces « islamistes et démocrates » à l'origine de plusieurs dizaines de milliers de victimes et plusieurs centaines de milliers de réfugiés. Au tournant

des années 2000, l'Ouzbékistan a été la cible d'attaques menées par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) depuis le Tadjikistan et l'Afghanistan. Plus récemment, des attaques et des attentats ont été commis au Kirghizstan, au Kazakhstan et au Tadjikistan. Quelques milliers de combattants djihadistes venant d'Asie centrale se sont par ailleurs engagés en Syrie et en Irak mais aussi en Afghanistan où le MIO guerroye aux côtés de l'État islamique. En outre, plusieurs Centrasiatiques ont été impliqués dans des attentats en Russie, en Turquie, en Suède ou aux États-Unis. Pour autant, il est excessif de considérer l'Asie centrale comme un foyer majeur de radicalisation islamiste, malgré son influence réelle, notamment au Kirghizstan.

Depuis le début des années 2000, les gouvernants ont instrumentalisé ce danger pour justifier leur politique autoritaire (sans toutefois que les États aient été réellement menacés). Mais leur lutte contre l'islamisme et le terrorisme ne peut se limiter à une approche sécuritaire, ou à une approche religieuse, même si la libéralisation des pratiques musulmanes traditionnelles décidée par le nouveau président de l'Ouzbékistan ôte un argument important aux militants islamistes. Après avoir assuré la pérennité des États indépendants, les autorités centrasiatiques doivent répondre au défi du développement pour offrir des perspectives à une jeunesse nombreuse, jusqu'alors souvent contrainte de migrer et quelquefois sensible à la radicalité islamiste. ■

***Julien Thorez** est géographe. Il est chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).



Islam et communisme, frères ennemis du nationalisme indonésien

Dans le plus grand pays musulman du monde, l'histoire de l'hostilité entre mouvements islamiques et communistes est dominée par les effroyables massacres de la crise de 1965-1966 qui marqua la fin du régime Soekarno et le début de l'Ordre nouveau du général Suharto. L'antagonisme entre les deux courants, à première vue indélébile, s'inscrit pourtant dans un temps long qui permet de nuancer les oppositions.

PAR RÉMY MADINIER*

LA CRISE DE 1965 ET L'IMPLICATION DES ORGANISATIONS MUSULMANES DANS LES MASSACRES

Le soir du 30 septembre 1965, six généraux et un lieutenant furent kidnappés par un groupe d'officiers « progressistes » emmenés par le lieutenant-colonel Untung, commandant de la garde présidentielle. Pour les putschistes, le but de cette opération était de retrouver l'esprit de la révolution, face à un haut état-major de l'armée, considéré comme décadent et corrompu. Ils soupçonnaient leurs supérieurs de préparer un coup d'État avec l'aide de la CIA et entendaient les conduire devant le président Soekarno pour qu'ils soient confondus. L'opération échoua lamentablement. Trois des généraux visés furent tués lors de leur arrestation et on décida d'exécuter les autres. Seul officier de son rang à ne pas avoir été inquiété, le général Suharto prit la direction de l'armée, plaça sous ses ordres la police et la marine et reconquit rapidement la capitale. En quelques jours, la rébellion fut matée. Le Parti communiste indonésien (PKI) fut désigné comme l'instigateur du « mouvement du 30 septembre » et une effroyable répression s'abattit

sur ses sympathisants : en quelques mois, plus de cinq cent mille personnes furent tuées. Le PKI n'était pourtant impliqué que marginalement dans l'opération. Les massacres eurent des modalités différentes selon les régions. À Aceh et Bali se sont des voyous et des militaires proches du Parti national indonésien (PNI) qui sont à l'initiative. Dans plusieurs autres régions, en particulier à Java, les organisations musulmanes prirent une part décisive dans les massacres. À Java-Est, le Nahdlatul Ulama (NU) confia ainsi à la brigade « multi-usages » de l'Ansor Youth Movement, son organisation de jeunesse, une répression anticommuniste à laquelle elle s'était préparée depuis plusieurs années. La région était en effet, depuis l'adoption d'une réforme agraire en 1960, le lieu d'un affrontement permanent entre le Nahdlatul Ulama et le parti communiste. Au-delà des violences de masse, les organisations musulmanes jouèrent un rôle décisif dans l'élimination politique du PKI. Dès le 5 octobre, d'importantes manifestations le désignèrent comme responsable d'une tentative de coup d'État et le 8 octobre son siège fut incendié par la foule. Le Mouvement des étudiants musulmans d'Indonésie (HMI) mobilisa la jeunesse des grandes villes et constitua un Front d'action des étudiants indonésiens (KAMI) auquel participèrent également protestants et catholiques.

LE PRODUIT D'UNE PROFONDE CRISE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Tant l'ampleur des massacres que la vigueur des ►►

« En Indonésie, anticommunisme et islam radical sont bien deux sous-produits de la décomposition de la dictature Suharto. »

« Le Parti communiste indonésien fut désigné comme l'instigateur du "mouvement du 30 septembre" et une effroyable répression s'abattit sur ses sympathisants : en quelques mois, plus de cinq cent mille personnes furent tuées. »

- manifestations reflétaient les tensions accumulées depuis des années. La mise à bas de la démocratie parlementaire par le président Soekarno, en 1957, avait conduit progressivement à un face-à-face de plus en tendu entre communistes d'un côté, militaires et organisations musulmanes de l'autre. L'armée s'accommodait parfaitement du caractère autoritaire de la « Démocratie dirigée » de Soekarno, mais s'inquiétait des progrès du PKI. Le président s'était en effet engagé dans un dangereux équilibre politique avec l'alliance entre forces nationalistes, religieuses et communistes (NASAKOM). Chacun avait mobilisé son camp pour soutenir les objectifs présidentiels et le PKI, fort de ses syndicats puissants, gagnait en influence. À partir de 1963, l'affrontement semblait d'autant plus inévitable que la santé de Soekarno déclinait. Dès les premiers mois de 1965, Jakarta bruissait de rumeurs de coup d'État de la part du PKI. Dans un pays chauffé à blanc par les accents révolutionnaires du verbe présidentiel, l'ensemble de la population était consciente de ces enjeux mortifères qui, quelques mois plus tard, allaient nourrir une sauvagerie où chacun était persuadé de n'avoir le choix qu'entre tuer et être tué.

D'UNE RELATIVE CONVERGENCE IDÉOLOGIQUE À UN ANTAGONISME POLITIQUE INDÉPASSABLE

Si l'on élargit maintenant la focale temporelle, on constate que l'implication des musulmans orthodoxes dans ce conflit témoigne d'une lente évolution depuis la fondation du nationalisme indonésien. On ne peut comprendre la violence de la confrontation avant et surtout après le 30 septembre 1965 si l'on ne tient pas compte des liens qui unirent les deux courants depuis les débuts du nationalisme jusqu'à la fin des années 1940. Durant cette période, le communisme fut pour l'islam politique un allié et parfois

une source d'inspiration avant de devenir un concurrent et un ennemi mortel. Première grande association musulmane anticoloniale, le Sarekat Islam, fondé en 1912, avait ainsi un discours anticapitaliste et très critique à l'égard des classes supérieures. Cette posture rendit ses membres perméables à la diffusion des idées marxistes et nombre d'entre eux pensaient qu'il existait une synthèse naturelle entre l'islam et le communisme.

Trois décennies plus tard, au moment de la proclamation de l'indépendance, un second moment d'unité rassembla à nouveau les deux courants. Constamment menacée et confinée à certaines régions de Java et de Sumatra par les troupes néerlandaises qui cherchaient à récupérer leur colonie, la jeune république était organisée autour de trois grands piliers : le nationalisme, le marxisme et l'islam. Pendant près de deux ans, ces deux derniers courants constituèrent une opposition révolutionnaire au gouvernement, l'incitant à l'intransigeance face aux forces hollandaises ainsi qu'à la gestion collective des industries et des plantations appartenant aux Européens. Mais l'émergence de la guerre froide sur la scène politique indonésienne vint bousculer cette unité. À partir de septembre 1947, l'antagonisme croissant entre les blocs « capitaliste » et « communiste » remodela les alliances au sein du camp nationaliste. Profitant du blocus néerlandais, qui empêchait la circulation des livres et journaux, les communistes réussirent à diffuser des publications financées par l'Union soviétique dans toutes les villes du territoire républicain encerclé par les troupes de l'ancienne puissance coloniale. En août 1948, Musso prit la direction du PKI et parvint, en

« L'Ordre nouveau du général Suharto fit de la propagande anticomuniste une pièce centrale dans la justification de son autoritarisme : trente années durant, tout opposant potentiel était accusé de complicité avec une mouvance politique qui avait pourtant complètement disparu de la scène indonésienne. »

quelques mois à être à la tête d'un vaste mouvement d'opposition au gouvernement, le Front démocratique du peuple (FDR). Les incidents entre milices républicaines se multiplièrent et, en septembre 1948, le FDR s'empara de la ville javanaise de Madiun. Au sein de l'islam politique, le tournant de 1948 contribua au renoncement de son identité révolutionnaire par le Masjumi. Son anticommunisme virulent le rapprocha désormais beaucoup plus du camp occidental.

La construction d'une altérité irrécyclable entre islam et communisme fut donc forgée au travers du prisme de la situation internationale. Le PKI chercha à construire un front uni avec les autres forces « anti-impérialistes ». Dans ce but, le Parti national indonésien et Soekarno lui-même apparaissaient comme des alliés potentiels contre le Masjumi qui s'était, quant à lui, fermement rangé dans le camp occidental. Le parti communiste se rapprocha de la doctrine présidentielle et s'employa à présenter un visage tolérant, en particulier pour ce qui concernait la question religieuse.

En réponse, la propagande du Masjumi s'employa à dévoiler ce qu'il considérait comme le véritable visage du communisme. Les dirigeants du parti musulman recommandèrent inlassablement à leurs partisans d'examiner de près les textes fondateurs de la doctrine marxiste-léniniste. En 1954, Jusuf Wibisono, membre de la direction centrale du parti musulman, partagea sa propre expérience : « Je me suis vraiment penché sur le problème du communisme. Je suis même allé en son cœur, à Moscou. Et, pour ce que j'ai compris des principes de Marx, je ne vois pas comment la religion pourrait trouver un compromis avec le communisme. »

Lors des élections de 1955, Masjumi ne rassembla que 20 % des suffrages, derrière son rival, le PNI (22 %). Surtout, il ne distança que de quelques points son concurrent au sein de l'islam politique le parti traditionaliste Nahdlatul Ulama (18 %), et son pire ennemi, le PKI (16 %).

L'INTERDICTION DU MASJUMI, UNE VICTOIRE POLITIQUE POUR LE COMMUNISME

Le pays était dans une impasse politique. Pro-

fitant de ce blocage, le président Soekarno instaura progressivement un régime autoritaire en lieu et place d'une démocratie parlementaire considérée comme une importation occidentale. Désireux de voir l'Indonésie jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale après le succès de la conférence de Bandung (1955), Soekarno poursuivit une politique de non-alignement qui, dans les faits, le rapprocha progressivement du bloc de l'Est. Seul véritable opposant à cette dérive autoritaire, le Masjumi dénonça, par la voix de son président Mohammad Natsir, la fameuse « tactique du salami ». Menacés dans la capitale par les partisans du président et par les jeunesses communistes, les dirigeants du parti musulman avaient rejoint

une rébellion qui, depuis Sumatra et avec l'appui des États-Unis, avait fondé un éphémère gouvernement provisoire. Leur implication dans ce mouvement avorté fournit à Soekarno le prétexte idéal pour les dissoudre, en 1960. La principale raison de cet échec avait été l'incapacité de l'islam politique à maintenir son unité. C'est la scission avec le Nahdlatul Ulama, en 1952, qui avait entraîné la débâcle électorale. Beaucoup plus tolérant à l'égard de la dérive populiste de Soekarno, ce parti musulman traditionaliste lui servit de caution islamique dans les années qui suivirent.

UN AFFRONTEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'engagement anticommuniste des communautés musulmanes proches du Nahdlatul Ulama trouva également son origine dans les conflits qui éclatèrent lors de la mise en œuvre de la réforme ►►

« On ne peut comprendre la violence de la confrontation avant et surtout après le 30 septembre 1965 si l'on ne tient pas compte des liens qui unirent les deux courants depuis les débuts du nationalisme jusqu'à la fin des années 1940. »

« Durant cette période, le communisme fut pour l'islam politique un allié et parfois une source d'inspiration avant de devenir un concurrent et un ennemi mortel »

« La mise à bas de la démocratie parlementaire par le président Soekarno, en 1957, avait conduit progressivement à un face-à-face de plus en plus tendu entre communistes d'un côté, militaires et organisations musulmanes de l'autre. »

►► agraire de 1960. Premier parti dans le centre et l'est de Java, très bien implanté parmi les ouvriers agricoles et les paysans sans terre grâce à son syndicat, le Barisan Tani Indonesia, le parti communiste s'en était pris aux grands propriétaires en organisant des « actions unilatérales » en vue d'appliquer la réforme. Certaines de ses opérations avaient donné lieu à des violences des deux côtés avec parfois mort d'hommes. Le syndicat communiste avait tenté de s'attaquer aux fondations religieuses et aux écoles coraniques. Contrôlant traditionnellement d'importantes zones agricoles, ces institutions avaient reçu de nouvelles terres léguées par des propriétaires désireux d'échapper au partage des biens prévu par la loi. En 1962, face à la menace des mouvements communistes, les *kiai* (responsables des écoles coraniques) encouragèrent la formation, au sein de la branche jeunesse du Nahdlatul Ulama, de la milice Banser. Son efficacité redoutable lui permit de mettre fin aux « actions unilatérales ». Ce fut donc tout naturellement que les dirigeants du NU se tournèrent vers les Banser pour soutenir les militaires dans l'éradication du communisme.

Au-delà de la question de la réforme agraire, ce fut l'ensemble des positions économiques et sociales défendues par l'islam politique qui fut affecté par son opposition de plus en plus violente au communisme : la confrontation contribua largement à son abandon de toute critique sociale et à son repli sur un conservatisme religieux et moral.

LA MÉMOIRE TRONQUÉE DE L'AFFRONTEMENT

L'onde de choc des massacres de 1965 fut telle qu'elle pèse encore largement sur la politique indonésienne et en particulier sur les partis islamiques. L'ensemble des organisations musul-

manes popularisèrent le récit élaboré par les sbires de l'Ordre nouveau et contribuèrent ainsi à cette escroquerie mémorielle qui, tout en niant les massacres, faisait porter l'ensemble de la responsabilité des troubles sur l'Ordre nouveau. À la « trahison », thème récurrent, s'ajoutèrent bientôt des accusations de « sauvagerie » déshumanisant les communistes et justifiant ainsi leur élimination. L'Ordre nouveau du général Suharto fit de la propagande anticommuniste une pièce centrale dans la justification de son autoritarisme : trente années durant, tout opposant potentiel était accusé de complicité avec une mouvance politique qui avait pourtant complètement disparu de la scène indonésienne.

« Au-delà des violences de masse, les organisations musulmanes jouèrent un rôle décisif dans l'élimination politique du PKI. »

Le retour de la démocratie et l'ouverture de la période dite de « Reformasi » n'a pas encore permis à la nation indonésienne de panser ses plaies et le travail de mémoire demeure extrêmement difficile. Au sein de l'islam, cette question de la mémoire des massacres anticommunistes marque une évidente ligne de fracture entre radicaux et modérés. Les premiers – qui furent les soutiens du régime Suharto finissant – font volontiers alliance avec les nostalgiques de l'Ordre nouveau et continuent de manier cette rhétorique du danger communiste pour justifier certaines actions violentes contre tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à une résurgence de la gauche. Les progressistes, quant à eux, semblent mieux disposés à affronter les fantômes du passé, ce qui tend à confirmer qu'en Indonésie anticommunisme et islam radical sont bien deux sous-produits de la décomposition de la dictature Suharto. ■

*Rémy Madinier est historien. Il est chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

L'échec des nationalismes arabes et l'essor de l'islamisme

Parler de l'échec des nationalismes (et des gauches) arabes et de l'essor concomitant de l'islamisme contemporain n'est pas chose simple tant les référents des concepts sont différents de par les histoires particulières de l'Occident et du monde arabo-musulman. S'il n'est pas utile de s'appesantir ici sur les notions de nationalisme et de gauche, il est en revanche indispensable d'évoquer les bases du pouvoir dans le monde musulman et la genèse de l'islamisme.

PAR **JACQUES FONTAINE***

DU POUVOIR POLITIQUE EN ISLAM À L'ISLAMISME

Le modèle politique idéal dans le monde musulman est celui de la communauté originelle des croyants à l'époque du prophète Muhammad (mort en 632) et des quatre premiers califes, les « bien dirigés » (632-661), qui étaient à la fois guides spirituels et chefs politiques. Cette relation entre rôle politique et rôle religieux a évolué au cours des siècles et globalement l'emprise de la loi islamique sur la conduite de l'État a régressé entre le VII^e et le XX^e siècle, mais ce ne fut pas de manière linéaire. Des courants, que l'on peut qualifier de fondamentalistes, tentèrent plus d'une fois de maintenir la suprématie du religieux. Cette conception du pouvoir, à la fois politique et religieux, se retrouve dans la persistance du califat jusqu'en 1924 : le sultan de la Sublime Porte (ou Empire ottoman) était aussi le calife, c'est-à-dire chef religieux. (Notons que Mohammed VI assume aussi la double fonction de chef d'État et de commandeur des croyants dans le Maroc de 2021.)

« Depuis une quarantaine d'années, l'islamisme est devenu une donnée importante de la géopolitique mondiale et le restera dans les décennies à venir. »

Les concepts fondateurs de l'islamisme contemporain ont leurs racines dès l'époque médiévale, notamment dans les réflexions d'un juriste et théologien particulièrement rigoriste, Ibn Taymiyya (1263-1328). Défenseur de la « pureté originelle », il est aussi l'auteur de multiples fatwas, particulièrement réactionnaires et/ou violentes, dont l'une « permet l'assassinat des moines chrétiens en terre d'islam » sous certaines conditions ; en outre, il considère qu'un gouvernement musulman peut « être combattu comme apostat » s'il n'applique pas la *charia* (Loi islamique).

Au XVIII^e siècle, Muhammad Ibn Abdel-Wahhab (1703-1791), un prédicateur vivant au centre de la péninsule Arabique, s'inspire d'Ibn Taymiyya pour fonder le wahhabisme. Il se distingue par une lecture littérale de l'islam et par son aspect rigoriste et puritain ; il insiste sur l'unicité de Dieu (*tawhid*) et rejette toute innovation ; il condamne aussi la musique, le chant, la poésie, le rire, le tabac, l'usage des chapelets et, naturellement, l'alcool... Les wahhabites se sont alliés à la famille féodale des Saoud pour fonder, en 1932, le royaume d'Arabie saoudite.

Cette conception ultraréactionnaire de l'islam est à l'origine de l'islamisme contemporain, qui a commencé à se développer pendant l'entre-deux-guerres (fondation des Frères musulmans en Égypte en 1928...). L'originalité de l'islamisme contemporain, c'est sa vision globale de la société musulmane, totalisante, voire totalitaire, à partir d'une appréhension politique de cette société ; ►►

►► la politique et l'État se trouvent au cœur de la pensée des islamistes. En cela, ils sont radicalement différents des fondamentalismes traditionnels et sont incontestablement modernes ; ils prennent en compte des concepts relevant de l'économie, de l'idéologie, des institutions et abordent les problèmes sociaux contemporains.

DES LUTTES DE LIBÉRATION À LA RÉPRESSION CONTRE LES MOUVEMENTS NATIONALISTES ET PROGRESSISTES

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la plus grande partie du monde musulman est sous la domination des puissances impérialistes, principalement le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas. Cinq États seulement n'ont jamais été colonisés (Afghanistan, Arabie saoudite, Iran, Turquie et Yémen), mais tous ont subi des influences ou des agressions impérialistes, et deux, l'Égypte (1922) et l'Irak (1932), ont obtenu leur indépendance pendant l'entre-deux-guerres. C'est pendant cette période que se développent des mouvements indépendantistes de types différents :

- partis nationalistes : Destour (1920) puis Néo-Destour (1934) en Tunisie, Étoile nord-africaine (1926), puis Parti du peuple algérien (1937), Parti national indonésien (1927)...
- partis se référant à l'islam : en Inde, la Ligue musulmane (fondée en 1906) réclame un État musulman séparé à partir de 1930, fondation du mouvement des oulémas en Algérie en 1934...
- partis marxistes : le premier et le plus important est le Parti communiste indonésien (1920) ; par la suite se forment le Parti communiste égyptien (1921/1923), le Parti communiste irakien (1934), le Parti communiste algérien (1936)...

Ainsi, les mouvements de libération des peuples colonisés (ou semi-colonisés) se rattachent à des courants idéologiques différents, certains se placent dans un cadre exclusivement national (nouveau dans un monde musulman plus habitué à la forme impériale : empires ottoman, perse, moghol...), d'autres ayant pour référence première la *oumma* (communauté des croyants). Cela ne sera pas sans conséquences pour la suite...

La Seconde Guerre mondiale montre la fragilité des puissances coloniales européennes et, en vingt ans, la plupart des pays musulmans obtiennent leur indépendance : après le Liban (1943),

« Cet échec politique et économique des gouvernements des pays musulmans s'accompagne d'une décrédibilisation des mouvements politiques de gauche qui n'ont pas su se renouveler et ont délaissé les nouvelles couches sociales défavorisées, le sous-prolétariat urbain en particulier, qui ont été rapidement prises en charge par les mouvements islamistes. »

c'est la Syrie (1946), le Pakistan (1947), l'Indonésie (1949), le Soudan (1956), les colonies françaises subsahariennes (1958 et 1960) et l'Algérie (1962). Le bilan des régimes politiques issus des décolonisations, comme celui des pays qui n'ont jamais été colonisés, est bien souvent décevant, quand il n'est pas catastrophique : aucun État du monde musulman n'a réussi son décollage économique, aucun n'a réussi à ce jour une véritable démocratisation. Cet échec politique et économique des gouvernements des pays musulmans s'accompagne d'une décrédibilisation des mouvements politiques de gauche qui, souvent plus ou moins liés aux pouvoirs nationalistes en place, n'ont pas su se renouveler et ont délaissé les nouvelles couches sociales défavorisées, le sous-prolétariat urbain en particulier, qui ont été rapidement prises en charge par les mouvements islamistes.

De plus, quand les mouvements de gauche n'étaient pas (ou plus) au pouvoir, ils ont souvent été victimes d'une violente répression. C'est ainsi que sont successivement éliminés (avec souvent la participation de la CIA) les principaux partis communistes de ces pays (dont l'enracinement dans la population était, parfois, relativement faible du fait de leurs carences idéologiques et politiques) : massacre des communistes indonésiens de 1965 à 1967 (500 000 morts, un million d'arrestations), répression contre le Parti communiste irakien (1968) puis éradication en 1978, élimination du parti communiste soudanais en 1971, éradication du parti communiste Toudeh et des Fedayins du peuple en Iran en 1979, lutte de Sadate contre le nas-

sérisme et la gauche égyptienne dans les années 1970, lutte de Chadli contre le boumedienisme et la gauche algérienne dans les années 1980... Le ralliement de la social-démocratie au libéralisme et la disparition de l'URSS (1991) ne font que confirmer ce phénomène déjà patent.

DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN À L'EXPANSION DE L'ISLAMISME RADICAL

Enfin, le conflit israélo-palestinien cristallise depuis soixante-quinze ans l'opposition entre Occident et monde musulman : la guerre israélo-arabe de 1948-1949 (qui a vu l'expulsion de 800 000 Palestiniens de leur terre ancestrale lors du premier nettoyage ethnique postérieur à la Seconde Guerre mondiale), l'agression israélo-franco-britannique contre l'Égypte en 1956 et plus encore l'agression israélienne de juin 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie ont été vécues chaque fois comme des humiliations dans le monde musulman.

La guerre israélo-arabe de 1967 est un moment clé dans l'histoire de ce conflit et de ses protagonistes. Du point de vue israélien, la dimension messianique (« l'an prochain à Jérusalem ») est évidente et induit un rôle de la religion judaïque qui marquera de plus en plus la société et la politique israéliennes. Pour les Palestiniens, l'échec des armées des « pays frères » amènera à un changement de stratégie : désormais, les dirigeants du mouvement nationaliste (c'est-à-dire, à l'époque, la direction de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP]) décideront de « compter sur leurs propres forces », et c'est ainsi que l'OLP constituera une véritable force militaire basée dans un premier temps en Jordanie puis au Liban. Cela ne manquera pas de poser des problèmes internes à ces pays : massacre de Palestiniens sur l'ordre de Hussein de Jordanie lors du « Septembre noir » de 1970, puis guerre civile libanaise à partir de 1975 et agression israélienne de 1982.

Mais 1967 marque aussi, et cela me paraît capital, l'échec du nationalisme arabe – et plus largement musulman – face à l'expansionnisme israélien soutenu par les puissances occidentales, et en particulier les États-Unis, qui n'hésitent pas à fournir des armes à Israël en utilisant leurs bases situées dans certains pays arabes comme le Maroc et la Libye.

L'échec de 1967 n'est pas seulement militaire, il est aussi idéologique : le recul du nationalisme profite rapidement, mais avec des temporalités différentes selon les pays, aux mouvements impré-

gnés par un islam revendicatif bien souvent issu de la mouvance « frériste », au moins dans un premier temps. C'est ainsi que dans les années 1970, de nombreux groupes connus sous le nom générique de Gamaa al-Islamiya se développèrent en Égypte, avec le soutien de Sadate (qui avait succédé à Nasser mort en 1970), qui les utilisait pour marginaliser la gauche et les nassériens. Certains mènent une action politico-religieuse, d'autres se lancent dans la lutte armée à la fin des années 1970, en particulier le Jihad islamique qui organise l'assassinat de Sadate en 1981. La mouvance « frériste » se développe aussi en Palestine, en particulier à Gaza et aboutit à la création du Jihad islamique palestinien en 1981, puis du Hamas en 1987.

Mais ce mouvement ne concerne pas que le monde arabe et l'islam sunnite : en 1979, dans l'Iran chiïte, la révolution islamique de Khomeyni l'emporte, ce qui ne sera pas sans conséquences dans le monde sunnite. La même année, la guerre civile commence en Afghanistan. Les États-Unis (en coopération avec l'Arabie saoudite et le Pakistan) s'y engagent pour contrer l'URSS en soutenant les combattants islamistes, *via* un intermédiaire du nom de Oussama ben Laden. Et l'on pourrait multiplier les exemples de cette montée en puissance des courants islamistes radicaux dans de nombreux pays du monde arabo-musulman. Pour conclure, depuis une quarantaine d'années, l'islamisme est devenu une donnée importante de la géopolitique mondiale et le restera dans les décennies à venir. L'absence de solution au conflit israélo-palestinien a eu un rôle fondamental dans l'essor de l'islamisme contemporain, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de l'interventionnisme des puissances impérialistes (France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie [y compris pendant la période soviétique], États-Unis) permanent depuis plus de deux siècles et qui est perçu comme la poursuite des croisades médiévales par certains courants de pensée dans le monde arabo-musulman. Une solution équitable au conflit israélo-palestinien et un arrêt des interventions impérialistes sont des conditions indispensables à la régression de l'islamisme radical actuel. Sont-elles suffisantes sans démocratisation effective des sociétés et des États ? On peut en douter, malgré l'espoir des printemps arabes... ■

***Jacques Fontaine** est géographe.

Il est maître de conférences honoraire à l'université de Franche-Comté.

Les communistes algériens face à la religion musulmane à l'ère coloniale

D'abord assez largement indifférents à la question de l'islam, les communistes algériens ont progressivement porté un regard neuf sur cette religion ultramajoritaire au sein de la population locale. À partir du milieu des années 1920, à la faveur d'un processus d'« arabisation » encouragé par Moscou, s'est constituée une nouvelle génération de cadres au sein de l'organisation, à la fois communistes et musulmans.

PAR ALAIN RUSCIO*

TOUTES LES CONDITIONS... SAUF LA HUITIÈME

Comment agir au sein d'une société musulmane quand on se veut révolutionnaire ? Faut-il partir du principe qu'un peuple englouti dans les ténèbres d'une religion archaïque, obscurantiste – un opium islamique du peuple – doit d'abord en être débarrassé avant de passer à la seule lutte qui vaille, celle du bouleversement radical de la société ? Ou bien « comprendre le réel » afin d'« aller à l'idéal », pour reprendre la belle formule de Jaurès (« Discours à la jeunesse », lycée d'Albi, 1903), c'est-à-dire, concrètement,

rations PC, d'adhérents indigènes –, ne se la sont pas vraiment posée. Ils étaient communistes par attachement à la lutte des classes, par volonté de faire du passé table rase, comme ils auraient pu l'être à Clermont-Ferrand ou à Romorantin. De ce point de vue, ils étaient restés des socialistes à l'ancienne. Leur adhésion, sincère, aux thèses de l'Internationale, aurait pu se résumer par la formule : toutes les conditions... sauf la huitième, précisément celle qui dans leur situation était la plus importante, la lutte sans concession contre le système colonial.

Les premières années de l'implantation communiste – du congrès de Tours à l'automne 1936, les fédérations algériennes faisaient partie du PCF ; le Parti communiste algérien (PCA) fut fondé en octobre 1936 – en Algérie furent marquées par une indifférence totale vis-à-vis de l'islam, quand ce n'était pas une hostilité marquée. Comment un peuple acquis dans sa masse à cette religion – dont un marqueur majeur était la condition de la femme – pouvait-il comprendre les lumières de la révolution sociale ? Seulement voilà : raisonner ainsi équivalait à se couper de 90 % de la population, de surcroît la plus misérable, la plus exploitée.

« ARABISER » LES RANGS DU PARTI

C'est de Moscou, d'abord, que vint l'injonction – plus : l'ordre – selon laquelle, pour rompre avec les méthodes social-démocrates, il fallait arabiser les rangs du jeune parti. Ce néologisme, inélégant, à la limite du détestable, de surcroît

« Durant la guerre d'indépendance, musulmans, juifs et Européens luttèrent côte à côte sans se poser de questions : ils étaient algériens. »

accepter le fait musulman comme incontournable, afin de rallier les masses au combat principal ? Faut-il unir dans un même combat ceux qui croyaient au paradis d'Allah et ceux qui n'y croyaient pas ? Question, appelons-le comme cela, d'intelligence politique. À vrai dire, cette question, les premiers communistes algériens, tous Européens – il n'y avait pas, dans les fédérations SFIO qui ont donné naissance aux fédé-

inadéquat (il s'appliquait à une population en partie kabyle), fut pourtant largement utilisé durant toute l'histoire du communisme algérien. Il fallait non seulement recruter, mais former les cadres « indigènes » (le mot était courant à l'époque) qui deviendraient la colonne vertébrale d'un vrai parti révolutionnaire. Et surtout : les prendre tels qu'ils étaient, foi comprise. Pour justifier la compatibilité entre islam et communisme, les militants avaient un rapprochement tout trouvé : durant toute cette période, l'Orient soviétique fut, cela ne surprendra personne, la référence absolue.

Dès les années 1925, le processus fut entamé. Il fut relayé, en métropole, par de jeunes dirigeants qui firent des déplacements dans les (mal nommés) départements algériens. On pense en particulier à Paul Vaillant-Couturier, qui fit une tournée militante en Algérie en 1922, en ramena une série d'articles pour *L'Humanité*. Articles qui furent probablement mal reçus de ses camarades européens d'Algérie, car Paul Vaillant-Couturier y dénonça la permanence de comportements paternalistes, voire racistes. Surtout, il clama bien haut l'intérêt d'étudier le Coran, d'y rechercher des ferments de modernité, tout en rejetant des aspects réactionnaires. Tâche ardue. Mais l'auteur faisait là la démonstration qu'il savait manier la dialectique.

DES CADRES COMMUNISTES ET MUSULMANS

C'est au milieu de mille difficultés, de bien des réticences – dont le départ du jeune parti de la plupart de ses adhérents originels – que cette option s'imposa. La décennie 1930 vit non seulement entamer un recrutement parmi les

« Les premières années de l'implantation communiste en Algérie furent marquées par une indifférence totale vis-à-vis de l'islam, quand ce n'était pas une hostilité marquée. »

masses musulmanes, mais aussi l'émergence d'une nouvelle catégorie de cadres, communistes et musulmans. Le premier d'entre eux – qui quitta ensuite les rangs communistes – fut Amar Ouzegane. Avec le temps, ce recrutement ne choqua plus personne. L'histoire du communisme algérien est riche de la militance d'un grand nombre de ces Algériens, mais aussi de l'accès aux responsabilités majeures, Bachir Hadj Ali, unanimement respecté, Larbi Bouhali, Ahmed Akkache, Sadek Hadjerès. À la veille de l'insurrection nationale,

les musulmans constituaient la majorité des adhérents du PCA. Fait de grande importance, phénomène quasi unique dans l'histoire en situation coloniale, pourtant quasiment jamais signalé par l'historiographie. Durant la guerre d'indépendance, musulmans (les noms cités supra), juifs (Henri Alleg, Lucien Hanoun, William Sportisse...) et Européens (Maurice Audin, Henri Maillot, Fernand Iveton, Raymonde Peschard...) luttèrent côte à côte sans se poser de questions : ils étaient algériens. ■

*Alain Ruscio est historien. Il est docteur de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

« La décennie 1930 vit non seulement entamer un recrutement parmi les masses musulmanes, mais aussi l'émergence d'une nouvelle catégorie de cadres, communistes et musulmans. »



Le souvenir de la guerre civile algérienne façonne les controverses françaises sur la question musulmane

À l'occasion de la dernière controverse, aussi virulente que vaine, sur l'« islamo-gauchisme », le souvenir de la guerre civile algérienne a été réactivé, soulignant au passage la centralité refoulée de la question algérienne en France, tout comme le statut, insuffisamment exploré, de cette séquence historique en tant que matrice des débats sur la question musulmane.

PAR NEDJIB SIDI MOUSSA*

La centralité de la question algérienne en France, qui paraissait évidente peu après l'accession de l'Algérie à son indépendance, semble avoir été depuis refoulée – moins pour des raisons objectives que subjectives au regard de l'évolution des rapports sociaux dans l'espace franco-algérien – pour mieux resurgir à la faveur de crises ou de polémiques qui agitent le microcosme politico-médiatique au sujet d'une question musulmane encore largement façonnée, sous nos latitudes, par l'histoire des relations tumultueuses entre les deux rives de la Méditerranée.

UNE CONVERGENCE PARADOXALE

Ainsi, en mars de cette année, l'orientaliste François Burgat s'est fendu d'une tribune appelant les forces de gauche à se rapprocher davantage des islamistes, dans le sillage de pratiques favorisées par l'onde de choc de la révolution islamique en Iran : « Dans de multiples enceintes du Maghreb ou du Proche-Orient, Palestine incluse, cette dynamique a connu ensuite diverses traductions pratiques. Ainsi, contre toute attente, en 1995, le pacte de Sant'Egidio a réussi à fédérer les oppositions algériennes de tous bords, de Louisa Hanoune, la trotskiste, jusqu'au représentant du Front islamique du salut (FIS) Anwar Haddam. »

Faisant preuve d'une relative cohérence, l'universitaire français se réfère favorablement, à la

suite du dirigeant islamiste Mourad Dhina, à la réunion organisée en janvier 1995 par la communauté catholique de Sant'Egidio afin de trouver une issue à la guerre civile qui déchirait la société algérienne.

Pourtant, François Burgat omet de mentionner que cette initiative se traduit par un échec cuisant dans la mesure où elle ne fut en réalité qu'un conclave de chefs sans troupe, et qui se mirent, à commencer par les représentants des courants de gauche – à l'instar du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed et du Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune –, à la remorque des islamo-conservateurs, révélant, par cette participation, leur absence d'ancrage réel dans le pays et provoquant subséquemment leur discrédit dans les cercles progressistes et révolutionnaires.

Néanmoins, cette convergence paradoxale – voire contre-nature – matérialisée par cette rencontre fut soutenue par des secteurs significatifs de la gauche française car le conflit algérien se répercuta inévitablement dans l'Hexagone, mettant aux prises, d'une façon schématique, les partisans d'une solution négociée avec les islamistes – les « réconciliateurs » –, au nom de la « légitimité démocratique » du FIS, et ceux cherchant à justifier le soutien aux autorités dans leur lutte contre le terrorisme – les « éradicateurs », en raison de l'effroi suscité par la vague intégriste.

« Il s'agit de redéfinir une perspective authentiquement émancipatrice qui articulerait anticapitalisme, antiracisme et anticléricalisme en partant de la colère légitime et des résistances quotidiennes du prolétariat dans toutes ses composantes. »

Si des intellectuels et des militants cherchèrent à s'extraire de cette tenaille incompatible avec l'exigence d'une perspective authentiquement émancipatrice – à supposer qu'elle fût envisageable en de telles circonstances –, leurs voix demeurèrent recouvertes par l'antagonisme des deux pôles, enfermant la complexité de la situation dans un manichéisme stérile, opposé à toute approche dialectique. En 1998, le philosophe Jacques Derrida déclarait dans le quotidien *Libération* : « Un intellectuel doit exiger de pouvoir poser n'importe quelle question sans être accusé de servir l'un ou l'autre camp. Chercher à innocenter l'État algérien, c'est nier l'histoire de ce pays, de l'assassinat de Ramdane à celui de Boudiaf. »

Dans un article paru la même année dans la revue *Mouvements*, Bernard Ravenel rappelle à juste titre que « la question algérienne a été le facteur de déchirure le plus grave de la gauche française ». L'historien et militant aborde notamment la rencontre de Sant'Egidio – qu'il soutient dans son texte – et au sujet de laquelle les deux grandes organisations de la gauche françaises ont divergé : le Parti socialiste (PS) a défendu cette initiative, contrairement au Parti communiste français (PCF).

LES PRISES DE POSITION DE LA GAUCHE FRANÇAISE LIÉES À LEURS ALLIÉS EN ALGÉRIE

Par-delà l'antagonisme inhérent au champ politique français, l'attitude de ces partis doit se comprendre à l'aune de leur conception de l'internationalisme dans le sens où ils ont chacun relayé la position de leurs alliés en Algérie : celle du FFS pour le PS et, du côté du PCF, celle des héritiers du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), comme les membres d'Ettahadi ou du

Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS), particulièrement ciblés par la violence islamiste. Ainsi, les errements ou prises de positions de la gauche française dans ce contexte de crise sont inséparables des hésitations ou engagements de leurs partenaires outre-Méditerranée, en dépit des rapports inégaux entre les deux parties et sans oublier la faiblesse historique de la gauche algérienne, incapable de mener une politique indépendante du régime militaro-policière – rendu coupable d'innombrables exactions – et de la mouvance islamo-conservatrice que d'aucuns n'hésitaient pas alors à qualifier de « fasciste ».

C'était notamment le cas du sociologue marxiste Saïd Bouamama, hostile à la rencontre de Sant'Egidio, et qui, dans son ouvrage *Algérie, les racines de l'intégrisme*, paru en 2000, se fait l'écho des thèses défendues par le PADS, dans une perspective articulant antifascisme et anticapitalisme, invitant à un dépassement sur la gauche du pôle « éradicateur » : « Le front populaire antifasciste doit se mettre en place sans tarder. Il ne peut pas se limiter à un accord au sommet des différentes forces antifascistes et des partis de la "mouvance démocratique", c'est-à-dire essentiellement le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Mouvement démocratique et social (MDS) et le PADS. Il doit prendre la forme de comités à la base permettant le regroupement des luttes et la sortie de l'isolement. C'est la dynamique de lutte de ces comités qui imposera aux états-majors politiques la prise en compte des aspirations populaires et un combat antifasciste conséquent. »

« S'il y a une leçon à retirer de l'expérience algérienne, c'est bien le refus des fausses alternatives imposées par des forces hostiles aux intérêts des classes populaires. »

Si l'analyse du danger représenté par les « fascistes-intégristes » ne souffrait d'aucune équivoque – malgré l'absence d'une critique ouverte de la religion –, la proposition politique, plus ►►

► discutable en revanche, découlait de la priorité donnée à la « lutte antifasciste » – à travers la constitution d'un front censé faire pression sur des appareils bourgeois comme le RCD de Saïd Sadi ou l'ANR de Redha Malek –, suivie de la « construction d'un parti des travailleurs ».

À mesure que le conflit baissait en intensité sur la rive sud de la Méditerranée – consacrant la défaite militaire des islamistes algériens mais aussi leur victoire idéologique – et que débutait la « lutte contre la terreur » après les attentats islamistes du 11 septembre 2001, les tensions entre les différents courants de la gauche française ont trouvé un nouveau terrain d'affrontement avec la question musulmane qui, au moins depuis la condamnation à mort de Salman Rushdie et l'affaire des « foulards de Creil » en 1989, a revêtu un caractère domestique, autorisant la retraduction du clivage « éradicateurs »/« réconciliateurs » en une opposition spectaculaire entre « intégristes républicains » et « islamo-gauchistes » mais aussi le passage de l'un à l'autre bloc pour des considérations

« La question algérienne a été le facteur de déchirure le plus grave de la gauche française. »
Bernard Ravenel

tactiques, souvent justifiées par la définition d'objectifs jugés prioritaires au détriment de la réaffirmation de principes cardinaux, dans un contexte de recul des idées révolutionnaires.

Pourtant, s'il y a une leçon à retirer de l'expérience algérienne, c'est bien le refus des fausses alternatives imposées par des forces hostiles aux intérêts des classes populaires. Le problème, de nos jours, n'est plus tant d'établir le bilan des erreurs de la gauche – elles sont trop nombreuses, c'est une évidence. Il s'agit plutôt de redéfinir une perspective authentiquement émancipatrice qui articulerait anticapitalisme, antiracisme et anticléricalisme, en partant de la colère légitime et des

résistances quotidiennes du prolétariat dans toutes ses composantes. Ce n'est sans doute pas la voie la plus facile mais c'est sans doute la seule qui empêcherait une victoire définitive des réactionnaires dans l'espace franco-algérien, et bien au-delà. ■

***Nedjib Sidi Moussa** est politiste. Il est docteur de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Un numéro

Je ne suis pas un « spécialiste » de la Chine, c'est en tant que lecteur assidu de votre revue que je vous écris. En effet, il me semble que ce numéro sur la Chine a oublié un élément essentiel, et de taille : la classe ouvrière chinoise. Elle se trouve prise en étau entre d'une part la bureaucratie du système chinois en place, et d'autre part la politique même de l'exploitation capitaliste au travail dans ses usines implantées en Chine. Néanmoins, dans toute la Chine actuelle, (comme celle d'hier d'ailleurs) la classe ouvrière chinoise a ses propres revendications en matière de droits et de libertés au travail. L'existence de manifestations collectives de travailleurs chinois, partout en Chine, des actions spontanées souvent (à petite ou grande échelle), contre les abus des employeurs et les violations des droits fondamentaux tels que le non-paiement des salaires, la déréglementation des professions (exemple des chauffeurs de taxi), le projet de retarder l'âge de départ en retraite, la délocalisation d'entreprises privées (européennes, coréennes, taiwanaises, américaines, etc.) d'une région de Chine à une autre, avec ou sans réinstallation des travailleurs, avec ou sans maintien de leurs contrats, les combats pour la création de syndicats professionnels de salariés, indépendants, ou de sections syndicales d'entreprise...

Le combat de cette classe ouvrière chinoise mérite en effet que l'on s'y attarde, car elle cherche comme toute la classe ouvrière mondiale à s'émanciper avec des organisations syndicales indépendantes des pouvoirs d'exploitation, et à défendre ses droits fondamentaux de travailleurs, selon les termes du Bureau international du travail, et pouvoir les étendre !

Philippe Fourcault (Étampes)

Le dossier consacré à la Chine présente un grand intérêt. Cependant, certains articles laissent pantois. Celui de Kevin Guillas-Cavan, par exemple. On le sent prêt à donner des leçons de soi-disant orthodoxie marxiste mais c'est pour retrouver des notions comme « capital humain », absolument étrangères à Marx, comme l'avait d'ailleurs rappelé un article de... *La Revue du projet*.

Bernard Palustre



à prolonger...

*Petit clin d'œil.
Excellente revue.
Très bon numéro.*

Patrick Magro

Le dossier du n° 22 sur la Chine apporte des éléments intéressants, mais il m'a laissée assez mal à l'aise. Au sein du PCF, il existe des opinions très partagées sur la politique menée par les dirigeants de ce pays. Certains estiment que c'est de l'hypercapitalisme très autoritaire, voire une sorte de modèle pour les milieux des affaires ; d'autres pensent au contraire que c'est très bien et la voie à suivre pour le communisme mondial ; et il y a toutes les positions intermédiaires. Le 38^e congrès du PCF a été très prudent et s'est contenté de dire : « La Chine, immense pays en état de contester le *leadership* mondial des États-Unis, mérite une analyse conséquente et lucide. »

Bien entendu, le dossier contient des articles mesurés, par exemple sur les Ouïghours ou sur l'innovation. La plupart apportent des informations originales et peu connues, mais il y en a d'autres qui sont assez unilatéraux. Il est vrai qu'on assiste en Europe et aux États-Unis à une unilatéralité et une agressivité en sens inverse !

Je regrette que les aspects historiques soient pratiquement limités au XX^e siècle. Il faudrait reconnaître qu'il est très difficile pour nous de « comprendre » ce pays, sans une étude approfondie de cette civilisation ancienne et si différente de la nôtre, sans une analyse des humiliations subies par le peuple chinois dans les siècles passés. Tout jugement de notre part est hasardeux, cela devrait nous conduire à beaucoup de modestie.

Le pays et ses défis sont immenses et le dossier ne pouvait pas tout traiter ; ne serait-il pas nécessaire d'avoir un prolongement dans un prochain numéro creusant un certain nombre de questions avec un grand esprit d'ouverture : y a-t-il un nationalisme chinois ? Comment appréhender les mauvaises relations du régime avec les pays voisins comme l'Inde ou le Vietnam ? Quelles sont les conditions concrètes des ouvriers au travail ? Y a-t-il des syndicats dans les entreprises et que font-ils ? Y a-t-il de l'économie sociale et solidaire ? L'égalité hommes-femmes dans un régime à parti unique ? Les membres du PC sont-ils vraiment « communistes » ou n'est-ce pas aussi le lieu de convergence des carriéristes ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu une analyse des manifestations de Tien-an-Men et de leur féroce répression (que le PCF avait clairement condamnée) ? ●

Anne-Marie Scherer (Rouffach)



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR **DELPHINE MIQUEL**

ÉDITORIAL

MILITER EN ÉTÉ 2021

Quand l'été arrive, chacun a ses habitudes : coup de balai dans le local, clé sous la porte pour deux mois, ralentissement des activités ou inventivité pour ne rien lâcher et aller à la rencontre des saisonniers, des vacanciers...

Dans ce numéro, nous vous proposons de préparer la rentrée : en 2021-2022, nous aurons à affronter la sortie ou la poursuite de l'épidémie de covid et la crise sociale qui l'accompagne, nous aurons à cumuler pas à pas des voix pour l'élection présidentielle et nous devons nous organiser pour faire gagner nos candidates et candidats aux législatives, nous aurons à jongler entre les activités de nos sections et l'actualité politique. Et au milieu de tout cela, colonne vertébrale de notre parti, gérer notre « orga ». Vie du Parti, organisation, des mots pour essayer de caractériser ce lien au parti, à l'adhérent, à la structuration qui fait que le PCF existe dans chaque recoin de France.

On l'oublie ou on ne le sait pas, mais chacun de nos gestes est un geste d'organisation. Parler dans un média, c'est se demander quels mots toucheront les auditeurs et donc déboucheront sur des adhésions. Organiser une brocante, une journée à la mer, une vente de fruits et légumes, c'est passer des mots à la pratique et amener à l'adhésion en convainquant par nos actions. Proposer une conférence, une séance de cinéma engagée, un débat, c'est à travers notre programme convaincre et faire adhérer. Et donc remplir nos fichiers orga sans oublier, au-delà des adhérents, ces personnes qui vont tourner autour de nos initiatives, nous retrouver en manifestation, participer à une souscription et s'interroger sur « comment mettre en dynamique toutes ces personnes qui de près ou de loin rejoignent notre projet ? » Cela se prépare, s'anticipe... Quelques éléments dans ce dossier ! ●

Delphine Miquel

DU MATÉRIEL À DISPOSITION

Sur le site internet du Parti, rubrique « matériel », vous trouverez le livret de l'été, un peu différent du tract, il permet une autre approche. L'été ce sont les voyages à la mer, les fêtes fédérales en particulier. Nous y avons consacré des articles dans la rubrique Militer de *Cause commune* :

- Les initiatives de solidarité concrètes, notre ADN (n° 5)

https://www.causecommune-larevue.fr/les_initiatives_de_solidarite_concrete_notre_adn

- Les fêtes militantes, un engagement sur le terrain (n° 9)

https://www.causecommune-larevue.fr/les_fetes_militantes_un_engagement_sur_le_terrain



Du fichier de section/cellule au fichier national

Qui ne s'est jamais dit « il faut que je fasse du tri dans mes fichiers » ? D'initiative en initiative, on accumule des données, tel sympathisant rencontré, telle personne croisée sur cette initiative, et parfois trop de données nous empêchent de militer efficacement !

Alors rien de tel que l'été pour classer, rappeler, envoyer quelques mails et mieux cibler qui veut faire quoi dans notre fichier.

Et cela vaut aussi pour les adhérents : il est nécessaire de faire des mises à jour régulières, notamment des coordonnées. Et si vous fonctionnez avec un fichier en plus de sociel, pensez aux mises à jour ! En effet, lorsque des mails sont envoyés nationalement, c'est la base sociel qui sert de référence. Veillez donc à ce que particulièrement les mails des camarades y soient à jour. Vous pouvez également demander sur vie-militante@pcf.fr lesquels de vos camarades ne reçoivent pas les mails (problème de désabonnement, erreur dans l'adresse...) : cela permettra une meilleure circulation des informations !

On en profite pour s'intéresser aux cotisations, repérer les camarades à contacter si on les croise dans l'été ou à la rentrée.

Le RGPD : Règlement général de protection des données

Il s'agit d'un nouveau règlement européen qui s'inscrit dans la continuité de la Loi française Informatique et Libertés de 1978 et renforce le contrôle par les citoyens de l'utilisation qui peut être faite des données les concernant. Concrètement, cela veut dire que nous ne pouvons conserver les données d'une personne que lorsqu'elle nous a autorisés à le faire. Nous devons donc être rigoureux dans cette gestion de nos données et de nos fichiers, à tous les niveaux. Les fichiers de sympathisants doivent particulièrement être régulièrement mis à jour, et les personnes qui ne souhaitent plus être en contact avec nous doivent être supprimées des fichiers. On n'est jamais à l'abri d'un camarade nouvellement responsable et ne connaissant pas tout l'historique qui envoie un mail à des personnes qui ne souhaitent plus en recevoir... alors ne gardons que ce qui nous est utile !

Pour plus de renseignement, n'hésitez pas à contacter la Vie du parti national.

Organiser la fin de l'été pour mieux prévoir la rentrée

Élaborer un plan de travail

Fin août nous sommes nombreux à être rentrés, à préparer la rentrée des enfants, reprendre le travail...

Alors avant l'accélération de septembre, il est conseillé :

- de programmer une assemblée générale de rentrée : surtout si vous n'en avez pas fait en juin/juillet ! Pour se remobiliser, se retrouver, discuter des dernières annonces du gouvernement, l'AG de rentrée est essentielle à la vie de l'organisation. Pour un petit plus, on peut penser bar, barbecue et faire rentrer des finances.
- afin d'y voir plus clair sur l'année : la section peut adopter un plan de travail

qu'elle suivra durant six mois, un an. Pour cela, il faut débattre et faire adopter le plan de travail par les adhérentes et adhérents. Projeter des initiatives dans le temps peut permettre d'accoler aux actions des référents, afin de démultiplier les responsabilités et de permettre à celles et ceux qui le souhaitent de prendre une part plus active dans l'organisation du Parti.

Pour établir son plan de développement, il faut notamment :

- se demander quels objectifs a la section : se développer dans certains quartiers ? Se renforcer dans tel endroit ?
- réfléchir aux thématiques de cam-

pagne, liées au local et au national, avec cette année la prise en compte des élections législatives et présidentielle ;

- s'intéresser au quartier, à la ville : y a-t-il des entreprises en lutte, des commémorations spécifiques, des activités revenant chaque année (forums, fêtes, etc.), des décisions particulières prises par la municipalité ?
- penser aux forces militantes : ne pas voir trop grand, ne pas s'empêcher non plus, et surtout se rappeler que l'on est un collectif !
- penser aux formations à intégrer tout au long de l'année. ●

Quelques dates clés pour l'année

- 27-29 août : université d'été à Aix-en-Provence
- Fin août/début septembre : AG de rentrée, événement local
- 10-12 septembre : fête de l'Humanité au parc départemental La Courneuve
- 21 septembre : journée de la paix
- 17 octobre : commémoration du massacre de manifestants algériens à Paris ; 80^e anniversaire du massacre de 27 de Châteaubriant
- Janvier : vœux de section, de fédération (en profiter pour faire des remises de cartes)
- Février : galettes, moments fraternels
- 8 février : commémoration des massacres de Charonne (60^e anniversaire).
- 10-24 avril ou 17 avril-1^{er} mai : élection présidentielle
- Juin : élections législatives
- 8 mars : journée internationale des droits des femmes
- 1^{er} mai : journée internationale des droits des travailleurs

Dès l'été, penser la campagne des élections présidentielle et législatives

Nous avons un candidat, le programme s'élabore collectivement, comment mettre tout cela en dynamique sur le terrain ? Le vote ne se fera pas sur un porte-à-porte dans les quinze jours précédents : le travail de terrain est indispensable.

- utiliser les interviews de Fabien Roussel, de nos porte-parole, les articles de presse comme aide à l'argumentaire (cela peut faire l'objet d'une réunion de travail, d'une formation)
- repérer nos quartiers : il faut prendre une carte, regarder les résultats par bureaux de vote des dernières élections, croiser les données et dès la rentrée être présents !

S'y prendre tôt, c'est essayer de renouer des liens dans des lieux abandonnés du parti, avec des associations et des élus locaux. Un barbecue au pied d'un immeuble, l'organisation d'un tournoi de pétanque ou de foot, une table de diffusion dans un square, de nombreuses initiatives peuvent avoir lieu dès l'été, selon où l'on se trouve. Proposer aux élues et élus, si l'on en a, de participer. C'est ainsi que nous construisons des liens, une identité du parti, des militants, présents, capables d'aiguiller vers des associations, la municipalité.

PRÉPARER LES LÉGISLATIVES

Si les médias ont quelques réticences à traiter les législatives au niveau de leur importance (ce sont les députés qui votent les lois), il est important que nous nous en saisissons bien en amont.

- un programme peut être travaillé dès l'automne avec les camarades, la population, pour dégager des slogans et des axes forts pour sa circonscription. Réunions publiques, ateliers, sites participatifs, visios, boîtes à idées... les moyens ne manquent pas, reste à les mettre en œuvre selon les possibilités et le contexte local ;
- des tracts thématiques... peuvent être prévus et élaborés en lien avec les grands sujets nationaux mais aussi (et surtout !) les enjeux locaux. Des camarades peuvent être chargés de recenser les sujets, d'amorcer des écritures ;
- un fichier presse... qui doit grandir au fil des mois ! Utile même hors temps électoraux.
- des candidats titulaires et suppléants... qui peuvent être choisis rapidement pour gagner en visibilité, quitte à faire des alliances plus tard. C'est aussi, dans de nombreuses circonscriptions où nos chances de gagner sont faibles, une manière de former des camarades à la prise de parole, à l'organisation d'une campagne.

COMMENT CONVAINCRE DE S'ENGAGER AUJOURD'HUI FACE À L'ABSTENTION ?

Les milieux populaires constituent une majorité sociale, mais ils sont surtout, de plus en plus, une minorité électorale. Nous ne devons pas rester immobiles face à ce phénomène qui profite à la droite.

Alors si l'on nous dit « voter ne sert à rien » que répondre ?

- voter, c'est se doter d'élus qui sont présents et combattifs lors de vos luttes, d'élus qui dans nos mairies œuvrent pour la population (prendre des exemples selon la situation locale) ;
- voter, c'est un droit et un devoir de citoyen. C'est une des briques de la République, c'est notre voix qui participe de la construction du pays de demain ;
- voter, c'est ne pas se faire voler sa voix par les classes dominantes, ceux qui préfèrent supprimer les impôts et faire travailler jusqu'à 70 ans ;
- voter, c'est rappeler que la chose publique nous concerne tous, et qu'aucun gouvernement n'est libre de faire ce qu'il veut ;
- voter, c'est permettre à des candidats issus du même milieu que nous tous, travailleurs, précaires, jeunes, de nous représenter, avec opiniâtreté, pour gagner des droits.

Europe : pas d'aménagements, mais une autre construction européenne !

Mettons en débat l'Europe à géométrie choisie, plutôt que le pacte budgétaire.

— PAR VINCENT BOULET —

Les événements européens lancés à grand renfort de campagnes de presse et d'hyperboles laudatives se succèdent depuis un an. Certes, le discours est nouveau et la logorrhée technocratique bruxelloise mise en sourdine. Certes, des petites avancées sont visibles, et elles ne sont surtout pas à négliger s'il l'on veut apprécier finement la situation. Elles sont dues au fait que les classes dirigeantes européennes, dépourvues de projet unifiant sauf à essayer de faire payer la crise aux peuples, sont prises d'effroi devant le risque d'effondrement de la construction libérale européenne.

QUE VOIT-ON EN RÉALITÉ ?

Le « sommet historique » de juillet 2020 et le « plan de relance » européen ont trouvé laborieusement leur traduction définitive seulement le 1^{er} juin dernier, onze mois plus tard, avec l'annonce de la première vague d'emprunts sur les marchés financiers. Ce plan est déjà dépassé. Le plan de relance de Joe Biden l'a bien vite ringardisé. 750 milliards d'euros de ce côté-ci de l'Atlantique, 4 700 milliards, si l'on

« Ce n'est pas d'aménagements restant dans la logique libérale dont nous avons besoin, mais bien d'une autre construction européenne, donc d'une rupture avec les traités européens et les règles qui en découlent pour instaurer d'autres modalités de coopération entre les peuples d'Europe. »

cumule les trois plans du nouveau président américain, de l'autre côté. Le « sommet social » de Porto des 7 et 8 mai derniers se termine par un « engagement social » indécent à la vue de l'ampleur de la crise sociale. Il ne fixe que des objectifs pour 2030 : 78% des 20-64 ans doivent avoir un emploi, au moins 60% des adultes doivent bénéficier d'une formation chaque année, le nombre de pauvres doit être réduit de 15 millions dans l'UE, sur 90 millions. De qui se moque-t-on ? Même la proposition de la Conférence européenne des syndicats de rendre contraignant le très modéré et eurocompatible socle européen des droits sociaux a été jetée aux orties. La conférence pour l'avenir de l'Europe, lancée le 9 mai dernier, affiche l'ambition de « donner la parole aux citoyens européens », tout en laissant à la présidence française de l'UE du premier

semestre 2022, c'est-à-dire à Emmanuel Macron en campagne, le soin de formuler les propositions sur la base de ses travaux. Cela, d'ailleurs, suscite le scepticisme dans un certain nombre de pays européens, à l'image de l'Espagne.

Une partie des bourgeoisies européennes veut remettre en cause les critères de Maastricht. Chiche ! Mais le diable est dans les détails. Plongeons-nous dans leurs publications. Le conseil d'analyse économique rattaché à Matignon a publié, sous l'impulsion de Jean Pisani-Ferry, une note intitulée « Pour une refonte du cadre budgétaire européen (cae-eco.fr) » en avril 2021. Celle-ci préconise l'abandon pur et simple des critères budgétaires chiffrés uniformes (3% de déficit, 60% de dette, solde structurel à 0,5% du PIB) et leur remplacement par une cible quinquennale, propre à chaque Etat, fixée au niveau national par un organisme indépendant ; ce cadre pluriannuel serait validé et contrôlé au niveau européen par un comité budgétaire européen indépendant et par le conseil ECOFIN (conseil des ministres de l'Économie et des Finances) qui pourrait rejeter un budget national. La marge de manœuvre des États est donc sévèrement limitée par le caractère pluriannuel du cadre, qui reprend le principe des mémorandums et s'appliquerait également en cas de changement gouvernemental, et par le rôle fédéral renforcé du conseil ECOFIN.

Que cette formule soit finalement retenue ou non, elle démontre que les classes dirigeantes européennes sont à la recherche d'une voie qui sortirait l'UE libérale de sa panne stratégique, tout en sauvant l'essentiel de la construction libérale européenne, à savoir la monnaie unique, la concurrence libre et le marché commun. Pour ce faire, émergerait un fédéralisme de type nouveau, alliant un certain accroissement de la marge de manœuvre tactique des États et le renforcement des mécanismes de censure budgétaire.

DANS LE DÉBAT PUBLIC OUVRIR LA VOIE VERS UNE AUTRE CONSTRUCTION EUROPÉENNE

L'enjeu est donc important, alors que les questions européennes feront partie intégrante de la campagne des élec-

tions de 2022 en France : celui d'ouvrir la voie vers une autre construction européenne et de la mettre dans le débat public. Ses principes doivent reposer non pas sur la mise en concurrence des travailleurs les uns contre les autres, mais sur la remise en cause des traités et règles libérales européens, sur des coopérations entre peuples et nations

souverains et associés, sur une réorientation des fonds européens vers l'emploi, les services publics, la souveraineté industrielle, la transition écologique, sous forme de prêts perpétuels aux États à 0%, sur l'alignement des droits sociaux et démocratiques vers le haut, et non pas une simple « harmonisation », sur des coopérations industrielles entre pôles publics, sur une refondation radicale de l'euro, sur la mise sous contrôle démocratique de la BCE, sur la dissolution de l'OTAN et la constitution d'un espace commun de paix, de coopération et de sécurité collective avec les États voisins.

En d'autres termes, ce n'est pas d'aménagements restant dans la logique libérale dont nous

avons besoin, mais bien d'une autre construction européenne, donc d'une rupture avec les traités européens et les règles qui en découlent pour instaurer d'autres modalités de coopération entre les peuples d'Europe. Au lieu du pacte budgétaire, mettons en débat l'Europe à géométrie choisie : nul ne peut imposer de « modèle » prédéfini, néolibéral, tel qu'il s'impose dans les traités actuels ; mais il revient aux peuples de choisir sur quelles bases ils veulent construire des coopérations européennes. Ce n'est pas une orientation incantatoire. L'enjeu de « l'Airbus du vaccin » souligné par Fabien Roussel est une revendication très forte et directe ; celle d'un pôle public du médicament au niveau européen qui a été débattu lors des assises du médicament que le PCF a organisé le 10 juin prochain en est une autre. ●

« Les classes dirigeantes européennes sont à la recherche d'une voie qui sortirait l'UE libérale de sa panne stratégique, tout en sauvant l'essentiel de la construction libérale européenne, à savoir la monnaie unique, la concurrence libre et le marché commun. »

Protéger la rémunération des agriculteurs

Nous débattons aujourd'hui, 24 juin 2021, d'une proposition de loi dont l'ambition est de mieux protéger la rémunération des agriculteurs – un aveu implicite de l'échec de la loi EGALIM que nous avons été nombreux à prévoir, soulignant qu'elle ne permettrait pas un rééquilibrage durable de la répartition de la valeur ajoutée au bénéfice des producteurs.

— PAR **ANDRÉ CHASSAIGNE**, DÉPUTÉ PCF DU PUY-DE-DÔME —

Loin de contrecarrer la domination outrancière des acteurs de l'aval, grande distribution et grands groupes transnationaux en tête, ce texte poursuivait en effet dans la voie tracée depuis 2008 par la loi de modernisation de l'économie : libéralisation des échanges et dérégulation des activités commerciales sous le prétexte de rejeter cette pelée, cette galeuse qu'est l'agriculture administrée. Le constat est aujourd'hui implacable : le revenu paysan a continué de se dégrader au profit des grands groupes de l'agro-industrie et de la distribution.

MIEUX RÉMUNÉRER LA CHAÎNE DE VALEUR AGRICOLE

En mars dernier, le rapport de la mission de médiation et de conciliation concernant le bilan de la loi EGALIM et la nécessité de mieux rémunérer la chaîne de valeur agricole a formulé des recommandations qui forment le socle du texte qui nous est présenté. Ce rapport soulignait notamment que nous sommes toujours dans un rapport de forces « inversement proportionnel à la concentration des opérateurs. Les plus forts et les mieux organisés, en l'occurrence la grande distribution et les grandes entreprises,

sont les gagnants du système actuel », tandis que les agriculteurs demeurent « le maillon faible de la filière ». Les effets du relèvement du seuil de revente à perte en sont l'illustration : en contrepartie du relèvement, les industriels et la grande distribution s'étaient engagés à modérer leurs marges afin que les prix consentis aux agriculteurs soient plus rémunérateurs. Fantasma d'une société de Bisounours, d'où aurait disparu l'addiction à sniffer les dividendes comme de la poudre blanche, addiction aussi indécente que destructrice !

L'UFC-Que choisir a montré que cette promesse n'était pas tenue. S'agissant du lait UHT par exemple, alors que le prix revenant à l'éleveur a diminué

de 5 % depuis 2017, la marge des distributeurs a augmenté de 8 % ; au bout du compte, le prix agricole a diminué, mais les consommateurs paient le lait 4 % plus cher !

Certes, le relèvement du seuil de revente à perte a permis de mettre fin à la spirale déflationniste en magasin, mais la construction du prix ne fonctionne toujours pas : alors que les coûts de production augmentent, les prix payés aux producteurs stagnent voire diminuent. Si les marges sont restaurées, c'est au profit de la seule grande distribution, à l'opposé de ce qu'engendrerait le coefficient multiplicateur que j'ai souvent appelé de mes vœux. Jean Jaurès déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale

« Permettre aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité est un levier essentiel du développement et de la vitalité de nos territoires ruraux ainsi que de la réussite de la transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. »

« La régulation des volumes de production à l'échelle européenne et la lutte contre la concurrence déloyale sont des enjeux décisifs si l'on entend mieux protéger le revenu paysan et lui permettre surtout de progresser de manière significative. »

le 3 juillet 1897 : « C'est vers le financier gaspilleur, vers le bourgeois taquin et avare que va [...] la richesse des champs, des vignes et des bois. » Je crois que ses propos sont toujours d'actualité.

DES AVANCÉES TOUT À FAIT INSUFFISANTES

Malgré la volonté de ses auteurs, que je ne mets pas en cause, la présente proposition de loi ne permettra pas, selon moi, de corriger les graves déséquilibres dans les relations commerciales.

Permettra-t-elle, cependant, de renverser la dynamique actuelle ? Il est permis d'en douter. Elle porte certes quelques mesures intéressantes, comme la création d'un comité de

règlement des différends commerciaux agricoles ou encore la sortie du prix des matières premières agricoles du cadre de la négociation tarifaire entre les industriels et les distributeurs. Mais ces avancées seront insuffisantes : elles n'empêcheront pas d'imposer des prix bas aux fournisseurs paysans afin d'accroître les marges du reste de la filière.

Le texte fait en outre l'impasse sur le renforcement effectif de la prise en compte des indicateurs de coût de production dans les contrats, qui favoriserait une réelle construction du prix en marche avant. On parle certes d'indicateurs de production, mais on renvoie une fois de plus aux interprofessions, alors qu'il faudrait confier un rôle beaucoup plus important à l'Ob-

servatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (OFPM) et à FranceAgriMer.

Enfin, le champ du texte est trop étroit pour ouvrir de nouvelles perspectives au monde agricole. La régulation des volumes de production à l'échelle européenne et la lutte contre la concurrence déloyale sont des enjeux décisifs si l'on entend mieux protéger le revenu paysan et lui permettre surtout de progresser de manière significative.

Quelles seraient les pistes à explorer selon les députés du groupe GDR ? Interdire à l'aval d'acheter des produits agricoles en deçà des coûts de production en France ; étendre la notion de prix abusivement bas aux produits importés ; intégrer la rémunération des paysans dans la définition législative du coût de production ; définir des tunnels de prix qui fluctueraient en fonction de l'évolution des coûts de production.

Permettre aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité est un levier essentiel du développement et de la vitalité de nos territoires ruraux ainsi que de la réussite de la transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Nous craignons que le texte reste, à cet égard, une occasion manquée. ●

UNE NOUVELLE REVALORISATION DES RETRAITES AGRICOLES VOTÉE À L'INITIATIVE DU GROUPE GDR

– proposition du Groupe GDR adoptée à l'Assemblée nationale le 18 juin 2021 –

L'Assemblée nationale vient de voter à l'unanimité la proposition de loi du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, portée par André Chassaigne, pour « assurer la revalorisation des pensions des retraites agricoles les plus faibles ». Elle concerne plus particulièrement les conjointes d'agriculteurs, grandes oubliées de la protection sociale.

Le texte final, amoindri par le gouvernement, n'est cependant qu'une étape vers l'objectif d'aligner la retraite des aides familiaux et conjoints collaborateurs sur celles des chefs d'exploitation, soit à un niveau de 85 % du SMIC à la suite de la proposition de loi adoptée en juillet 2020 à l'initiative d'André Chassaigne, qui sera mise en œuvre au 1^{er} novembre 2021.

Le groupe GDR et ses députés communistes continueront leur combat pour que soit menée à terme cette mesure de justice sociale qui mobilise l'ensemble des organisations syndicales agricoles et l'Association nationale des retraités agricoles de France (ANRAF).

Alors que le montant des retraites des aides familiaux et des conjoints collaborateurs est actuellement de 307 à 604 € selon la durée d'assurance, les avancées adoptées aujourd'hui, avec l'agrément du gouvernement, ne sont pas négligeables : elles accèderont au final une augmentation mensuelle moyenne d'environ 100 €, concernant à des degrés divers deux cent dix mille bénéficiaires, dont deux tiers de femmes.

Un ménage à trois : l'État, LREM et les consultants

Une nouvelle étape dans l'externalisation et la privatisation de l'action publique.

— PAR GÉRARD STREIFF —

Cette trop longue crise sanitaire a été révélatrice de la faillite de l'État. Le Premier ministre a beau répéter que « l'État a tenu », la litanie de ses échecs est connue : pénurie de masques, faiblesse des tests, absence de mesures d'isolement, énorme pression sur l'hôpital, fiasco de l'application numérique, manque de vaccins, lenteur des vaccinations, etc.

L'État n'a pas été à la hauteur et le fonctionnement de la machine étatique a eu des ratés : l'arbitraire de la prise de décision (le fameux conseil de défense), le primat du contrôle sur le service rendu, la défiance envers les élus. Cette faiblesse de l'État est apparue au grand jour quand les Français ont découvert que la gestion de la politique de vaccination, apparemment du ressort de MM. Macron, Castex, Vèran et compagnie, avait en partie été confiée à des groupes de consultants. Il s'agit de quatre cabinets de conseil privés : les cabinets de conseil Accenture et McKinsey et les sociétés Citwell et JLL. Ces groupes ont été chargés de conseiller l'État en matière d'information, d'accompagnement logistique et de distribution des vaccins.

Des commentateurs ont banalisé ce recours, ils l'ont interprété comme un geste un peu précipité d'un État (d'un sommet de l'État) dépassé, qui ne se sentirait plus en mesure d'encadrer l'action en temps de crise. Mais il y a une autre explication possible : cet usage des consultants traduit une conception macronienne de l'État, un État à la mode libérale, où des gestionnaires privés pourraient piloter durablement l'administration.

Comme le dit le politologue Luc Rouban : « On a assisté en fait à une nouvelle étape dans l'externalisation et la privatisation de l'action publique. L'État qu'on voulait stratégique fait appel désormais à des fournisseurs

privés de stratégies clé en main alors même qu'il ne manque pas en interne d'experts, d'inspections, de cabinets et d'autorités en tout genre. »

Ce rabougrissement de l'État a commencé avec Michel Rocard et sa « modernisation de l'administration », il s'est poursuivi avec Nicolas Sarkozy et sa « révision générale des politiques publiques », entre autres ; cette politique s'est appuyée sur une bataille idéologique d'ampleur contre la « bureaucratie » : on a mis en avant des lourdeurs paperassières réelles pour disqualifier en fait toute l'organisation étatique.

« Si l'appel à des cabinets privés n'est pas tout à fait nouveau, ce qui est inédit, c'est non seulement le côté assez systématique de l'utilisation de ces groupes mais aussi le rôle qu'on leur fait jouer et l'extrême proximité politique et idéologique du pouvoir actuel avec ce monde des consultants. »

Cela s'est traduit essentiellement par une réduction des effectifs et des budgets. Avec Macron, on est passé à une nouvelle étape. Si l'appel à des cabinets privés n'est pas tout à fait nouveau, ce qui est inédit, c'est non seulement le côté assez systématique de l'utilisation de ces groupes mais aussi le rôle qu'on leur

« L'État qu'on voulait
stratégie fait appel
désormais à des
fournisseurs privés
de stratégies clé en main
alors même qu'il ne manque
pas en interne d'experts,
d'inspections, de cabinets
et d'autorités
en tout genre. »

Luc Rouban

fait jouer et l'extrême proximité politique et idéologique du pouvoir actuel avec ce monde des consultants.

PRIVATISER L'ÉTAT

Quand Macron a créé LREM, il a été spontanément soutenu par ce milieu-là, qui est un monde puissant, ultralibéral, multinational, combatif et décomplexé. Prenons l'américain McKinsey par exemple qu'Anne-Sophie Mercier, du *Canard enchaîné*, qualifia de « consultant à la place du sultan ». Ce groupe de conseil a un chiffre d'affaires de 35 milliards de dollars, il emploie cinq cent mille salariés dans cent vingt pays (dans sa direction figure Victor Fabius, fils du président du Conseil constitutionnel) ; cette firme entretient de cent manières (on va y revenir) des liens avec la nomenclature macronienne. Elle a une adresse quasi confidentielle sur les Champs-Élysées mais ses comptes sont publiés au Delaware (États-Unis). L'autre américain JLL emploie cent mille salariés dans quatre-vingts pays. Accenture est basé à Dublin (le premier président de France-Accenture est un ami de Martin Hirsch). Citwell est spécialiste de la *supply chain* et un « accélérateur de transformation » (bonjour le jargon!). Ces structures agrègent les dominants de la finance, de l'immobilier et du conseil. Ses membres sont plus branchés HEC et Harvard (et banque) que sortis de l'ENA.

Il y a une réelle porosité de ces deux univers. Les consultants ont soutenu, conseillé, infiltré LREM, ils ont parfois tenu la plume pour rédiger le programme du parti ; et ce dernier a fait de ces managers ses cadres et ses élus.

Ces cabinets de conseil sont intervenus dans la réforme Hôpital, patients, santé et territoires, dite réforme Bachelot qui a créé les agences régionales de santé. L'agence nationale d'appui à la performance est une officine publique qui n'embauche que des consultants pour que les hôpitaux réalisent ce qu'ils nomment des « sauts de performance, d'efficacité ». Mais ce qui est frappant, c'est que les consultants ne se contentent plus de la mise en œuvre de la politique publique, ils interviennent au moment de l'élaboration. L'État sous-traité de plus en plus ses fonctions décisionnelles à des multinationales du conseil. Macron a affirmé qu'il fallait regagner une souveraineté sanitaire, ça commence mal.

Frédéric Pierru, in *Humanité*, 11 janvier 2021.

C'est le cas de Guillaume Kasbarian, consultant PMP, devenu député LREM d'Eure-et-Loire ; de Patrice Amato, député LREM de Seine-Saint-Denis ; ou de Pierre Person, consultant CGI Consulting, député de Paris et membre de l'exécutif de LREM.

Reprenons l'exemple du groupe McKinsey dont le siège parisien est au 90, avenue des Champs-Élysées ; ce groupe a été et reste une véritable pépinière du parti macronien. C'est le cas de Jean-Christophe Pierron (*engagement manager*) ou de Guillaume de Ranieri (*partner*), d'Arthur Muller, de Guillaume Liegey (voir les mails de Wikileaks où tous ces noms apparaissent, ou encore le site Consultor), de Karim Tadjeddine, qui est dans l'organigramme de direction de McKinsey et a travaillé sur le site internet du candidat Macron.

C'est le cas encore de Mathieu Maucort, qui fut directeur adjoint du cabinet de Mounir Mahjoubi.

Le projet partagé des macroniens et des consultants est de privatiser l'État, de faire des hauts fonctionnaires comme des préfets des managers ou des DRH de l'entreprise France, des obsédés de la performance, de la réduction du secteur public et de la fonction publique. On fera remarquer que la ministre de la Transformation de l'État et de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, est l'épouse de Guillaume de Montchalin, consultant BRC (Boston Consulting Group) qui fut un des premiers gourous de l'équipe de LREM dès 2016.

On imagine le genre d'État que rêvent de nous concocter ces gens-là. Dès 1998 la politologue Béatrice Hibou évoquait, dans *La Privatisation des États*, ce phénomène où, disait-elle, une bureaucratie weberienne traditionnelle (serait) de plus en plus supplantée par une bureaucratie libérale. On y est. ●

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIAs) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

« Tribune des généraux » : LCl et la construction sondagière de « l'opinion publique »

Le 11 mai, *Valeurs actuelles* publie sous la forme d'une pétition une tribune de militaires d'active, écrite anonymement en soutien à la « tribune des généraux », déjà parue sur le site de l'hebdomadaire le 21 avril. Nouveau battage médiatique, entretenant le commerce de *Valeurs actuelles* – qui fait son autopromotion dans les grands médias et actualise jour par jour le nombre de visiteurs uniques sur la page de la tribune – et son *business* de la peur.

— PAR ACRIMED —

LA MÉDIATISATION DE LA TRIBUNE À TRAVERS UN SONDAGE

Le 29 avril, la chaîne mobilisait en effet une grande partie de son antenne autour d'un sondage commandé à Harris Interactive, qui prétendait sonder l'opinion des Français au sujet de cette « tribune des généraux ». Un sondage qui révélait en lui-même bien des malversations, mais dont la promotion par LCl, orchestrée notamment par Éric Brunet, l'un des animateurs phares de la chaîne et ancienne plume de *Valeurs actuelles*, a décuplé la nuisance.

De quoi parle-t-on ? Le 21 avril, *Valeurs actuelles* publiait une tribune-pétition signée par « une vingtaine de généraux, une centaine de hauts gradés et plus d'un millier d'autres militaires ». Soutenu

dès le lendemain par Marine Le Pen (qui appelle dans *Valeurs actuelles* ces militaires à la rejoindre), ce texte fustige le « délitement qui frappe notre patrie ». Il parle de « guerre raciale » que mèneraient des « partisans haineux et fanatiques » tenants d'« un certain antiracisme », avant de désigner « l'islamisme et les hordes de banlieue ». Les militaires formulent l'injonction au pouvoir politique de procéder à « l'éradication de ces dangers » avant de brandir la menace d'une intervention militaire : « Nous, serviteurs de la Nation, [...] ne pouvons être devant de tels agissements des spectateurs passifs. [...] [S]i rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active. » Menace séditieuse

redoublée à la fin du texte : faute d'action, « la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers ».

Cette tribune d'abord superbement ignorée par les grands médias devint un « sujet » à part entière, réellement digne d'intérêt quand le gouvernement a finalement décidé de l'inscrire à son agenda. Il a fallu donc attendre près d'une semaine pour que l'appel des généraux soit « porté au débat » dans les grands médias et, plus précisément, indexé dans le catalogue des « polémiques » médiatiques. Aussi est-ce en guise de contribution à « l'information » que LCl a décidé de sonder l'opinion sur cette tribune, en confiant cette tâche à l'institut Harris Interactive.

Le sondage est exemplaire de la production de ces « artefacts dépourvus de sens » dont parle Pierre Bourdieu dans sa conférence « L'opinion publique n'existe pas ». Réalisée sur un échantillon de 1 613 personnes, l'étude comporte un préambule édifiant : les sondés sont d'abord interrogés sur leur connaissance du dossier – ont-ils « entendu parler » de la tribune publiée par *Valeurs actuelles*. 36 % des sondés répondent négativement et 26 % déclarent qu'ils « ne voient pas précisément ce dont il s'agit ». Autrement dit, une majorité de sondés répondent qu'ils ne savent pas de quoi il est question. L'histoire aurait donc pu (dû) s'arrêter là : à quoi bon sonder une « opinion » sur un sujet que près de deux tiers des sondés déclarent ne pas connaître – du tout ou « précisément » ?

Mais les artefacts n'effraient pas les sondologues, qui préfèrent s'autolégitimer en tirant la couverture du « bon » côté : aussi cette première séquence est-elle surmontée d'un titre avantageux, pointant que « 64% des Français déclarent avoir entendu parler de la tribune publiée par des militaires sur le site de *Valeurs actuelles* ». Harris Interactive additionne ainsi les 38% déclarant qu'ils en ont entendu parler et voient précisément ce dont il s'agit, et les 26% qui en ont entendu parler, sans pour autant voir précisément ce dont il s'agit. Le miracle est accompli... et ne pose visiblement aucun problème méthodologique ou déontologique. Le 30 avril, *Frustration* a interrogé à ce sujet l'auteur du sondage, Jean-Daniel Lévy, qui répond doctement : « Il n'y a pas de règle idéale. Cela ne fait pas de très grande différence, que les personnes en aient entendu parler ou pas, on effectue une mise à niveau. »

Une « mise à niveau » censée « résumer les enjeux », non un certain nombre de biais que l'on peut observer : « Une vingtaine de généraux à la retraite de l'armée française, une centaine de hauts gradés et plus d'un millier d'autres militaires

que l'on prétend solliciter. Par exemple, des éléments entourant la publication de la tribune [*Valeurs actuelles* a choisi le 21 avril 2021, soit les 60 ans, jour pour jour, du putsch des généraux d'Alger] ou concernant le statut de la parole publique

« C'est entre personnes majoritairement convaincues du bien-fondé de la "tribune des généraux", et d'accord entre elles sur les constats politiques qu'elle pose, que ce faux débat se déroule. Le tout sur la base d'une présentation mutilée d'un sondage, commandé par la chaîne. »

ont signé une tribune publiée sur le site de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*. Adressée au président de la République, au gouvernement et aux parlementaires, elle dénonce le « délitement » de la France du fait « d'un certain antiracisme », de « l'islamisme et des hordes de banlieue » et de la politique de maintien de l'ordre portée par le gouvernement, notamment lors des manifestations des gilets jaunes. Ils les mettent en garde d'une intervention de l'armée qui agirait d'elle-même pour rétablir l'ordre. Soutenez-vous ou non les militaires qui ont signé cette tribune ? »

Passons sur les euphémismes et les « épouvantails » présentés à « l'opinion » sans être assortis de la moindre définition : leur usage médiatique courant semble faire office de gage scientifique... Passons également sur le nombre de considérants qui auraient pu être ajoutés à cet énoncé afin d'éclairer un jugement

des militaires... Reste que 58% « des Français » déclarent soutenir (« tout à fait » ou « plutôt ») les militaires.

Et Harris Interactive est allé plus loin, se fendant ensuite d'un volet « contextuel » : les sondés ont dû se prononcer de manière binaire (« d'accord »/« pas d'accord ») sur un ensemble d'énoncés « sécuritaires ». Exemples : « La société française est en train de se déliter » ; « Dans certaines villes et certains quartiers les lois de la République ne s'appliquent pas » ; « En France, la violence augmente de jour en jour » jusqu'à... « La France connaîtra prochainement une guerre civile ». Des énoncés qui appellent deux remarques : 1) Ils distinguent et reprennent des « phénomènes » qui sont précisément ceux que les militaires ont choisi de mettre en avant dans leur tribune. Énoncés qui sont en outre formulés (en grande partie) dans les termes mêmes de la tribune des militaires : « délitement » de la France, « guerre civile », etc. 2) Ils juxtaposent ces énoncés, créant une toile de fond qui correspond au récit de cadrage général choisi par les militaires. Convenons que les réponses donnent quelques indices, et pas plus, mais à condition de ne pas frauder leur présentation. ▶▶

« L'émission Brunet Direct est symptomatique de la faillite du journalisme d'information, neutralisé par les commentaires envahissants du présentateur et de la manipulation de l'information elle-même. »

► LCI : UNE PROMOTION EN GRANDE POMPE DU SONDAGE-MAISON

En effet, ces multiples biais – pour ne pas dire malversations – auraient dû inviter la rédaction de LCI et les autres médias à la plus grande prudence. Pour les seconds, *Frustration* a documenté combien le sondage « est [...] devenu en un rien de temps une preuve politique du soutien populaire à l'appel au putsch », tant BFM-TV, RT, Atlantico, Radio Classique et une partie de la presse régionale l'ont relayé sans prendre la moindre pincette. Mais sa promotion en grande pompe revient d'abord et avant tout à la chaîne commanditaire. Le 29 avril en effet, LCI a ventilé les « conclusions » du sondage sans aucune précaution et sollicité l'opinion des commentateurs à leur propos. Du matin jusqu'au soir. On trouve une première apparition du sondage dès 6 heures du matin, à la fois dans un article de synthèse publié sur le site, et à la télé, pendant le journal d'information. Si l'article mentionne *a minima* que seuls « 38% [des personnes interrogées] voient précisément de quoi il s'agit », ce n'est absolument pas le cas du sujet diffusé à l'antenne, où aucun

de l'armée : ils sont plus de 80% à s'inquiéter des zones de non-droit et à ressentir une montée de la violence. » Emballé, c'est pesé ! Et il en est allé de même tout au long de la journée, où présentateurs et journalistes n'ont eu de cesse de recueillir l'avis des commentateurs sur le sondage en particulier, et sur la tribune en général. Un défilé en famille, tant le gâteau des invités s'est très majoritairement découpé entre la droite et l'extrême droite.

ÉRIC BRUNET, OU LA MORT DU JOURNALISME D'INFORMATION

L'émission Brunet Direct est symptomatique de la faillite du journalisme d'information, neutralisé par les commentateurs envahissants du présentateur et de la manipulation de l'information elle-même. La place accordée aux « invités » – en plateau, en duplex ou en rediffusant des extraits d'interviews – est éloquente. Se sont succédé Thierry Mariani (RN), Guillaume Perrault (rédacteur en chef du FigaroVox) et Raphaëlle Rémy-Leleu (EELV), Rachida Dati (LR), Hervé Grandjean (porte-parole du ministère des Armées), Marion Maréchal Le Pen, Jean Castex (LR/Premier ministre), Julien

« tribune des généraux », et d'accord entre elles sur les constats politiques qu'elle pose, que ce faux débat se déroule pendant plus d'une heure. Le tout sur la base d'une présentation mutilée d'un sondage, commandé par la chaîne, dont Éric Brunet chante régulièrement les louanges : « Voilà la question qui a été posée aux Français : "Soutenez-vous les militaires qui ont signé cette tribune ?" Et là, patatras ! On a été nous les premiers étonnés ! Nous sommes à LCI ceux qui ont commandé ce sondage : 58% des personnes interrogées – et elles sont nombreuses, ce n'est pas un tout petit sondage qu'on a fait, c'est un sondage ambitieux – ont répondu : "Oui, nous soutenons ces militaires." Ça veut dire que toute la communication du gouvernement [...] pour montrer qu'ils étaient fascistes, factieux, putschistes, etc., n'a pas été d'une efficacité subjuguante. » Il ne précisera jamais au cours de l'émission que 62% des sondés n'avaient jamais entendu parler de la tribune ou ne voyaient pas précisément ce dont il s'agissait.

Quelques minutes plus tard, il enchaîne : « Voilà donc un sondage, que LCI a demandé hier à Harris Interactive, une grande maison de sondeurs. [...] Regardez les autres questions que nous leur avons posées, par exemple sur le délitement. [...] 73% de Français considèrent que la société est en train de se déliter. Voilà. Alors ça, ce n'est quand même pas anodin. Deuxième questionnement que nous leur avons soumis [...] : 45% des Français considèrent que le pays connaîtra prochainement une guerre civile. Je ne sais pas trop ce que ça veut dire. Je ne sais pas trop ce que ça veut dire [*sic*]. Y a-t-il du rationnel derrière tout cela ou pas ? En tout cas c'est un chiffre très inquiétant qui montre le niveau d'inquiétude des Français, non pas sur des questions traditionnelles qui sont le chômage, est-ce que vous aurez une meilleure vie plus tard [...], non non ! Là ce qui est intéressant, c'est qu'ils pensent qu'il y aura une guerre civile ou quelque chose. »

Un festival de commentaires au marteau-pilon. Le chômage ne faisant en outre pas partie des énoncés soumis à

« Une majorité de sondés répondent qu'ils ne savent pas de quoi il est question. [...] Alors à quoi bon sonder une "opinion" sur un sujet que près de deux tiers des sondés déclarent ne pas connaître – du tout ou "précisément" ? »

élément de distanciation n'est évoqué, ni même mentionné le préambule du sondage. Pire encore : le sujet télé en extrapole les résultats en les juxtaposant à deux micros-trottoirs, axés quant à eux sur la liberté d'expression des militaires, soit une question différente de celle que pose le sondage lui-même. Le gloubi-boulga se concluant ainsi : « Ces sujets préoccupent les Français, même s'ils ne sont pas favorables à l'intervention

Odoul (RN). Puis second plateau avec un général signataire de la tribune, Emmanuel de Richoufftz, Yaël Braun-Pivet (LREM), et Charles Beigbeder. Ensuite rediffusion d'extraits de l'interview d'Édouard Philippe (LR) sur RTL. Un pluralisme à toute épreuve ! Ce que soulignera d'ailleurs la seule intervenante de gauche sur les treize interlocuteurs C'est donc entre personnes majoritairement convaincues du bien-fondé de la

la cote de préoccupation « des Français », le fait que le phénomène ne soit pas mentionné dans les résultats est d'une surprise renversante. En revanche, aux yeux d'Éric Brunet, rien de renversant à sonder un échantillon de personnes sur la prédiction d'une « guerre civile ». Quant au commentaire de cet exercice de divination, c'est visiblement une entreprise très journalistique : « Quand vous en avez un sur deux, ça dépasse la notion de propos de bistrot. Ce n'est pas "Ouais ouais, tu vas voir, on aura une guerre civile un de ces 4 !" Ça, c'est une chose. Quand il y a un sur deux qui vous disent qu'il va y avoir une guerre civile... »

La tribune ? « Un peu raide dans l'expression. » Seulement ? « Ça n'a rien d'un putsch, ça n'a rien de factieux. » L'affaire ? Des « proportions totalement absurdes ». Les diverses réactions politiques ? Des « délires ». Les sanctions contre les militaires ? « Totalement excessif et disproportionné. Ce qu'ils disent, c'est ce que des millions de Français disent sur l'état du pays chaque jour », déclare Guillaume Perrault, avant d'opérer un retournement dont seuls sont capables les polémistes les plus audacieux, quand ils sont gagnés par le complotisme : « Toute cette affaire, on sait très bien comment elle a commencé.

c'est une tribune putschiste. » Les soldats menaçant d'une opération de force ? « C'est d'autant plus amusant qu'ici même, dans ce studio, combien de fois avons-nous évoqué l'hypothèse de l'intervention de l'armée ! » C'est très « amusant » en effet ! Et tellement attrayant, comme le montre la première question à Julien Odoul (RN) : « Est-ce que c'est un joli coup pour Marine Le Pen que d'avoir apporté d'emblée son soutien à ces généraux pétitionnaires ? » Et tellement séduisant, vu l'extrême bienveillance avec laquelle l'hôte accueille « en exclusivité » Emmanuel de Richouftz, l'un des généraux signataires qui remercie cette vaste escroquerie médiatique en fin d'émission : « La population nous suit. Votre sondage est très significatif à cet égard. Et je pense que le peuple français a bien compris les enjeux. » La boucle est bouclée. Deux heures plus tard, une partie de son interview sera d'ailleurs rediffusée au JT de 13 heures de TF1 (autre chaîne du groupe Bouygues), dont le sujet se conclut sur le sondage de LCI : « Des conseils de discipline auront lieu dans les prochains jours. En attendant, selon un sondage, six Français sur dix soutiennent les militaires signataires. » Cette séquence est exemplaire du climat dans lequel évolue le débat public et médiatique actuel. Un journalisme de commentaire permanent, où dominent l'éditorialisation et l'« opinion », délestées de toute épaisseur et de toute rigueur quand on sollicite l'opinion de personnes sur un objet dont elles-mêmes déclarent ne pas avoir entendu parler, ou ne pas connaître précisément. Avant que cette « opinion » – qui n'existe pas – fasse à son tour l'objet de commentaires pendant des heures sur la chaîne d'information qui l'a coproduite (et jusque dans les JT de TF1, appartenant au même groupe). Le tout mis en scène dans des « débats » réservés aux diverses variétés de la droite et de l'extrême droite, auxquelles les animateurs déroulent le tapis rouge – quand ils n'en sont pas tout simplement les sympathisants. ●

« Un sondage qui révélait en lui-même bien des malversations, mais dont la promotion par LCI, orchestrée notamment par Éric Brunet, l'un des animateurs phares de la chaîne et ancienne plume de *Valeurs actuelles*, a décuplé la nuisance. »

Et d'en remettre une couche encore plus tard : « Je voudrais vous montrer un sondage que nous avons commandé nous, LCI, hier, à l'institut de sondage Harris Interactive, maison très sérieuse. On n'a pas demandé un petit sondage sur 33 Français, hein. On a demandé *the big one*. Sur un échantillon très très large. Regardez d'abord la première réponse sur la question du délitement de la société française qui est d'ailleurs un des éléments évoqués par ces généraux. [...] Et sur les généraux, regardez bien, c'est assez incroyable. Soutenez-vous les militaires qui ont lancé cette tribune ? Oui à 58%. 58% des Français votent oui ! C'est absolument édifiant. » À noter qu'aucun invité en plateau ou en duplex n'aura l'illumination de questionner les conditions de fabrication du sondage, ses biais et ses limites.

Une analyse percutante, qui vaut au moins celle du rédacteur en chef du FigaroVox.

C'est une manipulation très habile de Mélenchon qui a hyper communiqué sur cette affaire, qui, sinon, serait passée comme une lettre à la poste. Et qui tombait providentiellement pour lui pour masquer son embarras face au terrorisme islamiste, puisque c'était pile au moment de l'attentat de Rambouillet. Je dis bravo l'artiste à Mélenchon, mais je dis aussi qu'électoralement, ça sera une perte. Ce qui me paraît grave c'est de nier ces évidences. » Et d'insister : « Cette affaire, qui serait restée assez anecdotique, a été montée en épingle par Mélenchon, qui sait faire ça très habilement. Et ça a pris des proportions absolument risibles. C'est une histoire totalement ridicule. »

Le tout couronné par Éric Brunet, un « présentateur » qui, loin de jouer un rôle d'arbitre, n'essaie même pas de sauver les apparences et éditorialise sans retenue : « On fait semblant de croire que

Mayotte, territoire français ?

Ces dernières années, l'île de Mayotte a plusieurs fois occupé l'actualité hexagonale. Pénurie d'eau, violences endémiques, tensions communautaires, situation sanitaire préoccupante, échec scolaire... Tous les éléments sont présents pour faire de l'île comorienne une poudrière.

— PAR **DAMIEN GAUTREAU*** —

L'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, se trouve à près de 8 000 km de la France, entre le Mozambique et Madagascar. L'île est administrée par le gouvernement français qui la considère comme son 101^e département. Pourtant, Mayotte cumule les mauvais records et un contentieux persiste sur son appartenance. On peut donc se demander pourquoi la France s'obstine à conserver ce vestige de son empire colonial.

LES DERNIERS DE LA RÉPUBLIQUE

Mayotte, si on la considère comme un département français, se classe à la dernière place dans bien des domaines. On y trouve le produit intérieur brut par habitant le plus faible du pays, avec seulement 9 241 euros en 2018 contre 22 359 pour la Réunion et 38 900 pour la Seine-Saint-Denis.

Selon l'INSEE, la moitié de la population de Mayotte a un niveau inférieur à 3 140 euros par an et 80 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux de chômage y est de 27 % en 2017. Pourtant, les minima sociaux ne sont toujours pas alignés sur ceux de la France.

« Mayotte rappelle le passé colonial et les relents néocoloniaux de la France. »

En 2021, le RSA y est de 282 euros pour une personne seule contre 565 euros en France métropolitaine. De même le salaire minimum n'est qu'à 7,74 euros brut de l'heure contre 10,25 au niveau national. Difficile donc de sortir de la précarité, d'autant que tous les produits sont plus chers sur l'île dans la mesure où ils sont importés. Le gouvernement ne prévoit pourtant le rattrapage que pour... 2030. L'île détient aussi le plus faible taux de réussite au baccalauréat : 71,49 % en 2019 contre 88,1 % au niveau national. C'est donc le territoire français le moins diplômé avec 68,5 % des habitants peu ou pas diplômés contre 28,4 % au niveau national.

Sur le plan sanitaire, là encore, la situation est unique. Des maladies disparues en France, comme la lèpre ou la tuberculose, circulent toujours sur l'île. Le nombre de médecins est insuffisant, on en dénombre que 79,9 pour 100 000 habitants à Mayotte contre 237,7 en Lozère et 399,2 dans les Hauts-de-Seine. L'hôpital et les dispensaires sont saturés, d'autant que Mayotte affiche des records de naissance. Difficile donc de trouver un lit ou même d'avoir un rendez-vous médical.

REVENDIICATIONS COMORIENNES

La présence française dans l'océan Indien est contestée. L'île de Tromelin est revendiquée par l'île Maurice, alors que les îles Éparses (Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India et Europa) sont, elles, revendiquées par Madagascar. Ces îles sont inhabitées mais, pour Mayotte, le cas est bien particulier. Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande Comore étaient les quatre îles de la colonie des Comores. Elles partagent la même langue, la même religion, la même culture. La France ne décide de décoloniser le territoire qu'au début des années 1970. C'est en décem-



Panneau moroni.



Femme mayotte

© photos Damien Gautreau

« La région recèle de nombreuses ressources, tant halieutiques qu'énergétiques. »

bre 1974 qu'une consultation est organisée par la puissance coloniale sur les quatre îles qui composent cet archipel. Le résultat est sans appel : 94,88 % des suffrages exprimés sont favorables à l'indépendance. Mais si on regarde au cas par cas, île par île, seuls 34,53 % des suffrages exprimés à Mayotte sont en faveur de l'indépendance. La France, qui souhaite conserver des possessions dans l'océan Indien, a tout fait pour arriver à ce résultat, notamment en laissant agir les « chatouilleuses » et les « bastonneurs ». Les premières empêchent les militants indépendantistes de s'exprimer en les chatouillant. Les seconds, plus violents, agressent physiquement les militants et les expulsent de l'île.

En l'absence de débats démocratiques sur une île au fonctionnement tribal et où un grand nombre des habitants sont illettrés, il fut donc facile d'influencer les 16 109 électeurs.

L'ONU met alors en garde la France sur la nécessité de respecter l'intégrité du territoire comorien, comme cela se fait pour les autres colonies qui accèdent à l'indépendance. Mais la puissance coloniale s'obstine et organise une nouvelle consultation, uniquement à Mayotte, en janvier 1976. L'Union des Comores a déjà proclamé son indépendance, le 6 juillet 1975, sur la base des résultats de la consultation et en revendiquant les quatre îles de l'archipel. Elle ne reconnaît donc pas le référendum de 1976, à l'instar de l'ONU. La France est alors condamnée par plus de vingt résolutions différentes pour son annexion de l'île de Mayotte. C'est d'ailleurs au sujet de Mayotte que la France utilise seule, pour l'unique fois de son histoire, son droit de veto au conseil de sécurité, en 1976 justement. Depuis, l'Union des Comores, appuyée par la Ligue arabe et l'Union africaine, n'a de cesse de réclamer la souveraineté sur Mayotte ; la France, quant à elle, fait la sourde oreille.

QUEL INTÉRÊT POUR LA FRANCE ?

Face à l'important retard de développement de Mayotte et aux revendications de l'Union des Comores, on peut s'interroger sur la pertinence de conserver le territoire. De plus, l'île est en proie aux violences, en particulier intercommunautaires. Les Mahorais accusent les migrants des autres îles de l'archipel d'être responsables de tous les maux de l'île. Des « collectifs citoyens », ouvertement xénophobes, font pression sur les pouvoirs publics pour augmenter le nombre d'expulsions de migrants dits « clandestins ». Dans le même temps, des milices s'organisent, faisant justice ►►

« Mayotte, au cœur du canal du Mozambique, occupe une position privilégiée. »



Habitation mayotte.



Gendarmerie Petite-Terre.

© photos Damien Gautreau

« L'Union des Comores, appuyée par la Ligue arabe et l'Union africaine, n'a de cesse de réclamer la souveraineté sur Mayotte ; la France, quant à elle, fait la sourde oreille. »

elles-mêmes ou se livrant à des « décasages ». Cette pratique consiste à expulser de force, et en pleine nuit, une famille considérée comme « illégale » de son logement et de détruire celui-ci. Pas étonnant donc que les résultats aux élections du parti d'extrême droite (FN puis RN) soient en progression et parmi les plus élevés de France : 27,3 % au premier tour en 2017.

Pourtant, l'île a bien des atouts. Elle se trouve sur une route stratégique, indispensable au commerce mondial. Mayotte, au cœur du canal du Mozambique, occupe donc une position privilégiée. Elle abrite d'ailleurs un régiment de la légion étrangère et peut accueillir navires et avions de guerre si besoin. La France a aussi installé un centre

d'écoute qui lui permet de surveiller l'ensemble de l'océan Indien et une bonne partie du continent africain. La région recèle aussi de nombreuses ressources, tant halieutiques qu'énergétiques. D'importants gisements gaziers y ont été découverts ces dernières années. Avec les îles Éparses, Mayotte permet à la France de contrôler l'intégralité du canal du Mozambique et de s'affirmer comme une puissance maritime incontournable au niveau planétaire avec, rappelons-le, la deuxième plus grande zone économique exclusive au monde. Vu la faiblesse des investissements français à Mayotte, cette position se paie à un moindre coût et la sixième puissance militaire au monde ne semble pas prête à rétrocéder le territoire. Pas

dans son intégralité en tout cas. La concentration des infrastructures et des activités sur Petite-Terre, qui est pourtant bien moins peuplée que Grande-Terre, a en effet de quoi interroger. Le gouvernement comorien serait probablement disposé à accepter une rétrocession partielle lui permettant de s'afficher victorieux et ménageant les intérêts français. Ainsi, un terrain d'entente pourrait être trouvé et permettrait à la France de montrer qu'elle respecte le droit international.

Mayotte semble être un caillou dans la chaussure de la France avec son retard économique et ses tensions sociales. Elle rappelle le passé colonial et les relents néocoloniaux de la France. Celle-ci ne peut faire la leçon à la Russie au sujet de la Crimée ou à la Turquie au sujet de Chypre, alors qu'elle-même administre illégalement ce territoire de l'océan Indien. La rétrocession – même partielle – semble, à terme, inévitable et on peut s'interroger sur les modalités de celle-ci mais aussi sur les mouvements de population qu'elle risque d'engendrer. ●

*Damien Gautreau est professeur d'histoire-géographie.

Cause ★ commune

vous propose...
à l'occasion du centenaire du PCF
3 numéros exceptionnels !



Je souhaite recevoir exemplaire(s) du lot des numéros (14/15, 19 et 20)
de **Cause commune** 2020 • prix 25 € (+ 4 € de frais de port)

À RÉGLER par chèque bancaire ou postal (France uniquement)

à l'ordre de : Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE :

6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

La parole dit-elle toujours le vrai ?

L'une des plus fortes figures de l'aliénation, le paternalisme, c'est la confiscation de la parole par ceux qui prétendent, parfois en toute bonne conscience, parler au nom et à la place de certains autres.

— PAR JEAN-MICHEL GALANO* —

La libération de la parole est souvent présentée comme l'une des « grandes causes » de ce siècle, voire comme un acquis définitif et indiscutable. Femmes opprimées, minorités discriminées, personnes soumises, dans des contextes très divers, à l'omerta ou à la loi du silence : de plus en plus, des voix se font entendre, des expressions imprévues et dérangeantes font entrevoir, en de nombreux domaines, l'envers du décor. C'est une évolution très positive, mais non exempte de risques et de périls. Au terrorisme du silence, ne substituons pas celui du monologue.

LA PAROLE COMME EXPRESSION

Certains se souviennent peut-être du film de Gleb Panfilov, *Je demande la parole* : c'étaient là les derniers mots du film, prononcés par cette ouvrière enfin résolue à exprimer en public, dans le cadre d'une réunion de tous les personnels, son mécontentement et ses exigences. Telle est la revendication : le passage de la sphère privée ou limitée (le couple, la famille, les copains et copines) à la sphère publique, celle où il n'y a plus que des collègues, des supérieurs hiérarchiques, des luttes et des enjeux de

pouvoir, enfin, ultimement, des camarades. Prendre la parole, en ce sens, c'est ne pas en laisser le monopole à d'autres. L'une des plus fortes figures de l'aliénation, le paternalisme, c'est la confiscation de la parole par ceux qui prétendent, parfois en toute bonne conscience, parler une bonne fois pour toutes au nom et à la place de certains autres. Prendre la parole suppose une intention délibérée et une prise de risque. Le phi-

la personne qui s'exprime s'ouvre à la confrontation : l'ouvrière, qui a décidé de dire clairement ce qui, selon elle, ne va pas, s'attend à ce qu'on lui réponde, qu'on la contredise, et elle a probablement anticipé les objections auxquelles elle aura à répondre à son tour. Cela s'appelle la négociation. Cela s'appelle le dialogue. Et ce n'est pas sans raison que Lev Vygotski considérait que la pensée réfléchie est une intériorisation du dialogue.

« Faire coïncider ce que la personne dit avec ce qu'elle veut dire, tel est l'enjeu du processus d'écoute. »

losophe allemand Husserl, fondateur de la phénoménologie, souligne au début des *Recherches logiques*, que ce qui caractérise une expression, au sens logique du terme, c'est d'être un énoncé porteur d'une valeur de vérité, c'est-à-dire prétendant que quelque chose est vrai ou ne l'est pas. Mais, du même coup,

La parole articulée, comme la pensée claire, est un dépassement : elle laisse derrière elle les ténèbres du vivant et le demi-jour du vécu, pour accéder à la pleine clarté du langage partagé et de la vie sociale, où les désaccords même les plus vifs se disent de façon dépassionnée. Le langage, à condition que cha-

« Dans une société capitaliste en crise où l'accès à l'éducation, à la culture, aux institutions médiatiques et éditoriales, est contrôlé par les puissances d'argent, il serait bien étonnant que la libération de la parole aille de soi. C'est un chemin escarpé et semé d'embûches. »

cun puisse en avoir la maîtrise, est une structure de dialogue et d'échange, un élément dans lequel tous sont à égalité. Encore faut-il effectivement en avoir la maîtrise, y avoir eu véritablement accès, et cela pose tout le problème de l'éducation. La confiscation de la parole est un fait social historiquement constitué, au même titre que la propriété privée et le patriarcat.

LA PAROLE COMME SYMPTÔME

Husserl distingue donc les *expressions*, paroles et signes conventionnels consciemment utilisés par quelqu'un qui pose ou déclare quelque chose dans un espace de dialogue, et toutes les *extériorisations*, signes que l'on émet, comme le dit si joliment une locution française, à *son corps défendant*. Prenons un exemple : un homme politique s'exprime devant les médias ; il dit un certain nombre de choses, propositions, réfutations, engagements, explications... Ce sont là des *expressions*, avec lesquelles son auditoire sera d'accord ou non, auxquelles on peut avoir envie de répondre et ainsi d'engager le débat. Mais, en même temps, il peut arriver (en fait il arrive toujours) que cet homme politique envoie, à *son corps défendant*, un certain nombre de signes qui lui échappent et dont il n'a pas la maîtrise, qui sont donc des *symptômes* : il a l'air fatigué, il est sur la défensive, il a l'air d'aimer les

caméras... L'appréciation de l'auditoire sera toujours fonction des deux ensembles porteurs de sens, expression et extériorisation, sens consciemment donné et sens inconsciemment manifesté, et de l'éventuelle discordance entre les deux. Avoir l'air sincère n'est pas un petit plus dans une argumentation ! Autre exemple : on sait bien que rares sont les parents qui donnent à leurs enfants de mauvais conseils. Mais les enfants écoutent les bons conseils, remarquent éventuellement les mauvais exemples et concluent tout seuls de l'éventuelle contradiction entre les deux...

LA CULTURE JUDÉO-CHRÉTIENNE DE L'AVEU

Le fait est que dans une histoire multi-séculaire, si la parole citoyenne réservée aux élites ecclésiastiques et nobiliaires était respectée, valorisée et placée, de Platon à Tocqueville, au fondement même de la citoyenneté, la masse des humains était considérée comme non fiable, menteuse et dépourvue de tout autre souci que de celui de ses « appétits égoïstes ». Platon parle des *épithumiai* (pulsions) à la fois insatiables et contradictoires entre elles, pour caractériser les désirs tant de la foule que de ceux qui s'agitent au tréfonds de toute âme, que chez les meilleurs l'éducation dépasse et que chez les autres la police (les « gardiens ») réprime. Machiavel pose une fois pour

toutes en axiome la « méchanceté » des hommes. Quant à la pensée politique anglaise, elle représente volontiers le peuple comme un « monstre aux cent têtes », et ce n'est pas pour rien que Hobbes crée la fiction du Léviathan, monstre répressif tout aussi terrifiant, Bentham lui ajoutant dans un autre domaine « cent yeux » destinés à tout voir et donc à tout prévenir...

Pourtant, dans ce contexte hautement répressif totalement fermé à l'écoute des humbles et des réprouvés, le judaïsme et surtout le christianisme vont valoriser *l'aveu*. À partir du moment où la diversification des activités laborieuses et les différenciations sociales entraînent un certain recul des modes de vie communautaires au profit de la vie privée, le besoin se fait jour pour ces communautés, Églises et États naissants, de s'assurer le contrôle des âmes et des cœurs. Le mot anglais pour « aveu », c'est *confession*. Pour s'assurer de la sincérité d'un témoignage ou de la crédibilité d'un contractant, des pratiques sociales se mettent en place : serment (souvent la main sur le cœur), plantation d'arbres, tatouages, et aussi les aveux et autres déclarations solennelles, entou-

« Au terrorisme du silence, ne substituons pas celui du monologue. »

rés d'une sorte d'auréole sacrée. Il est intéressant de voir que Nietzsche, soi-disant pourfendeur des « ombres de Dieu », fait de la promesse et du serment, au début de la deuxième dissertation de la *Généalogie de la morale*, un propre distinctif de l'humanité. Intéressant aussi de voir comment, dans les pays protes- ►►

« La confiscation de la parole est un fait social historiquement constitué, au même titre que la propriété privée et le patriarcat. »

► tants, l'administration des serments (par exemple par les *commissioners for oaths* en Grande-Bretagne) est partie intégrante de la fonction notariale.

Si les protestants (Nietzsche est fils et petit-fils de pasteurs) ont surtout valorisé le serment, les catholiques ont quant à eux surtout privilégié l'aveu. Dès avant l'Inquisition, l'aveu est non pas une expression, promotion de l'individuel au social, mais tout au contraire une extériorisation, brèche par laquelle une autorité supérieure peut s'engouffrer dans l'intimité de l'individu. L'aveu est toujours extorqué à un individu solitaire, désarmé, dans le rapport le plus inégal qui soit. Tout aveu a pour corrélat un voyeur, ou du moins une instance pas nécessairement personnelle, mais qui voit, qui enregistre et qui s'approprie. Tout aveu est aveu de faiblesse, abus de faiblesse. Michel Foucault, au-delà de ses partis pris nietzschéens, a bien analysé cet aspect des choses. L'aveu, et nul besoin d'insister sur la façon dont il est souvent obtenu, est l'exact contraire d'une parole libérée et libératrice.

**LIBÉRATION DE LA PAROLE
OU BANALISATION
DE L'IRRESPONSABILITÉ ?**

Nous vivons dans des sociétés incroyablement contrastées, où les acquis les plus modernes de la révolution numérique coexistent de façon préoccupante avec les survivances les plus rétrogrades, où les potentialités émancipatrices se retrouvent parfois atrocement dévoyées. Les monstres évoqués par Gramsci qui

s'agitent dans cet entre-deux ne sont pas moins terrifiants que le Léviathan de Hobbes. Ils ont même sur lui la supériorité de passer inaperçus. L'un des enseignements, pas vraiment tirés, du fiasco judiciaire d'Outreau, est que la parole, même quand elle est spontanée, sincère, non interprétée, n'est pas forcément vraie. Ce n'est pas parce que l'on ne ment pas qu'on dit la vérité. La parole spontanée n'est pas encore une expression. C'est une extériorisation, qui brasse de l'affectif, du fantasmatique, de l'onirique. Elle n'est pas vraie, mais elle est réelle, et à ce titre elle contient du vrai, un vrai que seul un travail d'interprétation peut extirper de sa gangue. À Outreau, on a vu et entendu des enfants

« L'aveu est l'exact contraire d'une parole libérée et libératrice. »

cauchemarder à voix haute. Ils souffraient vraiment. Ils ne disaient pas le vrai. Ce n'est pas parce que le fantasme est réel que la réalité est fantasmatique ! Les psychiatres ont souvent affaire à des patients « logorrhéiques », c'est-à-dire qui parlent tout le temps. Mais dans le délire du logorrhéique, ils savent (en

général) repérer des thèmes, des constantes, les fils emmêlés d'une biographie personnelle.

Autant dire qu'il ne faut surtout pas remplacer le terrorisme qui déniait aux humbles le droit à la parole par un terrorisme symétrique faisant de toute parole une vérité. Le réel n'est pas encore le vrai. Il est le réel et c'est déjà considérable, mais son sens est hors de lui. Prendre le réel brut pour vérité achevée, n'est-ce pas renouveler cette sacralisation dont, déjà chez les Grecs, les cris de la Pythie faisaient l'objet, ou cette sacralisation plus proche de nous dont se sont nourries, depuis l'affaire Calas, tant d'erreurs judiciaires ? Prendre la parole, particulièrement quand il s'agit de sujets aussi intimes que la sexualité suppose parfois énormément de courage et impose aux écoutants rigueur, tolérance et respect. La parole spontanée est souvent, à tous les sens du terme, une parole *déplacée*. Faire coïncider ce que la personne dit avec ce qu'elle veut dire, tel est l'enjeu du processus d'écoute.

Et c'est aussi l'enjeu du processus éducatif comme de tous les apprentissages visant à l'émancipation. Car enfin ce n'est pas seulement la parole qu'il s'agit de libérer. Dans une société capitaliste en crise où l'accès à l'éducation, à la culture, aux institutions médiatiques et éditoriales, pour ne parler que de celles-là, est contrôlé par les puissances d'argent, il serait bien étonnant que la libération de la parole aille de soi, si l'on met à part la parole raciste qui, ces dernières années, s'est libérée sans problèmes ! Ce n'est pas un miracle devant lequel on devrait s'émerveiller, c'est un chemin escarpé et semé d'embûches. C'est en le suivant avec précaution qu'on se donnera les moyens de l'élargir. ●

•Jean-Michel Galano est agrégé de philosophie.

Les secrétaires régionaux du PCF, du tournant antifasciste à l'interdiction du parti (1934-1939)

Histoire sociale du politique, la thèse de Dimitri Manassis se veut au croisement de plusieurs approches, mobilisant aussi bien les travaux historiques que ceux de la sociologie, de l'anthropologie ou des sciences politiques.

Elle se situe résolument dans la poursuite des travaux récents plaçant les acteurs au centre de la problématique.

— PAR **DIMITRI MANASSIS*** —

Conçue comme une biographie collective, cette thèse étudie les secrétaires régionaux du Parti communiste français. Le secrétaire régional est un militant qui, théoriquement choisi parmi les militants locaux, avec l'aval du « centre » [c'est-à-dire la direction nationale du PCF], prend la direction d'une « région » du PCF, structure qui succéda à partir de 1924-1925 aux anciennes fédérations héritées de la SFIO. En tant que dirigeant du comité régional, il est le premier responsable du parti à l'échelle locale. Ce travail s'appuie sur une enquête prosopographique menée sur un corpus

— qu'il a fallu constituer — de cent quatre-vingt sept individus. La prosopographie consiste en l'étude des trajectoires biographiques d'un groupe d'individus. Cette démarche permet donc de mener un subtil jeu d'équilibre entre la grande histoire et la micro-histoire, de restituer la « chair humaine » chère à Marc Bloch sans en faire une indigestion, sans perdre de vue les grands enjeux, les grands débats, les stratégies. Cette étude débute en 1934, année charnière de mise en place d'une nouvelle stratégie par les communistes (celle du tournant antifasciste où la France est le laboratoire de la nouvelle ligne après le traumatisme

de l'arrivée d'Hitler au pouvoir), et se termine en 1939, c'est-à-dire au moment de l'interdiction du PCF à la fin septembre de cette année. Il m'apparaissait en effet qu'une même orientation guidait l'action des communistes jusqu'à cette époque : celle de l'alliance antifasciste, qui débute en 1934 puis prend de plus en plus de corps et évolue vers la stratégie de Front populaire, validée et officialisée par le VII^e congrès de l'Internationale communiste. Le PCF devient alors un parti de masse, qui mêle drapeaux rouge et tricolore, *Marseillaise* et *Internationale*. Le délitement puis la fin de l'expérience du Front populaire au printemps 1938, ►►

« Cette étude a pu éclairer les vies d'hommes et de femmes longtemps dissimulées derrière le seul terme d'« appareil » du parti, en se penchant sur une période où le secrétaire régional devient un acteur politique de premier plan. »

► avec le revirement des radicaux, ne signifie pas l'abandon de cette orientation par le PCF, qui continue de s'en faire le champion jusqu'en octobre 1939.

La thèse s'appuie sur l'historiographie française et internationale du communisme, et sur un corpus de fonds d'archives communistes, policières et judiciaires, locales et régionales, nationales et internationales, personnelles et autobiographiques. Il faut signaler tout particulièrement le remarquable travail mené par l'équipe de l'ANR Paprik@2F des archives de Moscou, et qui permet désormais à tout un chacun de se plonger dans un vaste continent archivistique communiste.

ANALYSE SOCIO-POLITIQUE DU CORPUS

Dans une première partie, il s'agit de présenter le corpus, depuis les difficultés rencontrées lors de sa reconstitution jusqu'à tenter l'exercice du « portrait-type » du secrétaire régional communiste de cette époque, en passant par les héritages ou les ruptures avec les milieux familiaux et l'adhésion au communisme. L'étude des parcours scolaires de ces militants révèle la présence ultramajoritaire des « primaires », enfants qui ne purent poursuivre leur scolarité au-delà de l'enseignement élémentaire. Mais un regard plus fin montre une scolarité plutôt réussie : plus de 30 % possèdent le certificat d'études primaires, contre moins de 20 % pour l'ensemble de la population. En nous basant sur le métier exercé avant l'entrée en fonction au poste de secrétaire régional, nous relevons

une surreprésentation des ouvriers : près de 50 % des membres du corpus sont directement issus du monde ouvrier. « Parti de la classe ouvrière », le PCF prétend l'être non seulement par son discours, mais aussi par la composition sociologique de ses adhérents et ici, de ses cadres. La place des instituteurs est particulièrement intéressante : place peu évidente, ambiguë, qui montre les difficultés d'exister en tant qu'intellectuel ou travailleur intellectuel, incarnant la figure du « sachant » et du « maître d'école », dans un parti ouvrier résolu à ne pas abandonner aux professions dotées d'un capital culturel relativement élevé les rênes de l'encadrement. Par ailleurs, au moins soixante-treize membres du corpus furent des militants permanents au cours de leurs parcours politiques. Malgré les fréquentes réticences devant cette fonction, qui s'inscrivent dans l'histoire longue du mouvement ouvrier, le modèle du « cadre thorézien », qui se met progressivement en place au cours des années 1930, sert à canaliser cette éthique ouvrière, à la

tempérer après une période d'exacerbation, pour la faire entrer dans le moule du dirigeant prolétarien. Loin d'être une sinécure, la fonction de militant permanent renvoie à un engagement total, rémunéré très modestement.

Mon travail a également montré la centralité du caractère autodidacte de la formation politique. Si le passage par les écoles du parti (de l'école locale jusqu'à la formation moscovite de l'école léniniste internationale) est important dans les parcours étudiés, inculquant au-delà des connaissances un « savoir-être » communiste, celui-ci reste minoritaire. Pouvant s'ajouter aux « écoles de la nuit », les héritages familiaux – 40 % de membres du corpus proviennent d'une famille politisée à des degrés divers – et les expériences antérieures à l'entrée en communisme jouent ainsi à plein dans la construction idéologique des membres de ce corpus. Je n'ai pas négligé non plus le passage par la prison et/ou la clandestinité, étudié comme moment de la formation.

Cette première partie permet donc de dresser, avec toutes les limites qu'implique ce type d'exercice, un portrait-type du secrétaire régional. Il s'agit d'abord d'un homme, passé par une scolarité élémentaire. Il a en moyenne 32 ans lorsque le PCF entame son tournant antifasciste et 37 au moment de la mise hors-la-loi du parti, 33 lorsqu'il accède à son mandat de secrétaire régional. Il est marié à une sympathisante, ou une camarade du parti, et n'a pas d'enfant.

« La guerre d'Espagne représente, au cœur de la période étudiée, un moment particulier, où le secrétaire régional est amené à travailler dans des conditions touchant à l'illégalité, au secret, voire à la clandestinité. »

« Les rares femmes présentes dans ce corpus symbolisent les difficultés plus vastes d'intégration des femmes à l'appareil du parti communiste. »

Il exerce la profession d'ouvrier, ou l'a exercée s'il est permanent, ou de petit employé. Il a rejoint le PCF vers 1925, c'est-à-dire au moment où apparaissent les premiers résultats de la bolchevisation du parti, entamée en 1924. Il ne vient pas d'une famille militante et le parti communiste est la première organisation politique qu'il rejoint. Il n'est, le plus souvent, pas passé par les écoles de formation du parti, et s'est formé en autodidacte.

L'EXERCICE DE LA FONCTION

Une seconde partie se penche sur les itinéraires militants des cadres locaux, de leur entrée en fonction jusqu'à leur sortie. Cette partie révèle un acteur inattendu dans l'étude : le conjoint. En effet, le couple militant apparaît comme une donnée fondamentale pour comprendre les mécanismes qui poussent le secrétaire régional à exercer une responsabilité chronophage, voire épuisante. Car le surmenage militant fait partie intégrante de l'exercice et provoque parfois drames familiaux, disputes, déchirements. Or le « don de soi » et la perspective révolutionnaire qui animent ces militants s'accompagnent également d'une forme de militantisme de couple, où la conjointe (car il s'agit d'un corpus quasi exclusivement masculin) et/ou le foyer peuvent se révéler un formidable soutien. Des exemples de communisme

« familial » sont également ici pour rappeler à la fois les héritages familiaux et les transmissions que les membres du corpus font passer à leurs propres enfants, garçons comme filles.

Contrairement à ce qui avait pu être avancé dans certains travaux, ces cadres intermédiaires sont loin d'être tous des militants professionnels. Les secrétaires régionaux « permanents », c'est-à-dire rémunérés par l'appareil partisan, par une organisation lui étant liée, ou par son syndicat, représentent un tiers du corpus. C'est-à-dire que la grande majorité de ces militants doit cumuler son activité professionnelle avec son activité militante, activité dont on a vu l'ampleur et, parfois, les souffrances qu'elle peut produire. De plus, j'ai voulu exprimer le plus précisément possible la réalité de ce qui pouvait se dissimuler – ou se fantasmer – derrière le terme de « permanent » : des vies très modestes, soumises aux rudes impératifs militants et dont la rémunération s'avère variable selon les territoires.

La question du genre s'est posée et m'a conduit à resituer les parcours des deux seules femmes (co)secrétaires régionales dans le contexte plus large du rapport des communistes à la question du genre, et l'évolution de ses rapports aux combats des femmes, de sa fondation au Front populaire. Le PCF accorde une place aux militantes que très peu de partis leur accordaient à la même époque. Mais l'engagement féministe des origines s'est heurté progressivement à des oppo-

sitions puis à une forme de repli « conservateur », auquel s'ajoutent les immenses difficultés que connaissent les femmes ouvrières pour militer (machisme de leurs camarades, double journée, etc.). C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender la place et l'action de Marguerite Buffard et de Martha Desrumeaux. Poussées vers la sortie de leurs responsabilités partisans, délibérément (Buffard) ou à cause des compromis nécessaires à la fragile unité syndicale (Desrumeaux), les rares femmes présentes dans ce corpus symbolisent les difficultés plus vastes d'intégration des femmes à l'appareil du parti communiste.

FACE AUX DÉFIS DU FRONT POPULAIRE

Enfin, une troisième partie, s'appuyant sur une riche historiographie du Front populaire, étudie les parcours des secrétaires régionaux à l'aune des grands défis de leur époque : passage à la ligne de Front populaire antifasciste, guerre d'Espagne, délitement du rassemblement populaire et finalement mise hors-la-loi de l'organisation le 26 septembre 1939.

Le corps des secrétaires régionaux fait preuve d'une grande stabilité en 1934 et 1935, au moment des années charnières du « tournant » antifasciste. Celui-ci est globalement suivi, accepté et appuyé. Ces observations interrogent alors sur le passage d'une ligne à l'autre, sur la sortie du « classe contre classe » ▶▶

« La première partie permet de dresser, avec toutes les limites qu'implique ce type d'exercice, un portrait-type du secrétaire régional : un homme, passé par une scolarité élémentaire, de 33 ans lorsqu'il accède à son mandat. »

► et l'insertion réussie du PCF dans une culture républicaine qu'il investit. Il m'est apparu important de souligner ainsi l'extraordinaire capacité d'adaptation de ces cadres. Adaptation vis-à-vis de la nouvelle ligne, avec tout ce que cela implique dans la manière d'être un responsable communiste, dans l'organisation mais aussi face au dehors. La période étudiée

respectable, ils doivent maintenir en permanence un équilibre face à ces injonctions et l'impatience d'une partie de leur base militante, particulièrement de 1937 à 1939, période difficile de contradictions, d'effritement, puis de délitement du Front populaire. La guerre d'Espagne représente, au cœur de la période étudiée, un moment particulier, où le secré-

menée sur ce que signifie pour ces militants la « petite patrie », à travers les exemples corse et alsacien, mais aussi par l'investissement du folklore et des traditions locales. Les relations complexes avec les mouvements autonomistes sont ainsi relues au prisme de l'encadrement local et des parcours de certains membres du corpus. De fait, la culture républicaine irrigue l'univers mental et politique des citoyens, fussent-ils communistes... Mais une culture républicaine qui laisse toute sa place aux particularismes locaux.

La brève période allant du pacte germano-soviétique à l'interdiction du PCF enregistre très peu de défections dans le groupe étudié : à peine 3 % des secrétaires régionaux en exercice en 1939 rompent avec le PCF. Mais la répression, la mobilisation et enfin la mise hors-la-loi désorganisent en profondeur l'organisation. Elle tente alors de se reconstituer dans les conditions nouvelles de la clandestinité auprès de quelques militants gravitant autour des directions régionales.

Cette étude a permis de faire émerger des trajectoires méconnues de militants issus des classes subalternes. Elle a pu éclairer les vies d'hommes et de femmes longtemps dissimulées derrière le seul terme de « appareil » du parti, en se penchant sur une période où le secrétaire régional devient un acteur politique de premier plan. Parti « authentiquement populaire », comme l'a souligné notamment Julian Mischi dans ses nombreux travaux, le PCF le fut grâce à une politique volontariste axée sur le recrutement ouvrier. Ce qui ne l'empêcha pas d'arriver à mener, notamment au travers de ses cadres locaux, une politique de large union qui l'inspira – ou le hanta ? – durant de nombreuses années. ●

***Dimitri Manassis** est historien. Il est docteur en histoire contemporaine de l'université de Bourgogne-Franche-Comté.

« Cette étude débute en 1934, année charnière de mise en place d'une nouvelle stratégie par les communistes et se termine en 1939, c'est-à-dire au moment de l'interdiction du PCF à la fin septembre de cette année. »

offre en effet à ces cadres communistes une position et des responsabilités jusqu'alors inédites. Tenus d'incarner dans leur territoire (avec toute la dialectique unité/spécificités que cela comporte) une organisation ouverte et

taire régional est amené à travailler dans des conditions touchant à l'illégalité, au secret, voire à la clandestinité. C'est une facette importante de l'activité communiste, trop souvent dissimulée par le volontariat international – qui est la partie

la plus visible de la solidarité avec les républicains espagnols. Et cet aspect du travail des secrétaires régionaux montre leur faculté d'inscrire leur action au grand jour, dans une activité en permanence guidée par le souci du contact avec « les masses », et dans le même temps d'évoluer dans les marges de la légalité : trafic d'armes, passage de volontaires, etc. La quête de respectabilité, centrale dans la période, n'est ainsi pas toujours incompatible avec l'utilisation d'un répertoire d'actions illégales et donc plus dangereux, aussi bien pour les cadres locaux eux-mêmes que pour l'image de leur organisation vis-à-vis d'un plus large public.

Une réflexion est également



Les oiseaux géants disparus

On s'inquiète à juste titre aujourd'hui de la disparition effective ou de la menace de disparition de nombreuses espèces. Ces phénomènes ont des antécédents, souvent dus aux hommes. **Cause commune** abordera les questions liées au déclin de la biodiversité dans son dossier de novembre-décembre. Mais il nous a semblé utile de donner ici quelques exemples anciens et instructifs.

— PAR CÉCILE MOURER-CHAUVIRÉ* —

La crise Crétacé-Tertiaire (il y a environ 65 millions d'années), causée par la chute d'une météorite géante, a entraîné ou accéléré l'extinction d'un très grand nombre de groupes animaux et végétaux sur l'ensemble de la terre. Parmi ces groupes les plus connus sont les dinosaures et les ammonites. Mais les phénomènes d'extinction ont continué après cette date et, plus près de nous, les formes insulaires ont subi de lourdes pertes lorsque les hommes sont arrivés dans les îles. Ces formes insulaires étaient le plus souvent endémiques, c'est-à-dire qu'elles n'existaient que dans une île donnée, ou dans un archipel donné, mais nulle part ailleurs.

VIE ET MORT DES GROS OISEAUX

Le vol représente une contrainte importante pour les oiseaux car il demande beaucoup d'énergie. Lorsque ceux-ci n'ont pas besoin de voler pour obtenir leur nourriture, ou pour se reproduire, et lorsqu'ils n'ont pas de prédateurs, ils perdent peu à peu la faculté de voler et dans certains cas ils deviennent géants. Peu à peu leurs ailes s'atrophient et parfois même disparaissent complètement. Les plus grands de ces oiseaux ont vécu principalement dans les continents de

l'hémisphère Sud, à Madagascar, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En effet, à cause de la tectonique des plaques et des transgressions marines, certaines masses continentales ont été isolées pendant une grande partie de l'ère tertiaire, et ont pu servir de refuges à des populations d'oiseaux, qui, dans les autres parties du monde, auraient succombé, par suite de changements dans leur habitat dus aux variations climatiques, ou de compétition avec de nouveaux venus mieux adaptés, ou de l'arrivée de nou-

que les deux autres îles des Mascareignes, n'avait pas été peuplée avant l'arrivée des Européens. Lorsque ceux-ci y ont débarqué, ils ont trouvé des oiseaux qui n'avaient pas le réflexe de s'enfuir car ils n'avaient jamais rencontré de prédateurs. Ils les ont capturés pour les manger et les ont exterminés jusqu'au dernier. Mais il y a eu des dessins exécutés sur place et quelques exemplaires sont parvenus en Europe et ont été représentés par des peintres, si bien que leur apparence est connue.

« C'est *vorombe titan*, de Madagascar, qui, pour le moment, remporte la palme du plus gros oiseau ayant jamais existé. »

veaux prédateurs. Lorsque les humains sont arrivés dans ces îles et ont rencontré ces énormes oiseaux, ils les ont chassés pour les manger et les ont fait totalement disparaître, de telle sorte qu'on ne les connaît que par des restes fossiles. Une seule exception est le célèbre « dodo » de l'île Maurice. Cette île, ainsi

À Madagascar, on trouve des oiseaux de la famille des Aepyornithidae, ou oiseaux-éléphants. Ils sont apparentés aux ratites actuels, qui regroupent les autruches, les nandous, les émeus, les casoars et les kiwis. Il en existait au moins six espèces, le plus grand mesurait trois mètres de haut et son poids est estimé ►►

« Les recherches sur l'ADN ont également montré que certaines des espèces de moas présentaient un dimorphisme sexuel inverse, c'est-à-dire que les femelles étaient beaucoup plus grosses que les mâles, et ceci à un point extrême. »

►► en moyenne à environ 650 kg. On en a trouvé des œufs entiers dont la contenance était de neuf litres, ce qui représente l'équivalent de cent cinquante œufs de poule (fig. 1). On ne connaît pas leurs ancêtres et on ne sait pas à quelle date ils sont arrivés à Madagascar. Ils sont connus à partir du Pléistocène, soit il y a environ 2 millions d'années. Les datations radiocarbone les plus récentes correspondent au VIII^e siècle après J.-C., mais il est possible qu'ils aient survécu jusqu'au XIII^e siècle. Les restes trouvés dans les gisements les plus récents portent des traces de découpe, ce qui indique qu'ils ont été chassés et consommés par les hommes. Les recherches récentes sur l'ADN de ces oiseaux ont montré que leurs plus proches parents étaient les kiwis de Nouvelle-Zélande.



Figure 1. Œuf reconstitué d'un Oiseau-Éléphant, comparé avec un œuf de poule.

En Australie ont vécu les oiseaux de la famille des Dromornithidae. Les aborigènes d'Australie se souviennent de l'existence de ces oiseaux et les appellent les « mihirungs ». Certains sont représentés dans des peintures rupestres, dans la Terre d'Arnhem, au Nord de l'Australie. Ils sont connus depuis le début du Miocène, soit environ 23 millions d'années. Ils ont pu se développer en Australie car cette île-continent a été isolée et ne comportait pas de grands mammifères carnivores. Ils font partie d'un groupe d'oiseaux très anciens, les Galloanseres, qui incluent actuellement les coqs, faisans, perdrix et apparentés (galliformes) et les cygnes, oies, canards et apparentés (ansériformes). On en a répertorié quatre genres et sept espèces. La plus grande d'entre elles, *dromornis stirtoni*, qui vivait au Miocène moyen, mesurait environ 2,7 m de haut et pesait environ 500 kg. On en a retrouvé des crânes bien conservés qui montrent qu'ils avaient des becs énormes, avec une arête dorsale très fortement recourbée (fig. 2).

En Nouvelle-Zélande, les premiers hommes arrivés sur place, les Maoris, ont trouvé une très grande variété d'oiseaux géants, appelés « moas », nom d'origine polynésienne désignant les coqs et les poules. Ces oiseaux, les Dinornithiformes, comportaient trois familles distinctes, avec en tout six genres et neuf espèces. Avant l'arrivée des humains, la Nouvelle-Zélande avait été complètement isolée et ne comportait aucun mammifère terrestre. Les restes de moas les plus anciens connus datent d'environ 16 millions d'années, mais il

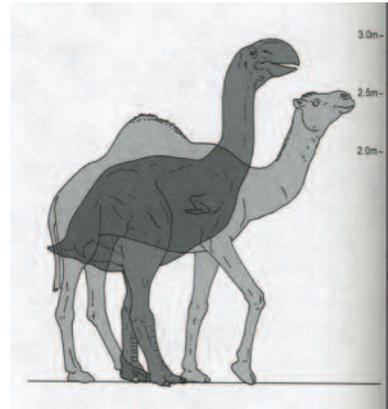


Figure 2. Comparaison du mihirung *dromornis stirtoni*, représenté sans plumes, avec un dromadaire pesant de 500 à 600 kg (d'après Murray et Vickers-Rich, 2004).

est probable qu'ils étaient présents bien avant. Après leur arrivée sur l'île, ils ont évolué sur place, se sont diversifiés, sont devenus géants et leurs ailes ont même totalement disparu, ce qui est unique dans l'histoire des oiseaux. Les recherches sur l'ADN ont montré qu'ils étaient apparentés, non pas aux kiwis, présents aussi en Nouvelle-Zélande, mais aux tinamous, oiseaux de la taille d'une perdrix ou d'une pintade, capables de voler, et vivant uniquement en Amérique du Sud. Les recherches sur l'ADN

« Les plus grands de ces oiseaux ont vécu principalement dans les continents de l'hémisphère Sud, à Madagascar, en Australie et en Nouvelle-Zélande. »

« À cause de la tectonique des plaques et des transgressions marines, certaines masses continentales ont été isolées pendant une grande partie de l'ère tertiaire, et ont pu servir de refuges à des populations d'oiseaux. »



Figure 3. Le poids du plus grand des oiseaux-éléphants correspond au poids de sept autruches mâles actuelles.

ont également montré que certaines des espèces de moas présentaient un dimorphisme sexuel inverse, c'est-à-dire que les femelles étaient beaucoup plus grosses que les mâles, et ceci à un point extrême. Dans l'espèce *dinornis novaezealandiae*, les mâles pesaient en effet de 34 à 85 kg et les femelles de 76 à 242 kg. Les plus grandes femelles atteignaient 150 % de la taille et 280 % du poids des plus grands mâles. Ces trois groupes d'oiseaux avaient des membres massifs, devaient se déplacer lentement et étaient herbivores.

QUEL EST LE PLUS GROS OISEAU AYANT JAMAIS EXISTÉ ?

Il est possible d'évaluer le poids des oiseaux disparus à partir de la circonférence minimale de la diaphyse du fémur ou du tibiotarse, en utilisant des équations basées sur des espèces actuelles dont le poids est connu. Chez les *dromornithidae* d'Australie, la plus grande forme connue est *dromornis stirtoni*, du Miocène moyen (entre 16 et 12 millions d'années). Cette forme présente un dimorphisme sexuel classique, les mâles étant plus grands que les femelles, contrairement aux *dinornis novaezealandiae*. Les poids évalués à partir des fémurs sont en moyenne de 584 kg pour les mâles, et 441 kg pour les femelles mais, chez les mâles, le poids maximum atteint 728 kg. Ces *dromornis stirtoni* avaient donc été considérés comme les plus gros oiseaux connus. Toutefois, récemment, une équipe de paléontologues anglais a revu tous les restes d'aepyornithidae conservés dans les musées, et a obtenu, pour

la plus grande espèce, *vorombe titan*, toujours à partir des fémurs, un poids allant de 536 à 732 kg, et même, à partir d'un fémur incomplet, un poids de 860 kg. C'est donc *vorombe titan*, de Madagascar, qui, pour le moment, remporte la palme du plus gros oiseau ayant jamais existé. Rappelons pour comparaison qu'une autruche mâle actuelle pèse 100 à 130 kg (fig. 3) et qu'un bœuf charolais pèse entre 700 et 770 kg.

AUTRES ESPÈCES DISPARUES

Les extinctions d'oiseaux insulaires ne se limitent pas aux exemples signalés ici. Il y a eu aussi des aigles géants, des chouettes géantes, des hiboux géants,

« En Nouvelle-Zélande, les premiers hommes arrivés sur place, les Maoris, ont trouvé une très grande variété d'oiseaux géants, appelés "moas", nom d'origine polynésienne désignant les coqs et les poules. »

etc. Cependant il y avait aussi des oiseaux qui étaient de taille normale, certains avaient perdu la capacité de voler, d'autres volaient parfaitement bien. Tous ces oiseaux ont disparu en partie à cause de la prédation par l'homme, mais aussi en raison de l'introduction de prédateurs, serpents, rats, chats, ou par suite de la modification de leur habitat, défrichage des forêts, mise en culture des terrains. Certains aussi ont été victimes d'épidémies. Les oiseaux n'ont pas été les seules victimes de ces extinctions insulaires. Les tortues terrestres géantes de Madagascar et des Mascareignes ont totalement disparu, et la tortue éléphantine des Seychelles a été sauvée *in extremis*. Il y a eu même deux espèces humaines éteintes découvertes récemment dans des îles, *Homo floresiensis*, l'Homme de Florès, en Indonésie, décrit en 2004, et *Homo luzonensis*, l'Homme de Luçon, aux Philippines, décrit en 2019. Le nombre total d'espèces d'oiseaux insulaires récemment éteintes n'est pas connu car beaucoup d'îles n'ont pas encore livré de restes d'animaux fossiles susceptibles de comprendre des oiseaux. Mais au fur et à mesure que des recherches sont effectuées dans ces îles, le nombre d'espèces disparues connues s'accroît. ●

*Cécile Mourer-Chauviré

est paléontologue. Elle est directrice honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Droit et justice dans le monde

Les principes du droit peuvent être différents selon les cultures, certains sont meilleurs que d'autres mais dans tous les cas la pluralité des approches est une richesse.

— PAR **ROLAND WEYL*** —

Quand on traite de la justice, il faut d'abord bien délimiter le rôle et la fonction. En effet, il est fréquent d'y ramener toute la problématique du droit. Or le droit est (ou devrait être) la référence de sécurité pour les relations avec l'autre, et donc se situer d'abord dans la conscience et la pratique, dont seuls l'échec et la crise appellent recours à la justice.

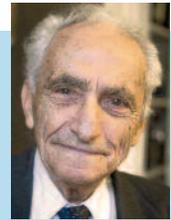
Sous cette réserve, reste encore la plasticité de la conception de la justice et de sa mise en œuvre institutionnelle. Au plan philosophique, la réponse est simple : c'est ce qui est juste, et les moyens d'assurer ce qui est juste. Encore faut-il s'accorder sur ce qui est juste, qui peut être équitable ou adéquat. C'est dire qu'il n'y a pas de réponse universelle à la question de justice.

Certes, il s'est formé, à l'épreuve des avanies subies par l'humanité, une conscience universelle qui s'exprime dans des textes internationaux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, et les deux pactes des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui ont cinquante ans ce

16 décembre. Mais il ne suffit pas que le droit soit écrit sur le papier et la conception de la justice est bien diverse de par le monde.

ASSURER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT OU GARANTIR AUX CITOYENS LE RESPECT DU DROIT CONTRE LA LOI DU PLUS FORT

Il n'est pas nécessaire, pour en faire l'inventaire, de prendre pays par pays. On peut simplement la répartir en grandes catégories. Il y a d'abord le partage entre les pays où elle a pour fonction d'assurer l'autorité de l'État, qui peuvent eux-mêmes se classer en deux sous-catégories : les dictatures, dans lesquelles elle assure, au besoin par des décisions terroristes, la discipline des sujets, et les pays théocratiques où elle assure le respect de la foi, dans laquelle elle puise ses propres références ; d'autre part, les pays démocratiques où elle a pour fonction de garantir aux citoyens le respect du droit contre la loi du plus fort et les abus de pouvoir, et que consacre dans les textes internationaux la proclamation du droit



*Cause commune rend hommage à Roland Weyl, avocat communiste, qui nous a quittés à l'âge de 102 ans en avril 2021. Son activité professionnelle, de plus de 80 ans, fut fortement marquée par son engagement politique. Militant du Parti communiste français depuis 1946, il consacra une part importante de son exercice professionnel à la défense de militants politiques, syndicaux, ou anticolonialistes. Dans ces pages, nous reproduisons un article que Roland Weyl avait écrit dans *La Revue du projet*, n° 62, en décembre 2016 ainsi que la notice bibliographique consacrée à Roland Weyl dans le *Maïtron*. Notre jeune rubrique droit tâchera de faire vivre et de prolonger l'héritage intellectuel et politique de Roland Weyl dans les prochains numéros de la revue.*

« Toute vérité est contradictoire, surtout quand, dans la justice civile, elle oppose deux plaideurs, et dans la justice pénale elle oppose le poursuivant et le poursuivi. »

à un procès régulier. Mais là aussi, elle se répartit en deux sous-catégories : la conception de la *common law* qui est celle des pays anglo-saxons, où c'est le juge qui dit le droit, en toute indépendance de toute loi, et la conception « romano-germanique », où il doit être

indépendant du pouvoir politique mais pas de la loi, qu'il doit appliquer. La conception romano-germanique, qui est celle en vigueur en France, garantit la meilleure sécurité (ou la moins mauvaise). Elle repose sur le principe que la loi est écrite, qu'on la connaît, et qu'on peut se comporter en fonction de ce qu'elle prévoit. Si elle est mauvaise, il faut la changer, mais on ne peut pas être en dépendance de ce que sera l'opinion imprévisible de tel ou tel juge. Sa supériorité sur la *common law* s'exprime parfaitement quand ses partisans arguent de ce que le juge doit protéger contre la loi.

Sans doute est intervenue dans notre histoire récente la référence au « bon juge de Château-Thierry », Magnaud, qui avait acquitté une femme ayant volé un pain, reconnu aux ouvriers agricoles le droit de faire grève, devancé la protection des accidentés du travail, etc. Mais si l'on prend les décisions de Magnaud, elles sont toutes scrupuleusement motivées en droit, et essentiellement sur l'état de nécessité ou le vice du consentement (qui sont des notions inscrites dans la loi).

Reste alors à analyser ce que doivent être les modes de fonctionnement de l'administration de la justice et à en esquisser un bilan.

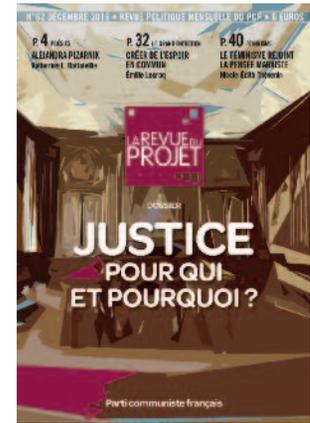
LE JUGE DÉPENDANT DE LA LOI, MAIS INDÉPENDANT DE TOUTE AUTRE INTERVENTION

L'orthodoxie marxiste fait de la justice un appareil de domination de classe, pour la simple raison que l'État est un appareil de classe et qu'elle est un des éléments de cet appareil. L'intervention des contradictions contemporaines a mis en devoir de déschématiser le mode de pensée. Il était un temps où Guizot disait des juges, qui étaient tous des propriétaires cossus : « Il n'y a pas de meilleur défenseur de la propriété que les propriétaires eux-mêmes. » Mais la plupart des juges sont devenus locataires d'HLM. Et l'État lui-même est devenu un enjeu entre sa conception régalienne et sa conception citoyenne.

Et cela a ses conséquences sur la fonction de l'appareil judiciaire et son mode opérationnel.

On a vu que le juge doit être dépendant de la loi, mais indépendant de toute autre intervention. Cela commande son mode de nomination et de promotion, et aussi son mode d'intervention. Mais sa conscience n'est pas indépendante, et nous trouvons ici la justification fondamentale de l'exigence de contradiction dans son mode de fonctionnement.

On a trop tendance à résumer les droits de la défense à une sorte de garantie humanitaire, de protection du justiciable. Or elle est aussi une protection du juge, et c'est ici que le marxisme revient en force, toute vérité est contradictoire, surtout quand, dans la justice civile,



A lire ou relire *La Revue du projet* n°62

En effet, même si la sécurité de la justice est dans celle que doit donner la loi, il ne suffit pas de donner au juge des

« Des décisions comme celle de Goodyear ou du refus de libération de Jacqueline Sauvage continuent à donner une peu glorieuse image de la justice. »

elle oppose deux plaideurs, et dans la justice pénale elle oppose le poursuivant et le poursuivi. Par nature, la conscience du juge est subjective, et seule la pluralité des approches contribue à une connaissance objective.

Une autre garantie est celle de la publicité. Sauf obligation exceptionnelle de réserver des possibilités de confidentialité dictées par la protection de la personne et de sa vie privée, la justice doit fonctionner publiquement pour que puisse être vérifié qu'elle fonctionne correctement et que soient connus tous les arguments qui lui ont été donnés. Combien de fois n'est-il pas arrivé de dire : « Vous pouviez ne pas savoir ce qu'on vient de vous expliquer. Maintenant non seulement vous le savez, mais on sait qu'on vous l'a dit, et si vous jugez autrement, on ne dira pas que nous avons tort mais que la justice est mauvaise. »

arguments juridiques, car on peut toujours trouver dans le maniement ou la manipulation du droit des réfutations parfaitement juridiques. Il faut donc d'abord donner envie au juge de vous donner raison, et lui en donner les motivations juridiques.

C'est d'ailleurs pourquoi, dans les affaires sensibles, la défense juridique doit être accompagnée d'une expression politique de soutien, et si le juge y voit une insupportable pression, il faut lui faire valoir que c'est au contraire en quelque sorte un immense témoignage de moralité, comme il en admet pour le moindre voleur de bicyclette.

C'est aussi pourquoi dans la dernière période, des décisions comme celle de Goodyear ou du refus de libération de Jacqueline Sauvage continuent à donner une peu glorieuse image de la justice. Mais aujourd'hui cela renvoie à la crise générale de la conscience citoyenne. ●

Inégalités de genre

Dans la troisième édition du baromètre « Priorité(s) femmes » menée par Kantar pour la Fondation des femmes (en février dernier), les sondés considèrent que les inégalités hommes/femmes ne cessent de s'approfondir, tout particulièrement à l'entreprise. Dans une formule un peu tarabiscotée, c'est ce que note la responsable de Kantar : « On note un net recul de la satisfaction en matière d'égalité femmes-hommes dans toutes les sphères considérées. » C'est le monde du travail, le milieu professionnel qui est le plus critiqué : seuls 29 % des sondés estiment que l'égalité a atteint un niveau satisfaisant. « Lorsqu'on arrive

pour la première fois en entreprise, les discriminations basées sur le genre sont beaucoup plus flagrantes que lors des études, estime la Fondation des femmes. Pour de nombreuses jeunes femmes, le côté "bonne élève" ne fonctionne plus aussi bien face à des jeunes hommes qui ont fait des études égales aux leurs, voire moins bonnes, mais qui se reconnaissent comme le dauphin naturel du salarié senior. » L'enquête montrerait que les jeunes hommes sont plus conscients de ces inégalités que leurs aînés. La crise sanitaire, forçant à un repli sur la sphère intime, a accentué la prise de conscience sur les inégalités dans la sphère familiale. ●

POURCENTAGE DE FRANÇAIS CONSIDÉRANT QUE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES A ATTEINT UN NIVEAU SATISFAISANT :



DANS LE MONDE PROFESSIONNEL, PAR RAPPORT À CELLE DES HOMMES, LA SITUATION DES FEMMES EST MOINS BONNE POUR :



LA CRISE ET L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DES FEMMES :

Les violences conjugales :
 Dans le mauvais sens **72 %** ↓
 Ni l'un ni l'autre **19 %** □
 Dans le bon sens **6 %** ↑

La précarité des femmes :
 Dans le mauvais sens **43 %** ↓
 Ni l'un ni l'autre **49 %** □
 Dans le bon sens **6 %** ↑

L'égalité femmes-hommes au travail
 Dans le mauvais sens **15 %** ↓
 Ni l'un ni l'autre **71 %** □
 Dans le bon sens **11 %** ↑

— PAR MICHAËL ORAND —

Niveau de vie : la grande stagnation

Les conséquences économiques de la crise financière de 2008 puis de la crise des dettes souveraines européennes à partir de 2010 sont connues. La plus visible et la plus commentée a sans aucun doute été l'augmentation importante du chômage et son maintien à un niveau élevé pendant près de dix ans.

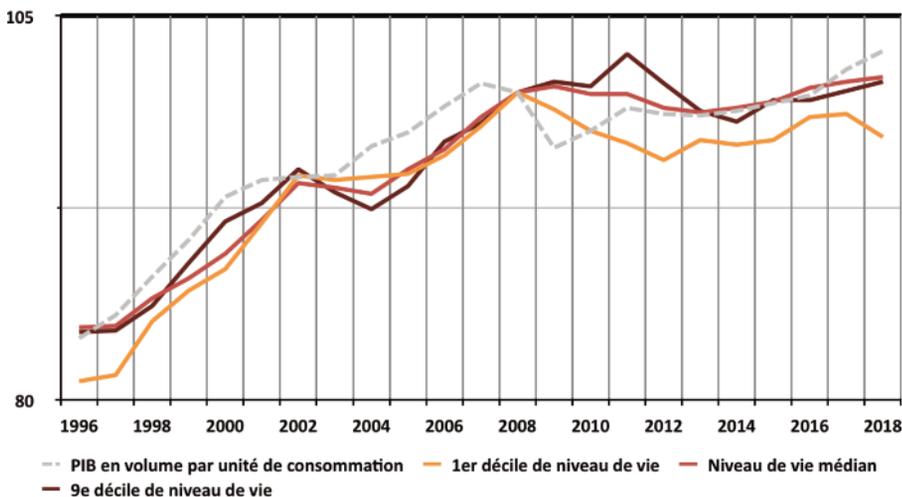
À l'occasion de la publication de son ouvrage sur les revenus et le patrimoine des ménages, l'INSEE propose une perspective de long terme sur l'évolution du niveau de vie des Français, qui met en évidence une conséquence moins discutée de ces crises successives : une stagnation globale du niveau de vie depuis 2008. Le niveau de vie médian en 2018 n'est ainsi supérieur que de 1% à celui de 2008 et il est resté globalement stable sur l'ensemble de la période.

Ce constat vaut également pour le niveau de vie des 10 % de Français les plus riches, qui a un peu mieux résisté en 2008 mais a sensiblement ralenti entre 2011 et 2014, et est quasiment identique en 2018 à son niveau de 2008. En revanche, pour les 10 % de Français les moins riches, il y a eu une perte importante de niveau de vie au moment de la crise de

2008, rattrapée en partie seulement depuis, et le premier décile de niveau de vie reste inférieur de 3 % en 2018 par rapport à son niveau de 2008. C'est l'autre grand effet de cette crise : un accroissement notable des inégalités, surtout jusqu'en 2013. En 2018, sous l'effet des premières politiques fiscales du gouvernement d'Emmanuel Macron, ces inégalités repartent d'ailleurs notablement à la hausse, avec une baisse marquée du niveau de vie des plus pauvres (voir *Cause commune* n°20, « En attendant le ruissellement », pour plus de détails).

Quoiqu'il en soit, la période d'après 2008 marque un changement de régime notable : auparavant, et malgré les effets de cycle (visibles notamment autour de l'éclatement de la bulle internet), le niveau de vie connaissait un rythme de croissance important, de plus de 1,5 % par an en moyenne. Cette période est donc désormais terminée, et le régime de grande stagnation qui lui a succédé pendant maintenant plus de dix ans, couplé à un accroissement visible des inégalités, est peut-être une des causes des explosions sociales que l'on a pu voir à partir de la fin de l'année 2018. ●

Évolution du niveau de vie (en euros constants) et du PIB par unité de consommation entre 1996 et 2018



Source : INSEE, *Comptes nationaux et enquêtes. Revenus fiscaux et sociaux.*

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.

D'une abolition à une émancipation

PAR JEAN QUERBES*

L'immense mouvement de résistances et de luttes qui a conduit à l'abolition de la traite et de l'esclavage a laissé le chantier de la libération humaine inachevé.

L'histoire de l'esclavage et de son abolition témoigne-t-elle seulement d'une formidable victoire d'opprimés contre une forme d'exploitation de la force de travail ou constitue-t-elle un exemple qui reste à suivre? L'abolition de l'esclavage, portée par ceux qui en étaient victimes et qui furent appuyés par un mouvement populaire et d'idées, a consacré deux victoires sur le système esclavagiste de la propriété étendue à l'être humain.

La première est une victoire contre les puissances idéologiques (l'Église) et politiques (les monarchies) qui ont tenté pendant quatre siècles d'exclure les Africains de l'humanité, du « peuple de Dieu », pour en faire légalement des objets, des marchandises, intégrant le commerce formidablement lucratif de la traite puis de l'esclavage. La soumission des puissances morales et politiques à la domination de l'argent, leur reniement des valeurs civilisatrices de l'époque, s'exprime dans ce piteux aveu de la monarchie espagnole qui, après l'avoir justifié pendant quatre siècles, reconnaît que l'esclavage est « une institution qui combat les principes chrétiens ». La seconde victoire est d'avoir fait céder la classe dirigeante sur son principe sacré de la propriété en obtenant ce qui fut sans doute la plus grande expropriation du capital de l'histoire, celle

de la propriété de millions d'esclaves. L'argutie des idéologues du système pour justifier l'indemnisation est elle-même exemplaire du caractère artificiel de la propriété en reconnaissant la « non-légitimité » de la propriété des esclaves – parce que contraire à la morale – mais pas sa « légalité » au regard des lois l'autorisant, émises par l'État colonialiste et esclavagiste. Un « tour de passe-passe » qui rendait les États, et non plus les négriers et les esclavagistes, responsables de la traite et de l'esclavage, et donc

de l'indemnisation due. Faibles furent les voix qui dans ces sociétés libérales s'élevèrent pour demander à titre de réciprocité, l'indemnisation des esclaves pour les siècles de travail non payé.

Mais malgré ses défaites, dont elle tente d'atténuer la portée, la classe capitaliste dominante et l'État à son service vont préserver la seconde raison de l'esclavage: le profit réalisé par l'exploitation du travail. Toujours avec l'aide de l'État, la classe des propriétaires va édicter deux types d'interdiction: celle faite à l'esclave devenu « libre » d'acquérir les outils de production qui en auraient fait un travailleur indépendant sur son

lopin de terre ou dans son échoppe d'artisan, et celle de réprimer durement « l'indolence » attribuée par les racistes à la « race noire », par un arsenal légal contre le vagabondage, le chômage, le jeu, la délinquance.

Tant que subsistera le "suprême privilège" du travailleur blanc de se vendre et de pouvoir choisir son maître, il sera impossible de parvenir à une véritable émancipation du travail.

L'ALIÉNATION DU TRAVAILLEUR LIBRE

Pour continuer à faire de la propriété, de l'argent et du pouvoir qui en découle, les bases de l'exploitation de la force du travail libre, comme elles le furent pour l'esclavage, les puissances dirigeantes ont mesuré tout l'intérêt de créer l'illusion d'une « démocratisation » de ces principes, en faisant que la propriété, l'argent, le pouvoir soient théoriquement partagés ou potentiellement accessibles à tous. Pour ce faire, la propriété des biens de consommation du salarié est assimilée à la propriété des moyens de production par le capitaliste. Le salaire issu du travail est assimilé au profit tiré de son exploitation. Et ainsi le combat pour la défense de la propriété ou du revenu devient un combat commun à l'exploité et à l'exploiteur, notamment contre le « partageux », « l'assisté » ou le migrant économique. Pour enfermer encore mieux le travailleur dans une société sans alternative (*no future*), le temps libre hors travail, que les luttes vont élargir au-delà du temps nécessaire pour la reconstitution de la force physique et mentale, va être emprisonné dans un espace de consommation (« le travail aliénant »), domaine de l'illusion de la liberté de choix et du pouvoir individuel.

L'ABSENCE DE PERSPECTIVES

Le travailleur libre est ainsi enfermé idéologiquement dans la société de la « non-alternative » dont il assure le développement et la survie non seulement par l'exploitation de sa force de travail, non seulement en alimentant par la consommation son moteur économique et financier, mais en transférant les contradictions du système au niveau de chaque individu. C'est en soi-même que chacun doit trancher le dilemme entre l'intérêt du moi/consommateur demandant une production de masse à bas coût qui ravage les hommes et la nature, et un moi/producteur soumis par cette demande à produire toujours plus en recevant toujours moins par une sophistication de l'exploitation des hommes plus pernicieuse que celle de l'esclavage. Et quel rôle reste-t-il au moi/citoyen dans cette société sans alternative qui ne célèbre que l'argent et l'individu ? S'abstenir !

L'immense mouvement de résistances et de luttes qui a conduit à l'abolition de la traite et de l'esclavage a donc

laissé le chantier de la libération humaine inachevé. C'est le constat, inspiré en partie de sa dénonciation de l'esclavage, que faisait Karl Marx en soulignant les limites du « travail libre » : « Tant que subsistera le "suprême privilège" du travailleur blanc de se vendre et de pouvoir choisir son maître, il sera impossible de parvenir à une véritable émancipation du travail. »

L'émancipation reste donc à conquérir, celle qui, « à la place de l'ancienne société civile bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, fera surgir une association où le libre développement de chacun est le libre développement de tous ». Ce combat des classes exploitées est depuis longtemps engagé mais sans pointer l'aliénation du travailleur dans le salariat, et sans revendiquer sa suppression, comme le fit en 1906 la « Charte d'Amiens ».

Pourtant nombre de luttes s'attaquent aux principes qui permettent l'exploitation : la propriété des moyens de production, et la recherche effrénée du profit, principes qui alimentent un capitalisme destructeur des hommes et de la planète. Mais le regard ne porte pas au-delà, comme il n'a pas vu, pendant des siècles, le droit à la liberté des Africains déportés aux Amériques. La mise en cause des principes économiques du capitalisme et de leur habillage idéologique est un travail encore plus grand que la déconstruction de l'intérêt économique et du justificatif racial qui ont permis l'esclavage pendant des siècles. Il ne manque pourtant pas de visionnaires pour tracer le chemin comme le fit Jean-Jacques Rousseau dénon-

çant le premier qui fit acte de propriété : « Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : "Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne". » Cette parole aussi iconoclaste a déserté le discours public. Ne faudra-t-il pas qu'elle revienne pour que le mouvement émancipateur de notre époque s'amplifie ? ●

*Jean Querbes est ingénieur agronome, docteur en géographie de l'Institut national agronomique de Paris.

Pour enfermer
le travailleur dans
une société sans
alternative, le temps libre
hors travail, que les luttes
vont élargir au-delà
du temps nécessaire
pour la reconstitution
de la force physique
et mentale, va être
emprisonné dans
un espace
de consommation,
domaine de l'illusion
de la liberté de choix et
du pouvoir individuel.



C'est avec émotion que j'évoque à la demande de la rédaction de *Cause commune* la mort de Joseph Ponthus, survenue le 24 février 2021. Non pas que je revendique le titre d'ami, mais je m'autorise à croire que nous nous apprécions sincèrement. C'est ainsi que je m'explique avoir été personnellement invité à la remise du prix Eugène-Dabit du roman populiste en novembre 2019.

C'est au début du mois de janvier 2019 que j'ai découvert *À la ligne*, sur le conseil de Barbara Juton, de la librairie Diderot de Nîmes. Ce premier roman en forme de long poème en prose m'a immédiatement donné l'impression d'entendre un aède récitant son œuvre. J'étais loin d'imaginer que les musiciens Michel Cloup, Pascal Bouaziz et Julien Ruffié enregistreraient par la suite ce magnifique album de « chansons d'usine » dans lequel Joseph Ponthus intervient pour dire « et tous ces textes que je n'ai pas écrits » (<https://michelcloupduo.bandcamp.com>).

UN INTELLECTUEL, AVEC DES CONVICTIONS POLITIQUES

Dans le même temps, j'ai pris connaissance d'une interview qu'il venait de donner à Michaël Mélinard pour *L'Humanité dimanche*. En toute honnêteté, Joseph Ponthus rappelait d'emblée qu'il était un « intellectuel, avec des convictions politiques [et qu'il avait] eu la chance de faire des études ». Ce qui n'en faisait pas pour autant un « établi », pour reprendre le titre du livre de Robert Linhart désignant les quelques centaines d'intellectuels qui se sont volontairement embauchés à la fin des années 1960 dans de grandes entreprises, telle l'usine Citroën de la porte de Choisy (Robert Linhart, *L'Établi*, les éditions de Minuit, 1981).

Comme Joseph Ponthus l'a lui-même écrit : « *L'usine c'est pour les sous / Un boulot alimentaire / Comme on dit /*

Parce que mon épouse en a marre de me voir traîner dans le canapé en attente d'une embauche dans mon secteur / Alors c'est / L'agroalimentaire / L'agro / Comme ils disent. »

LA LITTÉRATURE, SA BOUÉE DE SAUVETAGE

En quittant son travail à Nanterre pour s'installer à Lorient – « par magie de l'amour » –, l'ancien éducateur spécialisé s'est retrouvé dans l'obligation de s'inscrire dans une boîte d'intérim. La littérature est naturellement devenue sa bouée de sauvetage, lui qui avait, depuis son plus jeune âge, les livres pour amis, à défaut d'avoir un frère ou une sœur. « Chaque jour, après le boulot, je consignais ce que j'avais vécu sur mon compte Facebook. J'essayais de retranscrire les pensées telles qu'elles me venaient au moment où j'étais sur ma « ligne de production » – [et de préciser] on ne dit plus « à la chaîne ». » Joseph Ponthus s'est obligé à écrire après chaque journée, par crainte de tout oublier le lendemain, tellement il était fatigué.

In memoriam Joseph Ponthus (1978 – 2021)

— PAR Alexandre Courban* —

« Témoin de la condition ouvrière, Joseph Ponthus souligne l'influence de l'usine dans son écriture, qui va jusqu'à imposer le rythme du texte, sans aucune autre ponctuation que le retour à la ligne. »

La sortie de son livre aux éditions de la Table Ronde au début de l'année 2019 est devenue presque instantanément synonyme de chômage, son contrat d'intérimaire dans l'industrie agroalimentaire n'ayant pas été reconduit. Ce qui lui a fait dire cette phrase : « S'il y a des camarades lecteurs de l'HD qui ont des boulots à me proposer en Bretagne, je suis preneur. »

C'est ainsi que nous avons échangé ensemble pour la première fois par téléphone. Ou plutôt que nous avons commencé à nous parler, même si son chien Pok Pok faisait des siennes

ce soir-là, convenant d'un rendez-vous dans la foulée d'une dédicace dans une librairie parisienne.

Tel est le contexte dans lequel Joseph Ponthus a été invité à participer aux rencontres culturelles de la caisse centrale des activités sociales de l'énergie, programmées chaque été dans les centres de vacances fréquentés par les électriciens et les gaziers depuis la fin des années 1960. Quelle chance pour les vacanciers de Saint-Antonin-Noble-Val, Gourdon, Leyme, Rivière-sur-Tarn et Ispagnac d'échanger avec un jeune auteur qui commence à collectionner les prix littéraires !

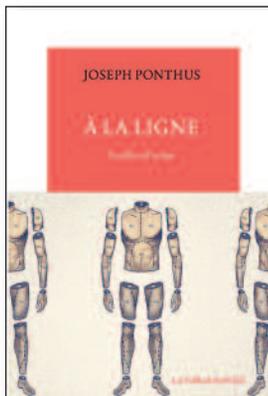
UN AUTHENTIQUE REPRÉSENTANT DE LA LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

Quelques semaines plus tard, nous nous retrouvons pour la remise officielle du prix Jean Amila-Meckert le 30 avril 2019 à Arras. L'ancien élève de classe préparatoire est « très ému » de recevoir ce prix décerné à l'occasion du salon du livre d'expression populaire et de critique sociale traditionnellement organisé le 1^{er} mai sur la grande place. À cette occasion, l'ex-travailleur précaire rappelle comment ces « feuillets d'usine » se sont transformés – grâce au soutien de l'écrivain Jérôme Leroy et de l'éditrice Alice Déon – en un roman avec un début, un milieu, une fin, des personnages récurrents, une intrigue, etc.

Témoin de la condition ouvrière, Joseph Ponthus souligne à nouveau l'influence de l'usine dans son écriture, qui va jusqu'à imposer le rythme du texte, sans aucune autre ponctuation que le retour à la ligne ; ce qui déroutera probablement quelques lecteurs.

Cette expérience autobiographique est finalement l'occasion de raconter l'histoire d'un nouvel Ulysse, obligé de combattre des carcasses de bœuf avec quatre couteaux à la main ou de décharger quinze tonnes de coquillages à la pelle avant de retrouver Pénélope et Argos.

On y retrouve également l'importance du travail bien fait, qui rappelle cette formule que l'on retrouve au dos de la carte de membre de la CGT en 1950 : « Chaque syndiqué a pour devoir [...] professionnellement, d'être le meilleur



sur le chantier, à l'atelier, au bureau. » Cette dimension presque silencieuse dans le travail permet de comprendre comment la solidarité s'établit de façon invisible. Joseph Ponthus exprime légitimement sa fierté d'avoir réussi, par la littérature, à rendre noble le métier de toutes celles et tous ceux qui se sont reconnus dans les pages de son livre.

Celui qui n'a pas attendu l'incantation de l'actuel président de la République pour trouver du « bulot » est alors en guerre tout à la fois contre l'usine, les chefs et le temps. Il trouve du réconfort dans les lettres écrites

par Guillaume Apollinaire au cours de la Première Guerre mondiale. Par la suite, il revendiquera l'influence des « auteurs blessés de la vie », ajoutant à cette liste l'écrivain suisse naturalisé français Blaise Cendrars, amputé du bras au cours de l'hiver 1915-1916 ou encore l'ancien mineur et footballeur Raymond Kopa qui s'est révélé avec le Stade de Reims entre 1951 et 1956.

« Joseph Ponthus s'est obligé à écrire après chaque journée, par crainte de tout oublier le lendemain, tellement il était fatigué. »

Pour ma part, j'ai l'impression d'avoir croisé un authentique représentant de la littérature prolétarienne, une sorte de rabcor 2.0, qui aurait pu raconter aux lecteurs de *L'Humanité*, embarqué dans la voiture de Jean-Emmanuel Ducoin la prochaine édition du Tour de France.

Quand nous nous sommes vus pour la dernière fois à Chambéry en octobre 2020 à l'occasion des extras du festival du premier roman dont il est l'un des lauréats, je ne pouvais pas savoir que cela serait la dernière fois que son double mètre se pencherait vers moi pour me saluer fraternellement. Nous avons alors parlé de choses et d'autres et notamment de son prochain roman sur lequel il travaillait.

À défaut de pouvoir le lire, on tentera de se consoler en découvrant ce premier roman fulgurant. ●

*Alexandre Courban est historien. Il est docteur en histoire de l'université de Bourgogne.

DU CÔTÉ DES REVUES...



► **Carnets rouges, n°22, mai 2021**

« Libertés et responsabilités pour une école démocratique ». Il s'agit par ce titre de sans cesse (re)donner vie à ces mots que le néolibéralisme instrumentalise, vitrifie, assèche en les privatisant pour en tirer un profit symbolique maximum... Un numéro réunissant de nombreux articles centrés sur la mise en œuvre, pensée collectivement de pratiques

sociales, politiques, pédagogiques, visant une transformation radicale de l'école.

<https://carnetsrouges.fr/>



► **Économie et Politique, n° 802-803, mai-juin 2021**

Ce numéro – qui inaugure une nouvelle maquette – explore les voies qui peuvent être imaginées pour sortir d'une situation où il devient de plus en plus évident, pour un nombre accru de nos concitoyens, que notre

civilisation capitaliste et libérale est arrivée à un point où les choses ne peuvent plus continuer comme avant : c'est-à-dire une crise, au sens exact du terme. Il s'interroge sur les ressorts profonds de notre économie et de notre société.

<https://dev.economie-et-politique.org/2021/06/25/numero-802-803-mai-juin-2021/>



► **Progressistes, n° 31, janvier-février-mars 2021**

Un dossier qui prend à bras-le-corps la question énergétique en esquisant des pistes concrètes pour la remettre au service des besoins humains, du progrès social et de la préservation de la planète.

<https://revue-progressistes.org/2021/05/08/progressistes-n31/>



► **Europe, n° 1105, mai 2021**

Ce numéro d'Europe entend brosser un paysage de la création contemporaine et explorer les multiples manières d'« être marionnette », de « faire marionnette » sur un plateau. C'est-à-dire aussi les façons de faire coexister, sur scène et dans l'écriture, l'homme et ces « autres que lui » auxquels la vie courante et la scène traditionnelle n'accordent souvent guère plus que le statut d'objet. Daniel

Lemahieu (1946-2015) fut attiré dès l'enfance par les marionnettes à tringle. Son œuvre pour la scène est souvent âpre, traversée par les ombres de l'Histoire – la guerre d'Algérie, le génocide rwandais –, mais caractérisée aussi par le goût des matières, l'appétit de la langue, des sons et du rire carnavalesques...

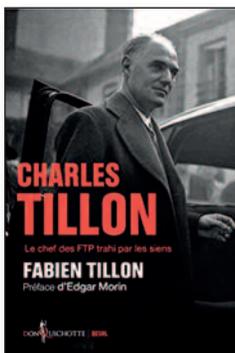
<https://www.europe-revue.net/>



► **Les Lettres françaises, n° 30, juin 2021**

Un hommage à Bernard Noël, des pages consacrées aux LETTRES, aux SAVOIRS, aux ARTS (Jawlensky, « Elles font l'abstraction ») à la PHOTOGRAPHIE, au CINEMA et un appel « Que cent fleurs s'épanouissent pour Les Lettres françaises ».

Le site est en réflexion



Charles Tillon.
Le chef des FTP trahi
par les siens

Don Quichotte / Seuil, 2021

FABIEN TILLON

PAR **PHILIPPE PIVION**

Fabien Tillon est le petit-fils de Charles, dirigeant communiste, résistant, ministre, militant que la direction de son parti reniera. L'auteur écrit avec passion la destinée hors norme de cet homme.

Cependant, dans ces pages, flotte un règlement de comptes entre les Tillon et le PCF. L'auteur instruit à charge contre le parti « stalinien ». Ce qui intéressera le lecteur, ce sont les faits, les propos, les actes de Charles, davantage que les rescuées et les opinions de son petit-fils.

Charles Tillon est marin durant la Grande Guerre. Après l'armistice, sur le *Guichen*, une révolte le conduit au bagne d'où il réchappe de justesse. Il entre au Parti communiste en 1921, participe à de nombreux combats, dont la lutte des sardinières de Douarnenez. Ses qualités d'organisateur lui font gravir les échelons de son parti et de son syndicat. Il devient député d'Aubervilliers en 1936, face à Pierre Laval. Puis le pacte germano-soviétique bouleverse tout. Comment ne pas réaliser le trouble des militants ? Le parti et sa presse interdits, ses militants arrêtés, ses députés poursuivis, son organisation anéantie. Tillon tente de réorganiser un PCF clandestin dans le Sud-Ouest. En réaction au discours de Pétain, le 17 juin, il rédige le premier appel à la résistance contre l'occupant et le gouvernement « bourgeois ». Suivront ceux de De Gaulle et de Duclos. L'auteur juge tardive l'entrée en résistance du PCF, la situant après l'invasion de l'URSS le 22 juin 1941. Il souligne la clairvoyance de son aïeul pour la nier... Or viendrait-il à l'idée de quelqu'un de dire que Jean Moulin, arrivant en Angleterre en octobre 1941, le fait suite à l'entrée en guerre de l'URSS ? L'auteur oublie les Decour, Politzer, Solomon qui en septembre 1940 créent un réseau universitaire, la manifestation du 11 novembre 1940 mise sur pied par les étudiants communistes, la grève des houillères organisée par les communistes en mai 1941... Il ne s'interroge pas non plus sur l'isolement des militants, sur les risques des contacts. Pourtant, la structure clandestine se met en place et Tillon intègre aux côtés de Jacques Duclos et de Benoît Frachon le triangle de direction clandestin du PCF.

Il fondera les FTP, des journaux, des méthodes d'action qui font de lui un dirigeant hors pair. Sa stature le conduira au gouvernement. L'auteur ne décrit pas l'atmosphère de l'époque, le rôle de la CIA, la montée de la guerre froide, la paranoïa qui s'empare des partis politiques. Charles

Tillon s'engage dans la création du Mouvement de la paix. Il agrège des personnalités de premier plan. C'est alors que la direction du Parti communiste instruit un procès dont la lecture donne la mesure du ridicule des arguments. Marty et Tillon sont malmenés par Léon Mauvais qui joue le rôle de procureur. L'auteur estime que Jeannette Vermeersch est à la manœuvre. Thorez est souffrant. Charles Tillon pourrait prendre sa place, il faut l'écartier. C'est le début de la fin. Un seul membre du bureau politique le soutient : Waldeck Rochet. Charles est démis mais reste au parti. Il faudra attendre un nouveau coup bas en juin 1970 pour qu'il soit exclu. Rocard, Sartre, Mitterrand et d'autres vont alors tenter de l'instrumentaliser.

Charles finit ses jours en Bretagne. L'ouvrage met bien en relief sa vie, celle d'un homme d'honneur, de conviction. Dommage que l'auteur ait voulu régler des comptes qui n'étaient pas les siens. ●



Un hamster à l'école

La Fabrique, 2020

NATHALIE QUINTANE

PAR **VALÉRIE SULTAN**

Parler de l'école en trouvant le ton juste n'est pas chose facile. Dans ce petit roman, Nathalie Quintane nous invite à la traverser telle qu'elle est, avec ses petites satisfactions quotidiennes mais aussi son imperfection, son incomplétude, son équilibre fragile. Le piétinement du réel, les journées épuisantes, les frustrations, l'imprévu qui surgit en permanence dans la tâche pédagogique, la charge mentale et physique, les photocopieurs, la machine à café, les inspecteurs, les réunions syndicales, les salles de classe, les chefs d'établissement, la cantine, la salle des profs, tout prend vie peu à peu : on y perçoit le petit bruit du zip des trousseaux, le son de la sonnerie, l'odeur du papier peint sur les murs des classes, le cliquetis des couverts dans les assiettes de la cantine...

Le sortilège opère par la beauté de l'écriture. Au fil des pages se dessine peu à peu une interrogation profonde sur le fonctionnement de notre système éducatif, avec ce qu'il comporte à la fois de poétique et d'absurde. Le roman raconte de manière saisissante ces petites scènes de l'école ordinaire dont notre métier est fait. De très nombreux enseignants s'y reconnaîtront sans doute. Dans ce livre, il est surtout question du collège, ce qui n'est pas anodin. Injustement considéré comme un lieu de passage et de déséquilibre avec ses adolescentes et adolescents entre deux âges, souvent qualifié injustement de « maillon faible », ►►

►► quelque part entre les indispensables « apprentissages élémentaires » et avant que « les choses sérieuses commencent », le collège est aussi cette gigantesque gare de tri social, où les destinées de nombreux jeunes se retrouvent souvent scellées de manière irréversible.

Les hamsters de l'école sont aussi celles et ceux qui continuent à en ouvrir les portes et à y travailler, avec de plus en plus de doutes sur le sens d'un métier abîmé par une marée de contre-réformes. Nathalie Quintane, qui n'est pas une débutante, en a vu passer plusieurs. Elle n'a pas son pareil pour en pointer toute l'absurdité lorsqu'elles se déclinent sur le terrain. Dès lors, comment continuer à enseigner ? Comment réagir aux injonctions incohérentes de l'institution ? Comment faire face aux questions lancinantes des élèves ? Comment préserver son propre équilibre ? Que faudrait-il enseigner aujourd'hui ? Le livre dresse aussi le portrait de professionnels qui ne peuvent pas tout et dont on mesure aussi le désarroi face à un système qui les maltraite tout autant qu'il maltraite leurs élèves.

Pour autant, si les profs ne peuvent pas tout, ils ne peuvent pas rien non plus. Et Nathalie Quintane n'élude pas les vraies responsabilités qu'ils portent dans l'évolution actuelle du système. Alors que certains combattent les inégalités sociales, d'autres s'en accommodent lorsqu'ils n'en deviennent pas les promoteurs, d'autres enfin laissent faire, par confort, par lâcheté ou par indifférence. Le livre de Nathalie Quintane pointe également sans concession la dépolitisation grandissante des personnels, certaines réunions syndicales détournées de leur objet pour se transformer en coquilles vides, le comportement ambigu de nombreux enseignants, issus de ces fameuses classes moyennes qui sont un sujet récurrent dans ses romans. Pour elle, une chose est sûre : ce n'est pas des salles des profs que partira la révolution ! Beaucoup d'entre eux, qui semblent avoir fait le choix de se protéger en évitant de penser, tel le hamster dans sa roue, ne sont-ils pas à l'image de la société dans laquelle ils vivent ? De manière plus générale, Nathalie Quintane pointe le cynisme de ces gens qui vont faire les courses au centre commercial du coin sans un regard pour le manifestant qui est en train de se faire cogner par les CRS sur le trottoir d'en face, indifférents à l'évolution d'un monde de plus en plus choquant.

Pourrait-on imaginer l'école autrement que ce qu'elle est ? Sans doute, mais Nathalie Quintane ne s'y risque pas. Les utopies et autres mondes idéaux sur fond de petites fleurs ne sont pas sa tasse de thé. Enseigner et soigner ne sont-ils pas « deux métiers impossibles », disait Freud ? Le livre donne à voir une réalité complexe, celle d'une école qui n'est pas hors du temps ni hors de l'espace et qui entretient une relation dialectique permanente avec la société qui l'entoure.

Profondément humain, il évoque la fragilité du métier, à l'image de sa dernière phrase : « Il n'y a pas de prof plus agaçant que le prof gentil qui fait ce qu'il peut. Le prof gentil qui fait ce qu'il peut est le prof final, le dernier enseignant. » Par le biais de l'écriture, cette fragilité devient une force qui traverse tout le roman : la toute-puissance de la communication ministérielle, les cadres du système pétris de certitudes, les kilomètres de réformes, les pédants qui « savent enseigner », les décideurs néomanagériaux de tout poil, les technocrates autoritaristes hors sol, les pseudo-spécialistes qui s'écoutent écrire à longueur de journée sur le système éducatif, tout ce petit monde carriériste et vaniteux se retrouve pris dans un gigantesque carambolage et s'effondre en un instant comme un vulgaire château de cartes, en venant percuter le petit livre de Nathalie Quintane. ●



Sortie d'usine Les GM&S, la désindustrialisation et moi

Steinkis Groupe, 2021

BENJAMIN CARLE ET DAVID LOPEZ

PAR **DELPHINE MIQUEL**

En 2017, des salariés de la plus grande entreprise de la Creuse détruisent des machines, piègent leur usine avec une bonbonne de gaz et mettent le feu à des pneus, faisant croire que leur usine brûle... Un journaliste décide de comprendre ces gestes et interroge ces salariés, ceux qui sont restés, ceux qui ont dû partir, des syndicalistes qui ont porté jusqu'à l'Assemblée nationale la problématique de la sous-traitance et des délocalisations.

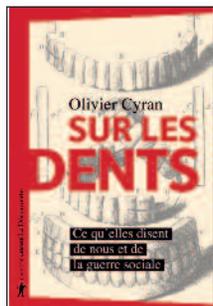
Du patron présent, un peu paternaliste sans l'avouer, aux repreneurs changeants, de l'usine de trottinettes à la diversification pour les donneurs d'ordre, géants de l'automobile, les auteurs s'attachent à brosser un tableau complet de ce combat qui a fait date dans l'histoire sociale.

Décider de raconter l'histoire de cette lutte, celle des ouvriers de GMS, c'est aussi raconter l'histoire de la « crise » de l'automobile, de la désindustrialisation affichée, des multiples repreneurs, qui sont très aidés par l'État mais jamais n'assurent la pérennité de l'entreprise, des donneurs d'ordre qui commandent peu et qui fragilisent l'économie de l'usine.

C'est aussi et surtout raconter les syndicalistes, l'avocat, les ouvriers : un collectif humain, uni, à hauteur d'homme, qui se dresse contre un système international. L'enjeu était de taille : de six cents à travailler à La Souterraine en 1990,

ils ne sont plus qu'une centaine. Et ils savaient que leur combat aurait un effet sur d'autres usines, d'autres salariés : il fallait « faire comprendre que ce qu'on a vécu, nous les GMS, ne doit pas arriver à d'autres ». Les délocalisations pour trouver une main-d'œuvre moins chère ailleurs, un État qui se désengage, ce sont avant tout des communes, des départements qui ne se relèvent pas. Une usine, c'est de l'emploi, mais c'est aussi de l'emploi induit, ce sont des services publics, de l'entretien, des routes : c'est aussi pour cela que les salariés de GMS se sont battus, loin de songer à leur seul avenir, en pensant au collectif, en replaçant le travail comme moteur essentiel à la fois de leur vie, mais aussi de leur territoire.

Benjamin Carle retrace cette lutte en rencontrant les divers protagonistes, en confrontant ce journaliste parisien (lui-même) à une réalité sociale crue, un monde où le travail est érigé en valeur, sa ville en attache : pourquoi devenir ouvrier en région parisienne quand La Souterraine a pu accueillir six cents salariés ? Chiffres économiques, courbes et enquête journalistique à l'appui, l'expression « vivre et travailler au pays » trouve dans cette bande dessinée tout son sens. ●



Sur les dents

La Découverte, 2021

OLIVIER CYRAN

PAR **VALÉRIE SULTAN**

Olivier Cyran est parti d'un ressenti personnel, sa peur du dentiste, pour en tirer un ouvrage peu commun.

À l'image du paléontologue qui part d'une dent pour reconstituer tout le parcours du diplodocus qui va avec, l'auteur nous lance dans une

passionnante réflexion très documentée sur ce que nos dents racontent des inégalités sociales, en remontant même jusqu'à la préhistoire pour nous raconter l'évolution passionnante de l'histoire des soins dentaires. Dans ce livre vivant, habité et très bien écrit, on découvre aussi des témoignages bouleversants. À travers l'aventure des dents, on voit surtout se dessiner des vies.

Comme s'il réalisait un détartrage minutieux, avec le goût du travail bien fait, on sent qu'Olivier Cyran a pris tout son temps pour mastiquer avec soin chaque phrase de son livre. Il en sort un ouvrage qui n'a rien de laborieux, bien au contraire, et qui se lit jusqu'à la fin comme un roman à suspense. Il fera grincer quelques dents, notamment celles de tous les profiteurs du capitalisme dentaire (et Dieu sait s'ils sont légion), qui voient leur business démasqué avec pas mal de mordant. Les dents sont aussi

notre carte de visite. Pendant que les pauvres et les édentés n'osent même plus sourire, on retrouve à l'autre bout de la chaîne le monde des riches avec son culte des dents éclatantes, signes de bonne santé physique, mais aussi de supériorité sociale. Priver les pauvres de leur faculté de mordre, c'est les désarmer. De fait, les métaphores dentaires ne manquent pas pour raconter le monde : « avoir les dents longues », « avoir les dents qui raclent le parquet », « s'en prendre plein les dents », etc.

En s'intéressant à l'historique des inégalités face aux soins dentaires, Olivier Cyran nous plonge dans un monde sans pitié où les dents des esclaves servaient à fabriquer des prothèses pour leurs oppresseurs, où les dents des pauvres sont régulièrement transformées en champs de ruines par les classes dominantes. S'attaquer aux dents des plus faibles, des minorités sociales, des minorités ethniques, des réfugiés ou des opposants politiques n'a rien d'anodin. Les hommes qui battent leurs femmes le savent bien, les tortionnaires de tout poil, les CRS qui matraquent les manifestants le savent bien aussi. Priver les personnes opprimées de leurs dents ne revient pas seulement à les humilier et à les plonger dans la souffrance. Il s'agit aussi de désarmer leur révolte. Olivier Cyran donne aussi la parole aux victimes innombrables de la médecine à deux vitesses, qui souffrent toute leur vie de défauts de soins et/ou qui partent dans des procédures sans fin après avoir été mal soignés dans des centres dentaires *low cost*. Les douleurs dentaires ne sont pas seulement une torture pour ceux qui les subissent. Elles présentent un risque réel pour l'intégrité physique et peuvent même conduire à la mort. On ne peut que s'interroger, comme l'auteur, sur le fonctionnement d'une société qui laisse faire. De l'autre côté de la chaîne, il y a aussi les dentistes soucieux de bien faire, dont les conditions de travail et les difficultés ne sont pas mises de côté. Finalement, le livre d'Olivier Cyran dresse le tableau sans concession d'un système de soins dentaires qui serait entièrement à revoir mais aussi d'une Sécurité sociale qui s'effrite peu à peu. Aujourd'hui, dans la sixième puissance mondiale, les citoyens « qui ne sont rien » de Macron sont les « sans-dents » d'hier de François Hollande. Ils sont toujours là, leur nombre continue de croître et le mépris de classe à leur égard n'a pas changé. Ce livre très politique se clôt sur la nécessité de s'organiser collectivement pour (re)conquérir une véritable égalité dans l'accès à des soins dentaires de qualité. Pour combattre un scandale, encore faut-il commencer par le décrire. Olivier Cyran l'a fait, avec beaucoup de sensibilité et d'intelligence. Son excellent livre, à ne pas louper, est un bon coup de poing dans les dents du capitalisme ! ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Lecture critique de *Sortir de notre impuissance politique*

un essai de Geoffroy de Lagasnerie

PAR THOMAS BOMPIED*

« Ne vivons-nous pas dans un champ politique tel que l'expression de la dissidence est déjà inscrite dans le système et donc en un sens programmée par lui ? »

C'est par ce questionnement – surprenant par sa forme en ceci qu'il mobilise des expressions dont l'usage est étranger aux mouvements progressistes et à leurs conceptualisations – que Geoffroy de Lagasnerie ouvre son essai *Sortir de notre impuissance politique* (Fayard 2020).

La relative notoriété médiatique de l'auteur ainsi que le récent tweet (en date du 30 septembre 2020) d'Anne Hidalgo, maire de Paris, jugeant l'auteur « inspirant » – en réaction à un entretien livré sur le plateau de la matinale de France Inter –, invitent à porter un regard attentif et critique sur ses travaux.

À première vue, il apparaît que G. de Lagasnerie, sociologue et philosophe mais également militant investi dans les luttes du comité « Justice et Vérité pour Adama » ou encore dans les initiatives de solidarité avec les personnes migrantes, est un incontournable et une personnalité tutélaire de la pensée progressiste contemporaine. C'est cette évidente apparence que nous nous proposons d'interroger, en procédant à la lecture critique de l'un de ses derniers essais, *Sortir de notre impuissance politique*. L'idée directrice développée par l'auteur est la suivante : l'impuissance politique que connaissent les forces progressistes à notre époque est choisie, sans toutefois que celles-ci en aient la conscience et encore moins la volonté, davantage que subie. Choisie, inconsciemment et invo-

lontairement, au sens où les choix « tactiques » et « stratégiques » des forces progressistes seraient inscrits dans une « mécanique de la défaite ». Vers la fin de l'ouvrage, l'auteur pourra ainsi également parler d'une « auto-dépuissantisation » (thèse 67) et d'une « auto-mutilation » (thèse 68) de ces forces politiques et sociales.

La puissance politique étant entendue comme puissance d'agir politiquement, en ceci que l'action politique produirait des effets souhaités par ses acteurs ; l'impuissance se comprend inversement comme l'incapacité de l'action politique à produire les effets qu'elle escompte, l'impossibilité pour les sujets des luttes d'être victorieux et de

rendre effectives leurs aspirations et leurs revendications (thèse 1). L'une des caractéristiques principales de cette impuissance politique est qu'elle ne trouverait pas son origine dans une insuffisance quantitative des luttes politiques et sociales (en ceci qu'il n'y aurait pas assez de grèves et de grévistes pour les mener, de manifestations et de manifestants pour y participer...), comme pourraient le penser un certain nombre des

acteurs de l'action politique, mais plutôt dans les formes mêmes de l'action politique (thèse 9).

L'auteur précise ses vues : les modes de lutte politique et sociale qui nous sont familiers (grève, manifestation, rassemblement...) se sont routinisés à mesure de leur institutionnalisation historique, à tel point que les agents de l'action politique les admettent comme des donnés

La réflexion livrée par G. de Lagasnerie semble se situer en dehors de l'analyse des profondeurs du monde social et de leur dynamique historique.

intangibles de l'agir politique contemporain (thèse 2). G. de Lagasnerie livre un peu plus loin l'idée-force de son essai, qu'il met en discussion par la suite : l'action politique telle que nous la pratiquons, avec ses modes institués et la « codification » qui les caractérise, ne correspond pas à l'agir politique véritable. Nos pratiques politiques relèveraient davantage d'une mise en scène des luttes, suivant un scénario prédéterminé et vis-à-vis duquel les différents agents ne marqueraient aucune distance critique (thèse 11).

Dès lors, une nécessité s'impose, prioritaire sur toutes les autres, aux sujets politiques en lutte : opérer un « tournant tactique dans notre pensée politique » (thèse 3), afin d'« y faire vivre un moment utilitariste » (*ibid.*) ; retrouver un sérieux politique par la reconquête de la centralité des objectifs politiques dans les luttes (thèse 12), actuellement relégués derrière ce que, sans pour autant employer l'expression, l'auteur caractérise comme les fonctions récréatives des luttes (où nous chantons, nous dansons, nous nous prenons en photo...) pour leurs acteurs (thèses 11 et 12). Entendons-nous bien avant de discuter plus en profondeur le contenu de l'ouvrage : la conduite d'une démarche d'investigation (auto-)critique et rigoureuse, visant à identifier les origines des défaites politiques et sociales accumulées par le monde du travail, relève de la nécessité impérieuse pour les militants et les cadres de ses organisations. En effet, il s'agit là d'une indispensable condition intellectuelle au redressement futur des forces « progressistes » qui aspirent à l'élargissement de la démocratie, à la révolution des relations sociales et à la sauvegarde d'un environnement naturel compatible avec la vie humaine. Une autre de ces conditions est l'identification des luttes populaires à une historicité émancipatrice, alternative de celle imposée par le capital, aliénante pour les humains et destructrice pour leur environnement naturel. Ce devenir alternatif de l'humanité, c'est ce que nous nommons, à la suite de Karl Marx, le communisme. Dans l'essai de G. de Lagasnerie, il ne sera pourtant jamais proposé l'esquisse d'une alternative politique et sociale, qui fait tant défaut aux luttes contemporaines et aux forces qui les mènent. Nous pouvons distinguer ici ce qui nous semble être une faiblesse du travail de

Identifiant dans
l'institutionnalisation
des modes de lutte
l'origine de l'échec
des mouvements sociaux,
l'auteur en vient
pratiquement à nier leur
pouvoir historique
à conquérir et établir
leur existence, légale et
réelle, au sein même de
l'espace politique et
social dominé par la
bourgeoisie.

G. de Lagasnerie : la disjonction opérée, dans la réflexion théorique, entre les modes de lutte et la visée politique des luttes. Le lecteur ne pourra que ressentir une forme de frustration intellectuelle, grandissante à mesure qu'il progressera dans sa lecture du livre. À ce stade de notre

lecture critique, il nous paraît utile de préciser qu'ici ne sont pas jugées ni discutées la qualité et la sincérité des engagements militants de l'auteur, mais uniquement les idées versées au débat politique des progressistes dans cet ouvrage.

Sans prétention à l'exhaustivité vis-à-vis de *Sortir de notre impuissance*, et avec modestie, nous proposerons de suivre les trois axes de lecture critique de l'ouvrage suivants :

- l'absence d'un regard sociologique, de la part d'un auteur pourtant sociologue, sur l'objet étudié et sur les conditions historiques et sociales de la perte de puissance politique des forces progressistes ;
- l'inscription des réflexions de l'auteur en dehors d'un espace social déterminé, débouchant sur une pensée métaphysique de l'action politique ;
- la négation de la nécessité théorique dans l'élaboration de l'action politique par conséquent le refus de la praxis révolutionnaire.

UN MONDE SOCIAL RÉDUIT À L'ABSTRACTION

C'est la première observation que nous souhaitons soulever : l'auteur, sociologue de formation et de profession, ne propose pas véritablement au lecteur de réflexion caractéristique du métier de sociologue sur les mutations connues par les sociétés capitalistes depuis les années 1980. Cette décennie, et la période historique qu'elle a ouverte, est réduite par l'auteur à la seule fabrique des élites néolibérales contemporaines (thèse 27) ou, plus loin dans le texte, à la réussite d'une entreprise d'infiltration et de subversion en profondeur des institutions politiques, économiques et académiques (thèses 53 et 57) et à des luttes politiques victorieuses dont il faudrait reproduire certains des modes d'action (thèses 52 et 53), sans que soient jamais évoquées les transformations profondes des rapports sociaux.

Ainsi, le lecteur s'interrogeant sur les relations entre le recul relatif de l'engagement syndical d'un côté, et la per- ►►

- sistance d'un chômage massif – ceint par une multitude de situations d'emploi précaire et de modes de mise au travail reposant sur l'emploi indépendant – de l'autre, conservera ses questionnements intacts (et même sans commencement de réponse), en vue d'autres lectures. N'y sont pas davantage mis en discussion : les liens entre la paupérisation des quartiers populaires – dont nous apprenons que les individus qui les habitent pratiqueraient

Cette métaphysique politique
enferme dans des impasses,
certes habilement habillées
par des formules toutes
d'apparence plus radicale
les unes que les autres, pour
la pensée comme pour l'action.

la « dissidence » du quotidien au moyen de la « délinquance » (thèse 45) – et la dissociation opérée par le capitalisme contemporain entre l'espace urbanisé et la production industrielle ; le rapport entre le recul de l'emploi industriel dans le pays et la tertiarisation de l'activité économique d'un côté, et l'individualisation des relations et des expériences de travail de l'autre, ou encore la fonction sociale que le « management » (« *corporate* » comme « *new* » & « *public* ») opère dans la mise au travail capitaliste contemporaine et ses effets dissolvants sur les solidarités internes au monde du travail.

Dans les développements proposés par G. de Lagasnerie, ces aspects majeurs de la restructuration « néolibérale » du capitalisme, vécus quotidiennement et souvent douloureusement par les individus qui les subissent, sont relégués à des contingences les confinant à l'invisibilité théorique. Pour le dire avec force et symbole : dans la narration de la société et de ses relations de pouvoir proposée par G. de Lagasnerie, ni les plans sociaux subis par les « Conti » ni les suicides des salariés de France Telecom ne semblent avoir de place ; quand bien même les uns et les autres ont marqué durablement le vécu salarié de la subordination aux employeurs, au point de devenir les tragiques références des licenciements collectifs pour les premiers et de la souffrance au travail pour les seconds.

À ce stade de la lecture, nous pouvons déjà faire le constat suivant : la réflexion livrée par G. de Lagasnerie semble se situer en dehors de l'analyse des profondeurs du monde social et de leur dynamique historique. Ainsi, les phénomènes les plus marquants des restructurations néolibérales du capitalisme pour les agents sociaux qui les subissent

brillent par leur absence dans les développements de l'auteur, et avec eux, la discussion sur les relations qu'ils pourraient entretenir avec l'impuissance politique des luttes et des mouvements sociaux. Nous allons maintenant nous apercevoir que le vide laissé par l'absence de ce travail d'analyse est rapidement comblé par une pensée métaphysique de l'action politique.

VERS UNE MÉTAPHYSIQUE DE L'AGIR POLITIQUE

Aucun essai politique ne saurait décrire et analyser en profondeur l'ensemble des mutations sociales observées depuis les années 1980. Toutefois, l'essai de G. de Lagasnerie pêche par l'excès inverse : l'absence de mise en perspective sociologique et historique de l'impuissance politique (mais aussi, d'une éventuelle puissance perdue du mouvement social) que l'auteur appelle à dépasser. Faute d'inscrire l'objet – l'impuissance politique présente et les voies futures de la reconquête d'une puissance d'agir pour le mouvement social – dans une temporalité historique et un espace social bien définis, l'auteur se contente de proposer un ensemble de spéculations métaphysiques, à l'instar de cette discussion sur le recours à la violence dans l'action politique.

G. de Lagasnerie commence par juger la question de l'usage de la violence dans l'action politique « obsédante » (thèse 10), avant d'admettre qu'elle exerce une « emprise » (« thèse » n°41) sur les pensées politiques progressistes, sans toutefois renvoyer à des écrits ou des débats militants précis auquel le lecteur pourra se référer pour apprécier la justesse du propos de l'auteur. Les arguments mobilisés pour opérer une critique radicale de la non-violence, et

Les rapports de force passés,
ayant délimité l'espace politique
disponible pour les luttes
présentes en repoussant
les frontières que lui avaient
auparavant assignées les classes
dominantes, voient leur héritage
politique progressiste totalement
démonétisé.

de son caractère autant illusoire qu'incantatoire, sont parfaitement recevables (thèses 41 et 43). En effet, l'établissement de relations sociales de domination est inséparable de l'exercice de la violence ; la non-violence correspond alors à un choix d'auto-aliénation des moyens de l'action politique. Cependant, la conceptualisation proposée sur l'usage de la violence, en contrepartie de

cette critique de la non-violence, ne paraît pas aussi pertinente. L'auteur refuse de mener la discussion qui s'y rapporte d'un point de vue juridique (thèse 42) ou encore moral/éthique (thèse 43). La question de la violence est essentiellement politique et le critère permettant d'apprécier sa pertinence est, pour l'auteur, son efficacité, à l'instar de toute forme d'action politique (thèse 44), mesurée par comparaison des coûts qu'elle induit pour qui la pratique et des avantages qu'elle permet de retirer. Un peu plus tôt dans l'ouvrage (thèse 13), l'auteur formule l'hypothèse que ce sont les brefs épisodes de violence qu'ont connus les manifestations parisiennes des gilets jaunes dans les arrondissements bourgeois, qui auraient créé le rapport de forces favorable à la conquête d'avancées sociales (dont le contenu n'est pas discuté ; l'auteur semblant admettre de manière univoque que les mesures annoncées par le chef de l'État le 10 décembre 2018 correspondent à des avancées réelles). Au moment où l'auteur formule cette hypothèse, il émet également le souhait que nous soyons plus « inventifs », « tactiques » : par exemple, en mobilisant l'argent issu des caisses de grève afin de financer des « actions ciblées » (dont le contenu et les contours resteront mystérieux pour le lecteur) menées par de « petits groupes », plutôt que de l'employer à l'organisation de manifestations de masse...

Par ce vœu, l'auteur offre une nouvelle fois l'occasion de constater que sa réflexion se situe totalement en dehors du monde social et de son mouvement historique. Identifiant dans l'institutionnalisation des modes de lutte l'origine de l'échec des mouvements sociaux, l'auteur en vient pratiquement à nier leur pouvoir historique à conquérir et établir les capacités de leur existence, légale et réelle, au sein même de l'espace politique et social dominé par la bourgeoisie. Ce que l'auteur caractérise comme l'institutionnalisation des formes de l'action politique – qui offre au mouvement social une panoplie de moyens de lutte (grève, manifestation...) hérités des générations militantes antérieures – correspond avant toute chose à une conquête des luttes passées disponible pour les luttes présentes et futures. C'est une condition absolument nécessaire, mais certainement pas suffisante à elle seule, pour avoir la capacité de connaître davantage de « grèves

joyeuses » que de « semaines sanglantes », dans les luttes qui engagent un conflit général avec les détenteurs des moyens de produire et ceux du pouvoir politique.

En y voyant autre chose, et particulièrement l'une des raisons des défaites des luttes sociales, l'auteur prolonge son choix méthodologique – de situer sa réflexion sur les conditions de la puissance et de l'impuissance politiques en dehors des conditions sociales dynamiques dans lesquelles l'action politique se déploie – dans une discussion à portée pratique, parfaitement déconnectée de l'histoire des mouvements sociaux, de leurs débats et de leurs conquêtes. Les rapports de force passés, ayant délimité l'espace politique disponible pour les luttes présentes en repoussant les frontières que lui avaient auparavant assignées les

classes dominantes, voient leur héritage politique progressiste totalement démonétisé. Les modes de lutte que nous connaissons sont en conséquence totalement disqualifiés par l'auteur, ainsi que le principe même d'une action de masse, qu'il s'agisse notamment de la grève ou de la manifestation.

Ainsi, non seulement *Sortir de notre impuissance politique* situe la discussion sur la *sortie de l'impuissance* en dehors du monde social et de l'historicité dans laquelle la *puissance* s'est construite, mais entend également la mener en faisant abstraction des conquêtes passées (lesquelles déterminent l'espace

politique dans lequel la puissance établit ses frontières), sur lesquelles l'auteur porte des jugements de valeur particulièrement dépréciatifs, sans discussion aucune de leur portée historique. C'est ainsi que nous avons pu caractériser la pensée politique de G. de Lagasnerie, développée dans cet essai, comme une métaphysique de l'action politique. Nous allons maintenant chercher à quelles impasses théoriques comme pratiques, conduit ce qui apparaît, avec clarté, comme une pensée métaphysique de l'action politique.

UNE RADICALITÉ STÉRILISATRICE POUR L'ACTION POLITIQUE

L'auteur mobilise assez peu de références théoriques pour élaborer et développer sa réflexion : ainsi, nous avons croisé G. Anders (thèses 10, 11, 13, 14, 34 et 43), et nous croiserons, au fur et à mesure de la lecture, P. Bourdieu (thèse 66), H. Marcuse (thèses 7 et 70) ainsi que l'ombre ►►

Faute d'inscrire l'objet
– l'impuissance politique
présente et les voies futures
de la reconquête
d'une puissance d'agir pour
le mouvement social – dans
une temporalité historique
et un espace social bien
définis, l'auteur se contente
de proposer un ensemble de
spéculations métaphysiques.

► tutélaire de M. Foucault (ne serait-ce qu'au travers de l'emploi du concept de gouvernementalité, rencontré aux thèses 39, 57 et 71).

Le corpus marxiste est pratiquement absent des thèses développées par l'auteur. Le lecteur poursuivant la lecture jusqu'au terme de l'ouvrage pourra y découvrir une citation bien connue de Lénine (thèse 67), affirmant qu'il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, introduisant une critique de « l'aspiration théorique » (thèse 68) des forces progressistes, assimilée à une « auto-production de la paralysie » (thèse 67). D'après l'auteur, l'activité théorique exerce des effets démobilisateurs sur les agents sociaux en lutte : parce que celle-ci nécessite de penser des « systèmes de pouvoir » (thèse 67), la théorie propose une « montée en généralité », mobilisant des « catégories vides » (l'auteur cite ainsi « l'État impérialiste », le « capitalisme », le « colonialisme », le « patriarcat »), invocations théoriques permanentes traduites dans la pratique par « l'injonction » à « la convergence des luttes » (thèse 68). Les luttes sociales s'éloignent alors des « objectifs pratiques » et des « changements possibles » (thèse 67), s'assignent des « cibles inatteignables » (*ibid.*) au lieu de « pouvoirs locaux, sectoriels » (thèse 68). Cette mécanique implacable que décrit l'auteur déboucherait sur le résultat malheureux suivant : chaque mouvement social, défini comme une « confrontation avec les pouvoirs spécifiques qu'il vise », se perçoit comme impuissant à agir, parce qu'incomplet, tant qu'il ne converge pas dans une confrontation générale, contre un ou des ennemis communs, avec les autres mouvements sociaux existants dans le même temps.

L'auteur approfondit par la suite sa critique de l'activité théorique, en se concentrant, après ses effets pratiques (thèses 67 et 68), sur sa logique intellectuelle même (thèses 69 et 70). Ainsi, ce que l'auteur nomme « l'aspiration théorique à la montée en généralité » voit sa disqualification poursuivie : si des catégories d'analyse comme le capitalisme et l'impérialisme ont été proclamées comme « vides », ce n'est pas uniquement parce qu'elles détourneraient les mouvements sociaux « d'objectifs pratiques », « du changement possible » et des « cibles atteignables », c'est également parce qu'elles relèvent d'une « généralité » et d'une « cohérence » dont l'ère serait close (thèse 69), si tant est qu'elle ait jamais existé, les systèmes de pouvoir étant « éclatés » et l'ayant « toujours été ». L'auteur en arrive à la conclusion suivante, univoque : il n'y a pas de « centre »,

À ce stade de notre lecture critique, il nous paraît utile de préciser qu'ici ne sont pas jugées ni discutées la qualité et la sincérité des engagements militants de l'auteur, mais uniquement les idées versées au débat politique des progressistes dans cet ouvrage.

uniquement des « systèmes de pouvoir » à briser « un à un », donc pas de « révolution ». Pas de révolution, pas de système et pas de sujet politique unique : ainsi, l'époque où le mouvement ouvrier apparaissait comme « la force révolutionnaire unique » correspondait en vérité à un « moment de censure et de répression des autres mouvements sociaux ».

L'examen attentif de l'histoire du mouvement ouvrier aurait peut-être permis à l'auteur de se dispenser de formuler doctement une affirmation aussi fautive. Au contraire, ce qui caractérise les moments historiques de puissance du mouvement ouvrier, c'est plutôt que cette capacité d'initiative et d'action créait les conditions de l'épanouissement des revendications et des luttes sociales en faveur de la démocratisation de l'État et des libertés publiques ; de la pacification des relations internationales et de l'émancipation des peuples soumis à la domination coloniale ou encore celles, vives et nombreuses, en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes comme entre nationaux et immigrants.

À la lecture des derniers développements, nous ne pouvons que constater que cette métaphysique politique l'enferme dans des impasses, certes habilement habillées par des

formules toutes d'apparence plus radicale les unes que les autres, pour la pensée comme pour l'action. Parmi celles-ci, citons principalement la négation de la nécessité de l'activité théorique ; et les relations mécaniques établies entre celle-ci et l'activité pratique, exerçant un véritable effet de stérilisation pour la seconde, privée des capacités critiques et heuristiques de la première, comme pour la première, dépossédée de la puissance d'agir et de transformation de la seconde.

Avant de refermer *Sortir de notre impuissance politique*, permet-

tons-nous une ultime invitation à la réflexion, individuelle comme collective : la *sortie de l'impuissance politique* n'attelle pas pour indispensable préalable intellectuel et politique la sortie de la métaphysique de l'agir politique et la réhabilitation conséquente de la méthode dialectique et de la pensée matérialiste dans l'élaboration d'une visée émancipatrice pour les luttes politiques et sociales ? ■

*Thomas Bompied est militant du PCF en Seine-Saint-Denis.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50

Claude Saligny



ou au 01 40 40 12 30

Monique Renault



Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



 Cause commune est sur Facebook

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quéfier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédéric Coyère
Mise en page et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Ségolène Mathieu
(Grand entretien)



Baptiste Giron
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militer)



Delphine Miquel
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production de territoires)



Corinne Luxembourg
(Production de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Aurélien Aramini



Florian Gulli
Université permanente

PROCHAIN NUMÉRO
septembre/octobre : Manger et produire autrement



Prix : 8€